

* Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la Région de Chaumes.

N° Du Dossier
89033

Chemin de Fer du Nord

Contentieux
et
Domaine

N. T.

Locations

* faire au nom de : Compagnie Électrique
du Nord, 9 Avenue Stancier, à Paris (8^e)

Nom du Locataire * Le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région de Chaumes, à Chaumes.

Canalisation électrique aérienne au kil. 46/303, P. N. 28 de
la ligne d'Amiens à Berguier,

Commune de Nesnil St Rémy

arrêté le 14 avril 1928

Receveur ~~Chaumes~~ c. g.

Commencement du Bail 1^{er} Octobre 1927

Fin du Bail 1950

Loyer annuel

25^{fr}

Echéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} 8 ^{me} 1927	14 ^{8^{me}} 1928	25.25	11504				
" 1928	" 1929	25.25	15501				
" 1929	" 1930	25.25	15510				
" 1930	" 1931	25.25	16023				
" 1931	" 1932	25.25	16528				
" 1932	" 1933	25.25	16840				
" 1933	" 1934	25.25	17851				
" 1934	" 1935	25.25	19612				
" 1935	" 1936	25.25	22.919				
" 1936	" 1937	25.25	21.671				
" 1937	" 1938	25.50	21.710				
" 1938	" 1939	25. "	20.768				

24/3/38

Fiche faite

W
J. W.

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

C. G.

(pour le compte du Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de La Région de Chaulnes).

Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement:

[illegible]

Compagnie du Chemin de fer du Nord,

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

Ne traiter qu'une seule affaire

dan la même lettre

SERVICE DU DOMAINE

Rappeler en marge de la
reponse l'indication ci dessous

PARIS, le 2^e Décembre 1937

N° 890337

1 Service

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce
pli la quittance n° 24710 de 25.^f50 que vous
avez renvoyée impayée à la Comptabilité Centrale.

J'insiste le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie
électrique de la région de Chaulnes
à la retirer à bref délai.

Dès que vous aurez encaissé le montant
veuillez, je vous prie, le verser par Chèque 432
et m'indiquer aussitôt la date et le numéro de ce
virement.

Agreez, Monsieur, l'assurance de
ma considération distinguée

P^r Le Chef Honoraire du Contentieux

Chef du Service du Domaine

Le Chef de Service Préalable

Veiller

Monsieur le Chef de Gare à... Chaulnes

(2)

ARTICLE 2. - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 60° par une travée unique de 52^m,70 d'ouverture. Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 2^m10 x 1^m60 et 2^m de profondeur.

Ils auront 14^m50 à gauche et 15^m à droite de hauteur au dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à deux mètres au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés, deux à deux, d'au moins 90 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m au moins au dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du Chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des interrupteurs placés au poste de MESNIL-St NICAISE à 1500^m environ en amont de la traversée.

A chacun des supports et à 0^m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à St-QUENTIN et M. le Chef de District en résidence à HAM, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3. - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

(3)

ARTICLE 4. - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5. - Le Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES payera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de vingt cinq francs.

ARTICLE 6. - Le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7. - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8. - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10. - Ampliation du présent arrêté sera adressée:
1° - A M. le Maire de la Commune de MESNIL-St NICAISE,
2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat permissionnaire,
3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord,
4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Fait à AMIENS, le 14 AVRIL 1928

LE Préfet,

Signé : Cambes

COMPAGNIE ÉLECTRIQUE
DU NORD

HL/JB.

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 100.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: DOUAI (NORD)

DIRECTION GÉNÉRALE
9, Avenue Percier
PARIS (8^e Arr^t)

TÉLÉPHONE: ÉLYSÉES 89-11

REGISTRE COMMERCE DOUAI N°88

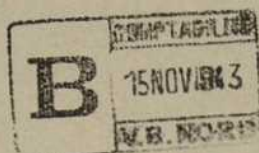
Paris, le 12 NOVEMBRE 1943.

Société Nationale des Chemins de
Fer Français

18, rue de Dunkerque, 18

PARIS (X°)

Annexe : 1 chèque



Messieurs,

OK
Comme suite à votre lettre du 15 Octobre écoulé
adressée au Syndicat International de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région de CHAULNES sous le N° 18.699, nous
avons l'honneur de vous remettre, ci-joint, pour son compte,
un chèque de 25 francs, en couverture de la redevance du 15
Octobre 1943 au 14 Octobre 1944, pour canalisation électrique
aérienne au km. 46/303 (Amiens à Tergnier).

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

LE DIRECTEUR.

G. MICAUD.
G. MICAUD.

1^{er} N° 18.699
24 NOV 1943

Région Nord.

Gare de CHAULNES

Le 07 mars 1942

En retour ordre de recouvrement
n° 106993 pour prise de crédit de
la somme de 25 francs.

Cet ordre, pris en charge le 18/10/41
sous le n° 22 par notre service,
n'a pas été recouvré. Le débiteur,
Syndicat intercommunal de distribution
d'énergie électrique de la Région de
Chaulnes, ne s'est pas présenté
et n'a pas répondu à nos deux
avis et à notre lettre recommandée
du 12/2/42.

Le chef de gare
leuon

Service de la Voie (2)
et des Bâtiments
106993

ORDRE DE RECOUVREMENT

M. le Chef de Gare de **CHAULNES**
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débiteur

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
DE CHAULNES.
à CHAULNES (Somme)**

la somme totale de : **VINGT CINQ FRANCS**

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 22.676

Redevance du 15 octobre 1941 au 14 octo-
bre 1942 - Canalisation électrique aérien-
ne au km 46/303 (Amiens à Tergnier).

25 "

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le **18/10/41**

sous N°

22

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

(3)

DIRIGÉ SUR :

le

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS

Paris. le **11 MAR 1942**

**VERSEMENTS DES GARES
— REGION NORD —**

AVIS DE DÉBIT

17 MARS 1942

3/1903

Total....

25 "

CERTIFIÉ PAR LE CHEF DE BUREAU SOUSSIGNÉ :

PARIS le 10 OCTOBRE 1941

*rapporté à l'avis
Maurat
le 13-17-42*

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de l'ordre de recouvrement.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice

PIÈCE A ENVOYER, PAR PLI ORDINAIRE, LE JOUR MÊME DE L'ENCAISSEMENT AU SERVICE INDICQUÉ DANS L'ANGLE DROIT

Chèque Virement (4) n°
du sur (5)

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de l'ordre de recouvrement.
(3) Griffes de la gare.
(4) Rayer la mention inutile.
(5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS

Paris. le **11 MAR 1942**

**VERSEMENTS DES GARES
— REGION NORD —**

Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de Chaumes

N° du Dossier
88729

Chemin de Fer du Nord

et
Domaine

Locations

par les maires de la C^{ie} Électrique du Nord, à Clairoux (ain)

~~Le Chaumes~~ Le Chaumes

Nom du Locataire Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la région
Désignation Canalisation électrique aérienne au kil. 133/907 de la ligne de Saint-Just à Cambrai.

Arrêté le 14 janvier 1927

Commune d'Omécourt

Receveur ~~Chaumes Amiens~~
Compiègne

Commencement du Bail 20 juillet 1927

Fin du Bail 1930

Loyer annuel 95 F

Echéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
20 juillet 1927	31 juillet 1928	26	10252	9.03			
1 ^{er} août 1928	" 1929	25.25	12131				
" 1929	" 1930	25.25	11374				
" 1930	" 1931	25.25	11777				
" 1931	" 1932	25.25	12068				
" 1932	" 1933	25.25	11507				
" 1933	" 1934	25.25	12397				
" 1934	" 1935	25.25	13423				
" 1935	" 1936	25.25	16270				
" 1936	" 1937	25.25	14666				
" 1937	" 1938	25.25	14790				P. 29/3/38
" 1938	" 1939	25.25	13464				P. 7/11/38

Fiche faite

^x ^{EDF} Syndicat Intercommunal

de Distribution d'énergie électrique de la région de Chaumes

x il est quitté au nom de: Compagnie Electrique du Nord à Clairoux (aise).

DOSSIER N° 88.729

Désignation: Canalisation électrique aérienne au kil 133.907 de la ligne de Saint-Just à Cambrai

Echéance. Août

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

Traité du 20 juillet 1927 au 1950

Redevance annuelle: 25⁺

Compiègne
Briennes

Libellé de la quittance: Redu du 1^{er} Août 19... au 31 juillet 19...
Canal^{on} Electr aérienne au km. 133.907 à Osmicourt
(pour le compte du syndicat Intercommunal de Distribution d'énergie électrique de la Région de Chaumes).

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
1 ^{er} Août 1939	31 juillet 1940	25	12.564	
1 ^{er} " 1940	31 " 1941	25	" 13.249	
" 1941	" 1942	25	" 15.373	annulée remplacée par n° 23268
" 1941	" 1942	25	" 23.268	Mandat du 29 Août 1941.
" 1942	" 1943	25	" 16.460	
" 1943	" 1944	25	" 16.584	
" 1944	" 1945	25	" 18.842	
" 1945	" 1947	50	" 15.790	Facture 10.075 - art. 46 - de g ^{de} 160
> 1947	> 1948	25	" 15794	



PARIS, le 9 Novembre 1946.

VBN-gx

N° 88.729-D:

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la 'Comptabilité' V.B.

Tactine N° 10.016
de g^{te} - Oct. 1946.

Suite à votre lettre V.B. N. 9c (Bj) du
7 courant relative au versement de la somme
de 50% par la C^e Electrique du Nord.

Je vous informe que le compte à créditer
est: Chapitre 1 - Art. 1^{er} - § 6 - Non taxable.

Le Chef du Domaine

[Signature]

S.H.C.F.

Région du NORD

Voie et Bâtiments

Subdivision de la
Comptabilité

VB/H 50 (Bj)

Facture n° 10016 ch.fab.
Octobre 1946

PARIS, le 7 Novembre 46. RL.

Monsieur le Chef de la Section
du Romain

Il vient d'être passé au crédit de notre Service,
la somme de 50^f versée par la C^e Electrique du Nord
sous station de Clairvaux à Margny les Compiègne
en règlement du relevé du 5/2/46 pour compte "Syndicat
Intercommunal de Distribution d'Énergie Electrique
de la région de Chaulnes à Chaulnes (Somme)"

92 N° 15.790

Voudriez-vous m'indiquer le compte à créditer. et,
le cas échéant, faire annuler le titre de recette qui aurait
pu être établi.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité,

1-8 NOV 1946

Reuss

S. N. C. F.

REGION NORD ROMAIN

REFERENCE

MANDAT DE RECETTE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
d'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
de CHAULNES, à CHAULNES (Somme)

Mois comptable:

AOU 1948

Nom et adresse
du
débiteur

Bordereau N°

Compte crédité:

Le présent mandat s'élève à la somme totale de
CINQUANTE FRANCS

F **50 frs**

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné d'autre part.

Certifié par le Chef de Bureau soussigné:

Date d'encaissement:

Référence
de la pièce de crédit
N° du bordereau
d'avis d'encaissement

A Paris, le **2** 19VOIR AU VERSO

AVIS D'ENCAISSEMENT

REFERENCE (2)

N° 15.790

Nom du débiteur: (2) SYNDICAT INTERCOMMUNAL

DE DISTRIBUTION d'ENERGIE ELQUE REGION DE

CHAULNES, CHAULNES VOIR AU VERSOMontant: F (2) **50 frs**

diriger immédiatement sur
le Service suivant:

(1)

DÉTAIL DES SOMMES DUES:

N° 15.790

Redevance du 1^{er} Aout 1945 au 31 Juillet
1947- Canalisation électrique aérienne
au km 133/907, à OMIÉCOURT

50.

TOTAL...

50.

S. N. C. F.

Service de la Comptabilité
Générale et des Finances

DIVISION CENTRALE de la
COMPTABILITE GENERALE

Date d'encaissement
Référence
de la pièce de crédit
N° du bordereau
d'avis d'encaissement

Pour le Chef de la Division Centrale de la Comptabilité Générale,
Le Chef de Bureau:

Energie Electrique de Chaulne

COMPAGNIE ELECTRIQUE
DU NORD PG/GL

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 60.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL DOUAI (Nord)
22, Rue de l'Abbaye-des-Près, 22

TÉLÉPHONE N° 143

R. C. DOUAI 88

LA PRÉSENTE LETTRE NE CONSTITUE
PAS ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ

V/Réf : VBNG^x
N° 88.729 D2

USINE CENTRALE ÉLECTRIQUE DE CLAIROIX
(TÉLÉPHONE N° 328 COMPIÈGNE)

COMPTE CHEQUES POSTAUX
PARIS 3099-00

Clairoix (Oise), le 6 Mai 1942
(PRIÈRE D'Y ADRESSER LA RÉPONSE)

Société Nationale des Chemins de Fer
Français

Région du Nord

18, rue de Dunkerque, 18

- PARIS -
----- (10e)

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 27 Avril 1942 sous
référence, nous avons l'honneur de vous informer que nous
vous avons réglé la somme de 25 Francs par virement à votre
compte chèques postaux Paris 559-90 en date du 28 Avril
1942.

Veillez agréer, Messieurs, nos salutations dis-
tinguées.

Beufm

13 MAI 1942

B^b

SNCF - Région NORD

22 19H AVRIL 42 S. DENIS	SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS UN BON RÉGION DU NORD DE SOLIDARITÉ Service de la Voie et des Bâtiments NE SE REFUSE PAS	22 19H AVRIL 42 S. DENIS
--------------------------------------	---	--------------------------------------

Monsieur le Chef du Syndicat de
Distribution d'Énergie Électrique
17, rue Dumméril, 17
à Oiviens (Somme)

VB 1792
88.729⁰²

27 avril 42

curieurs

25 francs
1^{er} août 1941 31 juillet 1942 a redevance
une canalisation électrique aérienne
au km 133/907 à Omiécourt

en un mandat-carte à l'adresse suivante:

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
18, rue de Dunkerque Paris (10^e)
curieurs

Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique
de la Région de Chaulnes
à Chaulnes (Somme)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

DOMAINE

Registre du Commerce Seine N° 276.438 B

Rappelez en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

Paris, le 21 avril 1942

URGENT

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rappeler que vous êtes redevable
de la somme de 25 francs représentant la redevance
du 1^{er} août 1941 au 31 juillet 1942
afférent à une canalisation électrique aérienne
au km. 133/907 à Omiécourt.

Je vous prie d'effectuer le versement de cette somme
majoré de 1 franc pour frais de poste dus à mon Service
en un mandat-carte à l'adresse suivante :
qui tient la quittance à votre disposition.

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
18, rue de Dunkerque Paris (10^e)

Agréés, Messieurs, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine.

M. Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique
17, rue Duméril
à Amiens (Somme)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

Région NORD

Service de la Voie
et des Bâtiments

REÇU

Le Chef de Gare de **CHAULNES**
reconnait avoir reçu de

106993

SECTION DE LA COMPTABILITÉ

Impasse de la Chapelle, PARIS-10°

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
DE CHAULNES.

à CHAULNES (Somme)

SNCF - Région NORD
DOMAINE
et EXPROPRIATIONS

la somme totale de **VINGT CINQ FRANCS**

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 22.676

Redevance du 15 octobre 1941 au 14 octo-
bre 1942 - Canalisation électrique aérien-
ne au km 46/303 (Amiens à Tergnier).

SNCF NORD

25 "

C. G. 250 C - A.C.I. 8114 i - 5.39 - Multiréplique

En cas de règlement en espèces,
apposer un timbre-quittance
dans la case ci-contre →

En cas de règlement par voie bancaire, compléter le tableau
ci-après :

Chèque Virement (4) n°
du sur (5)

DONT QUITTANCE

A(3)

Le Chef de Gare,

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS
Paris, le 11 MAR 1942
VERSEMENTS DES GARES
REGION NORD

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
- (2) Référence de l'ordre de recouvrement.
- (3) Griffes de la gare.
- (4) Rayer la mention inutile.
- (5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

DOMAINE

Registre du Commerce Seine N° 276 438 B

Rappelez en marge de la
réponse l'indication ci-dessous18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.N° 88.729⁰²

Paris, le 16 Octobre 1941

URGENT

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rappeler que vous êtes redevable
de la somme de 25 francs représentant la redevance
du 1^{er} août 1940 au 31 juillet 1941
afférent à une canalisation électrique aérienne
au km. 133/907, à Omiécourt.

Je vous prie d'effectuer le versement de cette somme
majoré de **1 franc** pour frais de poste dus à mon Service
en un mandat à l'adresse suivante:
~~qui tient la quittance à votre disposition.~~

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
18, rue de Dunkerque Paris (10^e)

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine.

M. Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique
17, rue Dumeril
à Amiens (Somme)

Société Artésienne de Force & Lumière

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.417.800 FRANCS

TRIB. CF SEINE (SIÈGE) N° 148.316

— AMIENS (SUCC^{te}) N° 4.064

— ARRAS — N° 304

— BÉTHUNE — N° B. 218

Rue du Crinchon à ARRAS

TÉLÉPHONE : N° 14-32 et 14-33

NOTRE RÉFÉRENCE À RAPPELER :

RL/ST

AMIENS le 24 AVRIL 1942
17 rue de la République

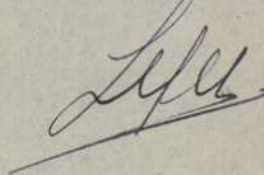
Monsieur le Chef du Domaine
S.N.C.F. Région Nord
18, rue de Dunkerque
PARIS (10ème)

Monsieur,

Nous vous retournons ci-inclus, votre lettre du 21 Avril
1942, qui ne concerne pas notre Société.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Chef de District de la zone
Suburbaine d'Amiens,



Les Tribunaux de la Seine ont seuls la connaissance des litiges intéressant la Société. Cette attribution de compétence est une condition formelle de tous les traités intervenant entre la Société et ses fournisseurs. — En cours de litige contentieux, tous les services sont dessaisis automatiquement au profit du Service du Contentieux et aucun paiement ne peut avoir lieu valablement qu'entre les mains de ce service. — En cas de litige au sujet de tous engagements contractuels liant la Société, le différend sera soumis à la Juridiction arbitrale, à l'exclusion de tous Tribunaux, en application de la loi du 5 Janvier 1926.
Un arbitre sera nommé par chacune des parties dans la huitaine d'une lettre recommandée adressée par l'autre partie à cet effet ; au cas où l'une des parties ne désignerait pas son arbitre, celui-ci pourra être désigné par voie d'ordonnance de référé commercial ; en cas de partage des arbitres, il sera nommé un troisième arbitre dont l'avis sera prépondérant.

V3N3x
88.729 D2

21 avril 42

messieurs,

25 francs
1^{er} août 1941 31 juillet 1942 a redevance
une canalisation électrique aérienne
au km. 133/907 à Omiécourt.

⁵⁰
en un mandat-carte à l'adresse suivante:

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
18, rue de Dunkerque Paris (10^e)
messieurs

Syndicat de Distribution d'Energie Electrique
17, rue Duméril
à Amiens (Somme)

13179x
88.729.02

maison détruite

payé - appliqué en 1941-1942
esieurs,

16 Octobre 41

25 hares
1^{er} août 1940 31 juillet 1941 a redevance
une canalisation électrique aérienne
au km. 133/907, à Omiécourt.

en un mandat à l'adresse suivante:

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
18, rue de Dunkerque Paris (10^e)
esieurs

Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique
17, rue Dumeril
à Amiens (Somme)

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITE

(1)

2, Impasse de la Chapelle, PARIS-13^e

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

ORDRE DE RECouvreMENT

RÉGION NORD (2)
VOIES ET BATIMENTS
O. R. N°

85284

M. le Chef de Gare de AMIENS
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débit

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
DE CHAULNES,
19, rue Duméril à AMIENS (Somme)

la somme totale de : VINGT CINQ FRANCS

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

15.273

Redevance du 1^{er} août 1941 au 31 juillet
1942 pour canalisation électrique aérienne
au km 133/907 à Omiécourt.

25 "

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le 9 AOÛT 1941

sous N° 3 A

AVIS DE

14 NOV. 1941

10/1853

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

DIRIGÉ SUR :

le

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS
Paris, le 31 OCT 1941
VERSEMENTS DES GARES
— REGION NORD —

Total...

25 "

CERTIFIÉ PAR LE CHEF DE BUREAU SOUSSIGNÉ :

A PARIS, le 25 JUILLET 1941

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de l'ordre de recouvrement.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice

PIÈCE A ENVOYER, PAR PLI ORDINAIRE, LE JOUR MÊME DE L'ENCAISSEMENT AU SERVICE INDIQUÉ DANS L'ANGLE DROIT



SECRET SERVICES FINANCIAL
JAN 10 1961
RECEIVED
JAN 10 1961

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITÉ

3, Impasse de la Chapelle, PARIS-19^e

REÇU

Le Chef de Gare de AMIENS
reconnait avoir reçu de

RÉGION NORD⁽²⁾
VOIES BATIMENTS
O. R. N°
85283

SNCF - Région NORD
DOMAINE
et EXPROPRIATIONS

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
DE CHAULNES,
19, rue Duméril à AMIENS (Somme)

la somme totale de : VINGT CINQ FRANCS
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

n° 15.273

Redevance du 1^{er} août 1941 au 31 juillet
1942 pour canalisation électrique aérienne
au km 133/907 à Omiécourt.

25 "

AMIENS
20 OCT 41
CAISSE PRINCIPALE

ami 12/1

Total...

25 "

En cas de règlement en espèces,
apposer un timbre-quitance
dans la case ci-contre →

A⁽³⁾ _____, le _____ 19____
Le Chef de gare,

En cas de règlement par voie bancaire, compléter le tableau
ci-après :

Chèque	Virement (4)	n° _____
du _____	sur (5) _____	_____

(1) Timbre de la Comptabilité émettrice.

(2) Référence de l'ordre de recouvrement.

(3) Griffe de la gare.

(4) Rayer la mention inutile.

(5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement

SNCF SERVICES FINANCIERS
Paris le 31 OCT 1941

SV.

Paris, le 16 Octobre 1941

S.N.C.F.
Région NORD

Subdivision des
Expropriations
et du Domaine.

Monsieur le chef de gare
à Amiens

VB. N/gx
N^o 88719 D2.

-:--:--:--:--:--:--

L'ordre de recouvrement N^o 15273

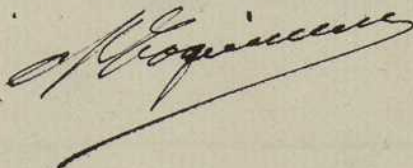
de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine, de 25 francs.

au nom du Syndicat Intercommunal de Distribu-
tion d'Energie Electrique de la Région de Chaubres
n'est pas à encaisser.

Pour régulariser votre découvert,
prenez crédit de cette somme par bor-
dereau C.C.500 en y annexant l'ordre
de recouvrement devenu litigieux.

Ces pièces seront à adresser au
G.C.V.g. de la Région Nord.

/ Le Chef de la Subdivision
des Expropriations et du Domaine



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région NORD

(R. C. Seine N° 276.448 B)

(1)

014119

GARES

REÇU

Service de la Voie

et des Bâtiments

106075

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITÉ

ET DE LA STATISTIQUE

3, Impasse de la Chapelle, PARIS-18°

Le Chef de Gare de
reconnaît avoir reçu de

AMIENS.

Syndicat Intercommunal de Distribution
d'énergie électrique de la Région de

CHAULNES

17, rue Duméril, à AMIENS (Somme).

SNCF - Région NORD

Sub^{div} des Expropriations

et du DOMAINE

la somme totale de : VINGT-CINQ FRANCS.
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 13.249

Redevance du 1^{er} août.1940 au 31
juillet 1941 pour une canalisation
électrique aérienne au kil. 133/907, à
Omiécourt.

25 "

Total.... 25 "

En cas de règlement en espèces,
apposer un timbre-quitance
dans la case ci-contre →

En cas de règlement par voie bancaire, compléter le tableau
ci-après :

Chèque Virement (4) n°
du sur (5)

DONT QUITTANCE

A (3) , le 19

Le Chef de gare,

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de l'ordre de recouvrement.
(3) Griffes de la gare.
(4) Rayer la mention inutile.
(5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement.



REC'D

SINCE SERVICES FINANCIERS
PARIS le 10 JAN 1941
VERGEMENTS DES BARS
REGIO 1 NORE

G.H.

Paris, le

Monsieur le Chef de gare

Dr. Chas. H. ...

●—●—●—●—●—●—●—●

L'ordre de recouvrement n° 29 (5)

du Domaine, de

au nom de *Indrat Chandra*

n'est pas à encaisser.

Pour régulariser votre découvert,
prenez crédit de cette somme par borde-
reau C.C. 500 en y annexant l'ordre de
recouvrement devenu litigieux.

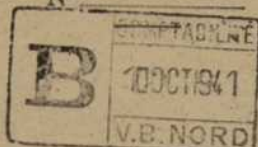
Ces pièces seront à adresser au
G.C.V. g. de la Région Nord.

Le Chef du Domaine

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

N°



Monsieur le Chef de la
Subdivision de la Comptabilité
(Domaine et Expropriations)

3 Impasse de la Chapelle
Paris 18^e

Chambres le 09 octobre 1941

J'ai l'honneur de vous
transmettre ci-joint un mandat
de paiement de 25 francs remis
par le Receveur municipal de
Chambres. Objet du paiement:
Redevance pour canalisation électrique
aérienne au Km. 133,907 à
Omécourt. Période du 1^{er} août
1941 au 31 juillet 1942 (n° 15-293)
Voie et Bâtiments O.R. n° 85.293.
Nous n'avons reçu aucun dédit pour
cette redevance.

Votre respectueux et sûr
Le Chef de gare.

Ar. G. S.

Je vous remercie l'O.R. 81283 ainsi que la
gare V. J'ai vu et j'ai dit à M. R.
que la réglementation pour le mandat de
paiement.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

SERVICE DU DOMAINE

95, Rue de Maubeuge (X^e Arrond^s)

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

N^o 88729

Paris, le 4 Novembre 1938

1 Annexe

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
la quittance N^o 13494 de 25.55 que vous
avez renvoyée impayée à la Comptabilité Spéciale.

J'invite Le Syndicat
à la retirer à bref délai

Dès que vous aurez encaissé le montant,
venillez, je vous prie, le verser par Etat 432 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Le Chef du Service du Domaine,

Amiens

Monsieur le Chef de Gare à

Amiens

Monsieur le chef

du service du Domaine

à Paris

CH. DE FER NORD
- 7 NOV 38
AMIENS ARR. G.V.

AGV

Amiens le 7-11-1938

Par état 432 n^o 6434
de ce jour nous renvoyons
la somme de 26.20
réclamée par votre note
n^o 88729 ci contre

Le chef du service P.
Amiens

*Cette somme devra être
majorée de 0.65 pour
frais de poste dus la mon
service*

**ORDRE DE RECouvreMENT**

M. le Chef de gare de **AMIENS**
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débit

Syndicat Intercommunal de distribution
d'énergie électrique de Chaulnes et de
la Région, 19, rue Duméril
à **AMIENS** (Somme)

la somme totale de : **VINGT CINQ Francs 55 cmes**
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 13.494

Redevance du 1er août 1938 au 31 Juillet
1939

Canalisation électrique aérienne au
kil. 133/907 Ligne de St-Just à Cambrai
(Arrêté du 14 janvier 1927)

25 00

Timbre quittance

0 55

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le

sous N°

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

- VISA :

DIRIGÉ SUR :

le

VU ET ABRÉTÉ :

BON A ENCAISSER

Le Chef de la Comptabilité Spéciale
de la Région du Nord

Total

25 55

CERTIFIÉ PAR
Le **Le Chef du Service du Domaine**

29 JUL 1938

- (1) Référence de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de la Comptabilité directrice.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice.

CH. DE FER NORD
- 3 AOÛT 38
AMIENS ARRÊTÉ G.V.

PROCES VERBAUX
DES
REUNIONS DU COMITE
REGIONAL DU NORD

Monsieur le Chef du
Service du Travaux
Région Nord
Paris.

CHAULNES (51100)

le 27/3/1938

88429^v

J'ai l'honneur
du 21/9/1937 de vous faire connaître
que nous avons exécuté
ce jour, du Syndicat
intercommunal d'énergie
électrique de la région de
Chaulnes la somme de
287. versons la dite somme
par état 482 n° 4810 du
29/3/1938 au Crédit de
votre service.

Votre resp. servie
Le Chef de Gare
M. L. L. L.

Compagnie du Chemin de Fer du Nord

Reg. du Commerce Seine N° 59.998

SERVICE DU DOMAINE

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

N° 88729 V

Paris, le 24 Septembre 1937

Annexes

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
la quittance N° 14790 de 25⁰⁰ francs, ainsi que le mandat
que vous
avez renvoyé à la Comptabilité Centrale.

*Vous voudrez bien faire faire une démarche
l'invitant auprès du Syndicat Intercommunal
à la motion à bref délai d'urgence de la Région de
Chaulnes, pour obtenir le paiement de cette somme.*

Dès que vous aurez encaissé le montant,
veuillez, je vous prie, le verser par Etat 432 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Le Chef Honoraire du Contentieux,
Chef du Service du Domaine,

Monsieur le Chef de Gare à

Le Chef Honoraire du Contentieux,
Chef du Service du Domaine



Compagnie du Chemin de fer du Nord,

Service du Domaine

Dossier N° 887291
à rappeler dans la réponse

Note

pour M. le Chef de gare ppal
à Anciens

Lamproy

Paris, le 16 Décembre 1937

Monsieur

J'ai l'honneur de vous adresser
sous pli la quittance n° 14790 de 25^{fr}
ainsi que le mandat de paiement.

Vous voudrez bien faire faire une
enquête auprès du Syndicat Intercommunal
de Distribution d'énergie électrique de la région
de Chaumont, 19 Rue Duminy à Anciens
pour obtenir le paiement de cette somme.

Dès que vous aurez encaissé le montant
veuillez le verser par état 1432 et m'indiquer
aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agreez, Monsieur, l'assurance de mon
Cordialement, de la part du Chef Honoraire du Contentieux.

Chef du Service du Domaine.

Le Chef de Bureau Principal

PERCEPTION
DE CHAULNES

(SOMME)

Compte courant postal
LILLE 10.091

N°



Le 1.6 SEPT 1937 193

J'ai l'honneur
d'informer Monsieur le Chef
de gare qu'en l'absence
du vote du Budget du Syndicat
d'Electricité je ne puis
lui payer le mandat ci-joint

Le Gérant
J. Dupont

au Chef de la Comp^{té} Cl^e

DATE d'ENCAISSEMENT

ou

motif de non recouvrement

Voy mandat de 25⁺
a été établi par le Président
du Syndicat électrique de
la région de Chaulnes, le
percepteur de notre localité
refuse de nous payer cette
somme pour le motif
indiqué sur la lettre
cr. jointe.

Timbre à date obligatoire

CHEMIN DE FER DU NORD

16 SEP 26

CHAULNES

Le Chef de Gare,

Mausson

Contentieux et Domaine

Renseignements demandés le 11 Mars 1927
à Monsieur LANGUE, Ingénieur de la Voie à Cambrai

I: 9.265

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

Demandes	Réponses
<p>Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du Département de la Somme en date du 14 Janvier 1927, le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de la Région de Chaulnes a été autorisé à établir une canalisation électrique aérienne au KIL.133/907 de la ligne de Saint-Just à Cambrai, Commune d'Omiécourt.</p> <p>Je vous serai obligé de me faire savoir si et depuis quelle date cette canalisation est installée.</p>	<p><u>I: 9.265.</u> <u>Omiécourt Cambrai 26/3/27.</u> <u>est. 133/907.</u></p> <p>Mon cher Monsieur,</p> <p>Cette canalisation n'est pas encore installée.</p> <p>Votre bien dévoué, / L'Ingénieur de la Voie, <u>Dumy</u></p>
<p>Votre bien dévoué</p> <p>Le Chef du Contentieux et du Domaine</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Monsieur Zyckow, chef du S.^e du Contentieux & du Domaine</p>

Demandes

I: 9.165. Réponses
ouïssant

ref. 133.907

I: 9.265.

8 Septembre 1927

Mon Cher Monsieur

Suite aux notes d'autre part.

Je vous serai obligé de me faire
savoir si et depuis quelle date
cette canalisation est installée.

Votre bien dévoué

Le Chef du Contentieux et du Domaine

[Signature]

Cambray 15/9/27

Mon cher Monsieur,

Cette canalisation est
installée depuis le 20 juillet
dernier.

très bien dévoué.

L'ingénieur de la Voie

[Signature]

au Chef de la Comp^te Cl^e

DATE D'ENCAISSEMENT

ou

motif de non recouvrement

M. le Chef de la Compta
bilité Centrale
Paris

CHAULNES le 14. 12. 37

J'ai l'honneur de
vous retourner la quittance
21710 non encaissée,
le débiteur ne demandant
aucune suite à nos
avis. Prière vous
donner crédit du
découvert.

Le Président du syndicat
habite à Paris.
Timbre à date obligatoire

CHEMIN DE FER DU NORD
14 DEC 37
CHAULNES

Le Chef de Gare,

Guille

Préfecture du Département de la SOMME

Ligne de St-Just à Cambrai

Commune d'Omiécourt.

A R R E T E

Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes, pétitionnaire.

N° E. 799.

Le Préfet du département de la Somme,
Vu la pétition en date du 14 avril 1926 présentée par M. Boinet Eugène, agissant comme président du syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes, dont le siège social est à Chaulnes, en vue d'établir en travers du chemin de fer de St-Just à Cambrai, au km. 133,907 territoire d'Omiécourt, sur le côté vers St-Just du P.N. 92 une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne de Larchelepot à Omiécourt.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 3 avril 1908, portant règlement d'administration Publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 avril 1924.

Vu les observations en date du 2 juin 1926 de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme,

A R R E T E

Article premier - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie de la région de Chaulnes, dont le siège social est à Chaulnes, est autorisé à établir en travers du chemin de fer de St-Just à Cambrai, au km. 133,907 sur le côté vers St-Just au P.N. 92 une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1924.

Article 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 66° par une travée unique de trente mètres quatre virgts d'ouverture.

Ses supports seront des pâlons métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs en béton de 2m.xlm90 x lm.50 de profondeur.

Ils auront quatorze mètres de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer et à 2m. au moins en dehors des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à triple cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 48 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de trois conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront chacun, une section de 12 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés deux à deux et au moins de 90 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 mètres au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1924 seront des interrupteurs placés à Chaulnes rue d'Omiécourt à 1200m. de la traversée.

A chacun des supports et à 0m.50 au moins des isolateurs dans la portée de la traversée sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le permissionnaire se concertera au préalable avec M. le Chef de section en résidence à Chaulnes et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Amiens, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Cie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, il restera chargé en outre, directement sans recours contre la Cie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'emprise du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat

permissionnaire soit par ses soins propres sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation ni aucuns frais pour la Cie soit pour tout ou partie, par la dite Cie, elle-même si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée lui seront remboursés par le syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 16 pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de vingt cinq francs.

ARTICLE 6 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes devra toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier avant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - L'implémentation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - Au Maire de la Commune d'Omiécourt,
- 2° - A l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier au Syndicat permissionnaire.
- 3° - A l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Cie du chemin de fer du Nord;
- 4° - A l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de la Somme.

Fait à Amiens, le 14 janvier 1927
Pour le Préfet et par délégation
signé: Combes.

Implémentation transmise
à la Cie du Nord.

Paris, le 24 janv. 1927
L'Ingénieur en Chef adjoint
signé:

Copie à M. ZYCHON

CAFÉ MIN DE FER DU NORD

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE LA SOUME

Ligne de ST. JUST à CAMBRAI

Communes d'OMIECOURT

Projet d' A R R E T E

1000 900 800 700 600 500 400 300 200 100 0

Le Syndicat intercommunal de
distribution d'énergie élec-
trique de la région de CHAULNES
titulaire.

Le Préfet du département de la Somme,

Nº E.799

Vu la pétition en date du 14 avril 1926 présentée par M^r BOLNET Eugène, agissant comme président du syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, dont le siège social est à CHAULNES, en vue d'établir un travers du chemin de fer de ST. JUST à CAMBRAI, au km. 133/907 territoire d'OMEGECOURT, sur le côté vers ST. JUST, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie, faisant partie de la ligne de MARCHELENPOT à OMEGECOURT.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer,

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 3 avril 1908, portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 avril 1924.

Vu les observations en date du 2 juin 1926 de la Compagnie du chemin de fer du Nord,

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie de la région de CHAULNES, dont le siège social est à CHAULNES, est autorisé à établir au travers du chemin de fer de ST.JUST à CAMBRAI, au km. 133/907, sur le côté vers ST.JUST du P.N. 92, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment l'arrêté ministériel du 30 avril 1924.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 66° par une travée unique de trente mètres quatre vingts d'ouverture.

2- Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs en béton de 2 m. x 1 m.90 x 1 m.50 de profondeur.

Ils auront quatorze mètres de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer et à 2 m. au moins en dehors des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à triple cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 48 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de trois conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront chacun, une section de 12 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés deux à deux et au moins de 90 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 mètres au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1924 seront des interrupteurs placés à CHAULNES, rue d'Omiecourt à 1200 m. de la traversée.

A chacun des supports et à 0 m.50 au moins des isolateurs dans la portée de la traversée sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le permissionnaire se concertera au préalable avec Monsieur le Chef de Section en résidence à CHAULNES et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à AMIENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Cie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires pourront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

-3-

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Cie soit pour tout ou partie, par la dite Cie elle-même si elle le demande ou si le service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc.... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 16% pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES payera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de VINGT CINQ Francs.

ARTICLE 6 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES devra toutes les fois qu'il en sera requis par le service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

1° - au maire de la commune d'OMIECOURT.

2° - à l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier au Syndicat permissionnaire.

3° - à l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Cie du chemin de fer du Nord.

4° - à l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de la Somme.

POUR COPIE CONFORME

28 SEP 1926

L'INGENIEUR PRINCIPAL
CHEF DE SERVICE CENTRAL VOIE

Fait à AMIENS, le

1926

LE PREFET

Sucreries Millet réunies

N° du Dossier
75019

Chemin de Fer du Nord.

Contentieuse
et
Domaine

N. T. Locations.

Nom du Locataire *Ste Anonyme "Sucreries Millet Réunies, à Masnières (Nord)"*
Désignation *Canalisation électrique souterraine au Kil. 18⁷/218 de la ligne de Charcoing à Masnières,*
Commune de Masnières

Arrêté H/7/24

Receveur. Masnières.

Commencement du Bail *1^{er} Octobre 1923*

Fin du Bail ~~1925~~ *1985*

Loyer annuel *36,50*

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéances		Sommes dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes dues	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
15 ⁸ 1923	14 ⁸ 1925	73.25	14133				
" 1924	" 1926	36.75	14674				
" 1926	" 1927	36.75	15295				
" 1927	" 1928	36.75	15490				
" 1928	" 1929	36.75	15496				
" 1929	" 1930	36.75	15508				
" 1930	" 1931	36.75	16025				
" 1931	" 1932	36.75	16525				
" 1932	" 1933	36.75	16838				
" 1933	" 1934	36.75	17848				
" 1934	" 1935	36.75	19975				
" 1935	" 1936	36.75	22916				
" 1936	" 1937	36.75	24568				
" 1937	" 1938	37.00	21697				
" 1938	" 1939	36.50	20.767				

Fiche faite

19 MAI 1950

PREFECTURE DU NORD.

2^e Division - 1^{er} Bureau

Ligne de Marcoing à Masnières

Commune de Masnières.

La Sté anonyme des Sucreries
Millet réunies pétitionnaire.

A R R E T E

V. n° 2.104.

Le Préfet du département du Nord, Officier de la
Légion d'Honneur;

Vu la pétition, en date du 25 août 1923, présentée
par la Sté anonyme des Sucreries Millet réunies, repré-
sentée par M. Millet, Administrateur délégué, demeurant à
Masnières, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de
Marcoing à Masnières, au kil: 187,228 une canalisation
électrique souterraine de 2^e catégorie, destinée à alimen-
ter l'usine de la dite Société.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition
précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11
novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation
des chemins de fer;

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions
d'énergie, le décret en date du 3 avril 1908, portant
règlement d'Administration publique, pour l'application
de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre
des Travaux Publics en date du 30 juillet 1921

Vu les observations, en date du 30 janvier 1924, de
la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes
chargé du département du Nord;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du
Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord et
de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions
d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R E T E :

Article premier - La Société Anonyme des Sucreries
Millet, réunies, dont le Siège Social est à Masnières, est
autorisée à établir, au travers du chemin de fer de Marcoing
à Masnières, au kil: 187,228, une canalisation électrique
souterraine, de 2^e catégorie devant porter du courant al-
ternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une inten-
sité efficace de 135 ampères, et présentant une tension
efficace entre conducteurs de 220 volts, à charge par elle
de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règle-
ments concernant la police des chemins de fer et aux règle-
ments ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin
1906, notamment à l'arrêté ministériel du 30 juillet 1921.

Article 2 - La canalisation sera formée d'un câble
armé, des meilleurs modèles connus, constitué par 4 conduc-
teurs en cuivre étamé dont 3 de 154 m/m² et 1 de 60 m/m²
de section, isolés par de la cellulose imprégnée et
renfermés dans un tube de plomb sans soudure, de 5 m/m
d'épaisseur, recouvert d'une couche protectrice intermé-
diaire, en filin goudronné protégée elle-même par une
armature métallique de 1 m/m 5 d'épaisseur revêtue d'un
matelas de filin goudronné.

M. Moyrand. Tettelin. Zychon. --.

La conduite prévue au § 2 de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 1921 aura 10 centimètres de diamètre intérieur elle s'étendra sur toute la traversée du domaine public du chemin de fer.

Le dessus de la conduite sera placé à 1m10 au moins en contre-bas de la table de roulement des rails et à 0m.70 au moins de la plateforme des terrassements.

Le câble armé se prolongera souterrainement, de part et d'autre du chemin de fer, jusqu'aux supports voisins de la ligne aérienne à laquelle le câble sera raccordé.

Des repères en fonte destinés à marquer la position de la canalisation souterraine dans les emprises du chemin de fer, seront établis et entretenus par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, aux frais de la Société permissionnaire, qui supportera en outre, pendant six mois, les dépenses d'entretien de la voie et des terrassements au droit de la traversée.

La Société permissionnaire se concertera, au préalable avec M. le Chef de district, en résidence à Marcoing, et M. l'Ingénieur des Services Electriques, en résidence à Douai, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer, que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Société permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'art. 15 de la loi du 15 juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce Fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, la Société permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Sté permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation ni aucuns frais pour la Compagnie, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie, pour le compte de la Société permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc..., exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Société permissionnaire, dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - La Sté des Sucreries Millet réunies paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat, ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de trente-six francs cinquante centimes.

Article 6 - La Société permissionnaire devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, la Société permissionnaire sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois elle pourra abandonner la canalisation souterraine, à condition qu'elle n'apporte aucune gêne pour les services publics.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer, par la canalisation électrique de la Société permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir, auprès de l'autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - Au Maire de la Commune de Masnières;
- 2° - A l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société des Sucreries Millet réunies, à Masnières;
- 3° - A l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4° - A l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Fait à Lille, le 4 juillet 1934

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général délégué,

signé: Cameau

Copie conforme transmise à la
Compagnie du Nord.

Paris, le 13 août 1934

Pr l'Ingénieur en Chef du Contrôle

L'Ingénieur Adjoint

signé: Tatoul.

Contentieux et Domaine

Renseignements demandés le 10 Septembre 1924
à Monsieur LANGUE, Ingénieur de la Voie à Cambrai

Dossier n° 8.269

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

Demandes	Réponses
<p>Suivant arrêté de M. le Préfet du Département du Nord en date du 4 Juillet 1924, la Société des Sucreries Millet Réunies a été autorisée à établir une canalisation électrique souterraine au kil. 187.228 de la ligne de Marcoing à Masnières, commune de Masnières.</p> <p>Je vous serai obligé de me faire savoir:</p> <p>1° Si et depuis quelle date cette canalisation est établie.</p> <p>2° Si la Société sus nommée est la même que la Société de la Sucrerie de Banteux "J. Millet et Cie" qui était en commandite simple.</p> <p>Dans l'affirmative, je vous prie de vouloir bien faire demander à cette Société de nous communiquer, par votre intermédiaire, soit un exemplaire de ses nouveaux statuts, soit un numéro du journal qui les a publiés.</p> <p>Votre bien dévoué, Le Chef du Contentieux et du Domaine</p>	<p>B. 8269. Cambrai 20/9/24 (2 jours)</p> <p>Mon cher Monsieur,</p> <p>La Canalisation est installée depuis Octobre 1923.</p> <p>La Sucrerie de Masnières est la même que celle de Banteux. C'est le ^{numéro} 17 du journal qui a publié les nouveaux statuts de cette Société.</p> <p>Votre bien dévoué, L'Ingénieur de la Voie, J. Zychowicz</p> <p>J. Zychowicz, Chef Contentieux et Domaine</p>

Copie à M. Lefebvre, Chef du Contrôle des Travaux Publics

CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne de
MARCOING à MASNIERES

Commune de MASNIERES

La Société Anonyme des
Sucreries MILLET
réunies.

pétitionnaire

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD

V N° 2.104

— 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

Projet,
d'ARRÊTE

Le Préfet du Département du NORD, Officier de la
Légion d'Honneur;

Vu la pétition, en date du 28 Août 1923, présentée
par la Société Anonyme des Sucreries MILLET réunies, repré-
sentée par M. MILLET, Administrateur délégué, demeurant à
MASNIERES, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de
MARCOING à MASNIERES, au Kil: 137²²⁸, une canalisation élec-
trique souterraine de 2^e catégorie, destinée à alimenter
l'usine de la dite Société.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition
précitée;

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11
Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation
des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906 sur les distributions
d'énergie, le décret en date du 3 Avril 1908, portant règlement
d'Administration publique, pour l'application de ladite loi
et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics,
en date du 30 Juillet 1921;

Vu les observations, en date du 30 Janvier 1924, de

.....

COMPAGNIE
DU
CHEMIN DE FER
du Nord
Registre du Commerce Seine 52.298

CAMBRAI

le 10 MAI 1928

TRAVAUX & SURVEILLANCE

Réponse à la lettre

N° _____

N° _____

AMIENS - TERGNIER

Commune de MESNIL-St-NICAISE
P.N. 28 - Kil. 46,303

Syndicat Int^{al} de Distribu-
tion d'Energie Electrique de
la Région de CHAULNES.

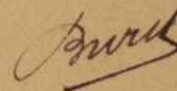
Bordereau E.1338

Mon Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que
le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie
Electrique de la Région de CHAULNES, a installé
depuis le 12 Octobre 1927, une canalisation élec-
trique de 2^{ème} catégorie en travers du chemin de
fer d'AMIENS TERGNIER, au kil. 46,303 - P.N. 28,
Commune de MESNIL-St-NICAISE.

Je vous serais obligé de bien
vouloir faire faire le nécessaire pour la rede-
vance de 25 Fr.

Votre bien dévoué,
/L'Ingénieur de la Voie,



Monsieur ZYCHON, Chef du Contentieux et du Domaine.

la Compagnie du Chemin de fer du NORD;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du NORD;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du NORD et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du NORD.

A R R E T E

ARTICLE PREMIER

La Société Anonyme des Sucreries MILLET réunies, dont le Siège Social est à MASNIERES, est autorisée à établir, au travers du Chemin de fer de MARCOING à MASNIERES, au Kil. 187²²⁸, une canalisation électrique souterraine, de 2^e catégorie, devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 135 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Juillet 1921.

ARTICLE 2

La canalisation sera formée d'un câble armé, des meilleurs modèles connus, constitué par 4 conducteurs en cuivre étamé, dont 3 de 154 $\frac{1}{2}$ 2 et 1 de 60 $\frac{1}{2}$ 2 de section, isolés par de la cellulose imprégnée et renfermés dans un

tube de plomb sans soudure, de 3 $\frac{1}{2}$ d'épaisseur, recouvert d'une couche protectrice intermédiaire, en filin goudronné, protégée elle-même par une armature métallique de 1 $\frac{1}{2}$ 5 d'épaisseur revêtue d'un matelas de filin goudronné.

La conduite prévue au § 2 de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 Juillet 1921 aura 10 centimètres de diamètre intérieur; elle s'étendra sur toute la traversée du domaine public du chemin de fer.

Le dessus de la conduite sera placé à 1^m 10 au moins en contre-bas de la table de roulement des rails et à 0^m 70 au moins de la plateforme des terrassements.

Le câble armé se prolongera souterrainement, de part et d'autre du chemin de fer, jusqu'aux supports voisins de la ligne aérienne à laquelle le câble sera raccordé.

Des repères en fonte, destinés à marquer la position de la canalisation souterraine dans les emprises du Chemin de fer, seront établis et entretenus par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du NORD, aux frais de la Société permissionnaire, qui supportera, en outre, pendant six mois, les dépenses d'entretien de la voie et des terrassements au droit de la traversée.

La Société permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. le Chef de district, en résidence à MARCOING, et M. l'Ingénieur des Services Electriques, en résidence à DOUAI, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer, que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de ladite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du NORD.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Société permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'art. 15 de la loi du 15 Juin 1908 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce Fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, la Société permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du NORD, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3

Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4

L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Société permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des Agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si

le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie, pour le compte de la Société permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc..., exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Société permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5

La Société des Sucreries MILLET réunies paiera à la Compagnie du Chemin de fer du NORD, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat, ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de trente-six francs cinquante centimes.

ARTICLE 6

La Société permissionnaire devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7

En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, la Société permissionnaire sera tenue d'enlever, à ses frais et sans indemnité, toutes les installations.....

de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois, elle pourra abandonner la canalisation souterraine, à condition qu'elle n'apporte aucune gêne pour les services publics.

ARTICLE 8

La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer, par la canalisation électrique de la Société permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir, auprès de l'Autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

Ampliation du présent arrêté sera adressée:

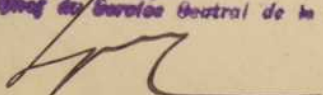
- 1°- Au Maire de la Commune de MASNIERES ;
- 2°- A l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société des Sucreries Millet réunies, à MASNIERES;
- 3°- A l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du NORD;
- 4°- A l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du NORD.

POUR COPIE CONFORME

Fait à LILLE, le
Le PREFET,

12 JUN 1924

L'Ingénieur principal
Chef du Service Central de la Voie



Secteur Electrique de Gouzeaucourt

N° du Dossier

83163

Chemin de Fer du Nord.

Contentieux
et
Domaine

N.T. EDF

Locations

8/15

(Nord)
Cambrai

Nom du Locataire Secteur Electrique de Gouzeaucourt, 8^{me} St Sadre
Désignation Canalisation électrique aérienne au P. N. 144, Kilom.
179²⁰⁰ de la ligne de St Just à Cambrai,

Commune de Villers-Flonich

durée du 20 Décembre 1926

Receveur Cambrai

Commencement du Bail 1^{er} novembre 1926

Fin du Bail 1950

Loyer annuel 25^{fr}

Echéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
15 ^g 1926	14 ^g 1927	25.25	1332				
" 1927	" 1928	25.25	16414				
" 1928	" 1929	25.25	16426				
" 1929	" 1930	25.25	16266				
" 1930	" 1931	25.25	16792				
" 1931	" 1932	25.25	17427				
" 1932	" 1933	25.25	17784				
" 1933	" 1934	25.25	18678				
" 1934	" 1935	25.25	20428				
" 1935	" 1936	25.25	23113				
" 1936	" 1937	25.25	22648				
" 1937	" 1938	25.50	22270				
" 1938	" 1939	25.	21317				

Fiche faite

M Secteur Electrique de Gourzeaucourt

EDF

Echéance. 15 9^h

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

1 rue St Just à Cambrai (Nord)
22 rue de l'Abbaye des Près à Douai

DOSSIER N° 83.163

Désignation: Canalisations électriques
aériennes au P.N. 144 fil 17980
de la ligne de St Just à Cambrai

Traité du 15 9^h octobre 1926 au 1950

Redevance annuelle: 25^f.

Douai
Cambrai

Libellé de la quittance: Redev. du 15 9^h 19 au 14 9^h 19
Canal. électrique aérienne au P.N. 144 (St Just à Cambrai)

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
15 9 ^h 1939	14 9 ^h 1940	25 ^f	21.025	
15 " 1940	14 " 1941	25 "	7.365	
15 " 1941	14 " 1942	25 "	43.908	annulée remplacée par n° 25727
" 1941	" 1942	26 "	25.127	chèque N° 24 H 6.963,54 du 1 ^{er} Dec. 1941
" 1942	" 1943	25 "	23.971	sur B. N. C. I.
" 1943	" 1944	25 "	10.290	
" 1944	" 1945	25 "	8.593	
" 1945	" 1946	25 "	25780	
" 1946	" 1947	25 "	7857	
" 1947	" 1948	25 "	5673	

S.N.C.F. Région Nord - Nord et Batiments

COMPTABILITE

B

15 MARS 1948

15 MARS 1948

Division de la Comptabilité
S. Impasse de la Chapelle 3

Paris XVIII

CAIRO - S.N.C.F. NORD

le 13 Mars 1948

T.C. 180

Prenez note que
nous adressons à Douai
avec transfert Comptable
votre O/p de recouvrement
n° 16077 / n° 5573 de 25⁰⁰
Le Secteur Régional de
Généralistes 8 Rue St Ladue
à Cambrai étant transféré
28 Rue de l'Abbaye Desprez
à Douai

LE CHEF DE BUREAU LIQUIDATION

Cattels

VB/N de B.
OR n° 16077

Trouvez, pour avis, à Monsieur le Chef
de la Section de Douai, en le priant de faire
prendre note pour les besoins d'apurement ultérieur
tenant sur la dite intimité.

18 MARS 1948

18
3
48

1
Le Chef de la Division
de la Comptabilité
J. L.

Langue

Préfecture du Département du NORD.

Ligne de St-Just à Cambrai

Commune de VILLERS-POUVICH

Le " Secteur Electrique de
GOUZEAUCOURT" pétitionnaire

A R R Ê T É

n° E. 644

Le Préfet du Département du Nord, Officier
de la Légion d'Honneur;

Vu la pétition en date du 8 octobre 1926
présentée par " le Secteur Electrique de Gouzeaucourt",
représenté par M. FENOUILLET, Administrateur délégué, de-
meurant à Cambrai, 8, rue St-Ladre, en vue d'établir, en
travers du chemin de fer de St-Just à Cambrai, sur le
côté, vers St-Just, au P.N. 144, kil. 179,260 une canalisa-
tion électrique aérienne de 1^{re} catégorie faisant partie du
réseau de Villers-Poulich;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition
précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11
Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation
des chemins de fer;

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27
Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en
date du 3 avril 1908, portant règlement d'administration
publique pour l'application de ladite loi et l'arrêté
technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date
du 30 avril 1924;

Vu les observations en date du 2 juin 1926 de la
Compagnie du chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en chef des Télégraphes
chargé du département du Nord;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en chef du
Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord et
de M. l'Ingénieur en chef du Contrôle des distributions
d'énergie électrique dans le département du Nord;

A R R Ê T É :

Article premier. - Le Secteur Electrique de
Gouzeaucourt dont le siège est à Cambrai, 8 rue St-Ladre,
est autorisé à établir au travers du chemin de fer de
St-Just à Cambrai, au P.N. 144, kil. 179,260 une canalisa-
tion électrique aérienne de 1^{re} catégorie devant porter du
courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde
d'une intensité efficace de vingt-cinq ampères et présen-
tant une tension efficace entre conducteurs de 190/110
volts à charge par lui de se conformer aux conditions du
présent arrêté, aux règlements concernant la police des
chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en
exécution de la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du
27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du
30 avril 1924;

Article 2. - La canalisation aérienne franchira les
voies sous un angle de 75° par une travée unique de 25 m,50
d'ouverture.

Ses supports seront en bois présentant une résistance
minimum à la rupture par traction de dix kilogrammes par

millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1,50 x 1,00 x 2,00.

Ils auront 15 m. de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer et à 2m. au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à double cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section, montées directement sur les supports.

La canalisation sera formée de quatre conducteurs nus en cuivre électrolytique présentant une résistance minimum à la rupture de quarante kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12,56 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés deux à deux, d'au moins 60 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2m. au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1924, seront des interrupteurs, placés:

au poste de transformation de la commune, à 400 mètres en amont de la traversée.

La Société permissionnaire se concertera au préalable avec M. le Chef de Section en résidence à Cambrai et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Douai, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de ladite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du "Secteur Electrique de Gouzeaucourt".

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée, ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie par ladite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte du Secteur Electrique de Gouzeaucourt permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification, des installations, etc..., exposés par elle à l'occasion de l'établissement

ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Secteur Electrique de Gouzeaucourt, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 16 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- "Le Secteur Electrique de Gouzeaucourt" paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs.

Article 6.- "Le Secteur Electrique de Gouzeaucourt" devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation "Le Secteur Electrique de Gouzeaucourt" sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur Electrique de Gouzeaucourt permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°- A M. le Maire de la Commune de Villers-Plouich;
- 2°- A M. l'Ingénieur en chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société "Le Secteur Electrique de Gouzeaucourt";
- 3°- A M. l'Ingénieur en chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4°- A M. l'Ingénieur en chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Fait à Lille, le 20 décembre 1926

Pr le Préfet,
Le Secrétaire Général délégué,
signé: Fernand Leroy.

Ampliation transmise à
la Compagnie du Nord.
Paris, le 5 janvier 1927
Pr l'Ingénieur en chef p.o.
signé:.....

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITÉ

(1)

3, Impasse de la Chapelle, PARIS-18^e

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

Région NORD

(2)

Service de la Voie
et des Bâtiments

ORDRE DE RECouvreMENT

M. le Chef de Gare de CAMBRAI.
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débiteur

Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT,
8, rue Saint-Ladre, à CAMBRAI
-(Nord)-

la somme totale de: VINGT-CINQ FRANCS.

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 23.908

Redevance du 15 novembre 1941 au 14
novembre 1942 pour une canalisation élec-
trique aérienne au P.N. 144 (Saint-Just
à Cambrai).

25 "

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le

sous N°

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

(3)

DIRIGÉ SUR :

le

AVIS DE
Reçu

2 JANV 1942

12/1884

SERVICE FINANCIERS

Paris, le 23 DEC 1941

VERSEMENTS DES GARES
REGION NORD

Total....

25 "

CERTIFIÉ PAR LE CHEF DE BUREAU SOUSSIGNÉ :

A PARIS, le 10 novembre 1941.

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
- (2) Référence de l'ordre de recouvrement.
- (3) Indication de la Comptabilité émettrice

PIÈCE A ENVOYER, PAR PLI ORDINAIRE, LE JOUR MÊME DE L'ENCAISSEMENT AU SERVICE INDICUÉ DANS L'ANGLE DROIT

C. G. 250 B - A.C.I. - 6114 - 5.39 - Multiblo

*annulée remplacée
par n° 25.192*

*Avis poste
le 25-11-41*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

Region NORD

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITÉ

3, Impasse de la Chapelle, PARIS-18°

REÇU

(2)
Service de la Voie
et des Bâtiments

115977

Le Chef de Gare de CAMBRAI.
reconnaît avoir reçu de

Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT,

8, rue Saint-Ladre, à CAMBRAI

-(Nord)-

SNCF - Région NORD

DOMAINE

et EXPROPRIATIONS

la somme totale de : VINGT-CINQ FRANCS.

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 23.908

Redevance du 15 novembre 1941 au 14
novembre 1942 pour une canalisation élec-
trique aérienne au P.N. 144 (Saint-Just
à Cambrai).

25

"

25

"

En cas de règlement en espèces,

apposer un timbre-quitance

dans la case ci-contre →

En cas de règlement par voie bancaire, compléter le tableau
ci-après :

Chèque Virement (4) n°

du sur (5)

A(3)

—Total—
DONT QUITTANCE *Juste* Total : 25,00
le 19

Le Chef de gare,

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS

Paris, le 23 DEC 1941

VERSEMENTS DES GARES
— REGION NORD —

(1) Timbre de la Comptabilité émettrice.

(2) Référence de l'ordre de recouvrement.

(3) Griffe de la gare.

(4) Rayer la mention inutile.

(5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

N°

B

3 NOV 1941

V.B. NORD

E. 676

Monsieur le Chef de la
Subdivision de la Comptabilité
et Infirmerie de la Chapelle
Paris 17^e

CHAULNES le 30 octobre 1941

J'ai l'honneur de vous
transmettre un mandat de
perception de 85 fr. remis par
la perception de Chaumes
Réf. n° 106 993

Votre bien dévoué.

Le Chef de gare.

H. Hubert

dépendant du Contrat 2015 34795 - 1-41 - Marché 130 - Lot II

90-22676
MR à établir en 1941
VR à faire en 1941

5 NOV 1941

attention
106993 OR 9 pages plus 1

S.N.C.F.
Région NORD

Domaine
et
Expropriations

VB.N. gx
N° 83163 D2

Paris, le 12/12/41

Monsieur le Chef de gare
à Cambrai

L'ordre de recouvrement n° 23908
du Domaine, de 25 francs
au nom de Secteur Electrique de Gouzeaucourt
n'est pas à encaisser.

Pour régulariser votre découvert,
prenez crédit de cette somme par bordereau
C.C. 500 en y annexant l'ordre de recou-
vrement devenu litigieux.

Ces pièces seront à adresser au
G.C.V.g. de la Région Nord.

Le chef du Domaine

SINGAPORE
 18 12 47
 SAMPAL APRES C.L.

Contentieux et Domaine

Renseignements demandés le 14 Février 1927

à Monsieur LANGUE, Ingénieur de la Voie à Cambrai

I: 9.361

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

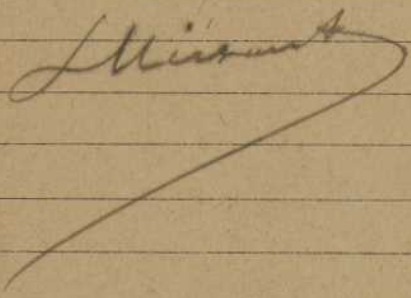
Demandes

Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du Département du Nord en date du 20 Décembre 1926, le Secteur de Gouzeaucourt a été autorisé à établir une canalisation électrique aérienne au P.N. 144, kilom. 179/260 de la ligne de St Just à Cambrai, Commune de Villers-Plouich.

Je vous serai obligé de me faire savoir si et depuis quelle date cette canalisation est installée.

Votre bien dévoué

Le Chef du Contentieux et du Domaine



Réponses

I: 9.361

Villers-Plouich

Cambrai 17/2/27.

PN 144.

Kil. 179/260

Mon cher Monsieur,

Cette canalisation est installée depuis le 15 Novembre 1926.

Très bien dévoué
L'Ingénieur de la Voie
J. M. L.

Monsieur Zychin, Chef du Contentieux
& du Domaine Paris

Monsieur le Préfet, chef du Contentieux et du Domaine
A.G.

CHEMIN DE FER DU NORD.

LIGNE DE ST-JUST À CAMBRAI.

Commune de VILLERS-POUICH.

Le "Secteur Electrique de
GOUZEAUCOURT" pétitionnaire.

PREFECTURE

du DEPARTEMENT du NORD.

Projet d' A R R E T E

N° E.844.

Le Préfet du département du Nord, Officier de la
Légion d'Honneur;

Vu la pétition en date du 8 Octobre 1925 présentée par

"le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT", représenté par M.
FENOUILLET, Administrateur délégué, demeurant à CAMBRAI, 3
rue St-Ladre, en vue d'établir, en travers du chemin de
fer de ST-JUST à CAMBRAI, sur le côté, vers ST-JUST, du
P.N.144, Kil. 179,260 une canalisation électrique aérienne
de 1ère catégorie faisant partie du réseau de VILLERS-
POUICH;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précé-
dente;

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11
Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation
des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27
Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en
date du 3 Avril 1908 portant règlement d'administration
publique pour l'application de ladite loi et l'arrêté
technique de M.le Ministre des Travaux Publics en date du
30 Avril 1924;

Vu les observations en date du 2 Juin 1926 de la
Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes
chargé du département du Nord;

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du
Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord et
de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions
d'énergie électrique dans le département du Nord;

A R R E T E :

ARTICLE PREMIER - Le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT
dont le siège est à CAMBRAI, 3, rue St-Ladre, est autorisé
à établir en travers du Chemin de fer de ST-JUST à CAMBRAI,
au P.N.144, Kil. 179,260 une canalisation électrique
aérienne de 1ère catégorie devant porter du courant

alternatif triphasé à 50 périodes par seconde d'une intensité efficace de vingt-cinq ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 190/110 volts à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924;

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 75° par une travée unique de 25m50 d'ouverture.

Ses supports seront en bois présentant une résistance minimum à la rupture par traction de dix kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1.50x 1.00 x 2.00.

Ils auront 13m de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer et à 2m au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à double cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section, montées directement sur les supports.

La canalisation sera formée de quatre conducteurs nus en cuivre électrolytique présentant une résistance minimum à la rupture de quarante kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12,56 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés deux à deux, d'au moins 60 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2m00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du Chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924, seront des interrupteurs, placés:

au poste de transformation de la commune, à 400 mètres en amont de la traversée.

La Société permissionnaire se concertera au préalable avec M.le Chef de Section en résidence à CAMBRAI et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à DOUAI, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de ladite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la.....

la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du "Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT".

Les essais électriques prévus à l'article 18 de la loi du 15 Juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du "Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT" soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie par ladite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte du Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc..... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 16% pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - "Le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT"

paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs.

.....

ARTICLE 5 - "Le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT" devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation "Le Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT" sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur Electrique de GOUZEAUCOURT permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°- A M. le Maire de la Commune de VILERS-POUICH;
- 2°- A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société "Le Secteur Electrique de Gouzeaucourt";
- 3°- A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4°- A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Fait à LILLE, le

Le Préfet,

POUR COPIE CONFORME

- 2 DEC 1926

INGENIEUR PRINCIPAL
Chef du Service Central



suburbaine

Société d'Electricité

St^e Suburbaine de
E D F

Chemin de Fer du Nord

Contentieuse
et
Domaine.

N^o Du Dossier
95987

Locations

40, Rue Thiers - Rochecorbon
Nogent-le-Sec. (Seine)
~~11, Rue de la Tour de Nesle, Paris~~
~~Mme Garnier~~

Nom du Locataire Société Suburbaine de Gaz et d'Electricité à Paris
Désignation Causalisations électriques de 2^e catégorie, Cour commune
d'aulnay n. Bois, kilomètre 15/190 de la ligne de

Arrêté du 4 février 1930.

Paris à Soissons.

Receveur ~~Aulnay n. Bois~~ C. G.

Commencement du Bail 1^{er} Décembre 1929.

Fin du Bail 1930.

Loyer annuel 46^{fr} 50

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} X ^{bre} 1929	30 9 ^{bre} 1930	46.50	7561				
- 1930	- 1931	46.50	17410	P. 10/1/1931 -			
- 1931	- 1932	46.50	17005				
" 1932	" 1933	46.50	18522				
" 1933	" 1934	46.50	19215				
" 1934	" 1935	46.50	20782				
" 1935	" 1936	46.50	8097				
" 1936	" 1937	46.50	23140				
" 1937	" 1938	46.50	22881				
" 1938	" 1939	46.50	21628				

Fiche faite

Gaz et d'Electricité (S^{re} Suburbaine de) EDF

40 rue Desfert - Rochereau
 a Voisy-le-sec. (Seine)

DOSSIER N° 95.987

Désignation: Canalisation électrique
 de 2^e catégorie, C^{me} d'aiguaye sous
 Bois, kil. 15.1^{re} de la ligne de Paris à Soissons

Echéance. X^{bre}

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

Traité du 1^{er} Décembre 1929 au 1950

Redevance annuelle: 46^{fr}.50 C-g

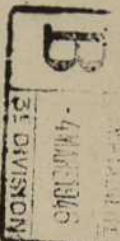
Libellé de la quittance: Redev. du 1^{er} X^{bre} 19... au 30 X^{bre} 19...
 Canal. électrique au km. 15.1^{re} (Paris à Soissons)

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
1 ^{er} X ^{bre} 1939	30 X ^{bre} 1940	46.50	21.282	
1 ^{er} " 1940	30 " 1941	46.50	2.603	
1 ^{er} " 1941	30 " 1942	46.50	24.086	
" 1942	" 1943	46.50	24.250	
" 1943	" 1944	46.5	11.466	
" 1944	" 1945	46.50	9.074	
" 1945	" 1946	46.50	5657	Chèque n° 084.973 sur C.N.P.
" 1946	" 1947	46.5	8569	
" 1947	" 1948	47.	6635	

SOCIÉTÉ SUBURBAINE DE
GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 19.000.000 DE FR.
SIÈGE SOCIAL 47, RUE BOISSIÈRE, PARIS (16^e)

R. C. SEINE 111.304



Noisy-le-Sec, le 27 FÉVRIER 1946

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE
FER FRANÇAIS - Région NORD

"Voie et Bâtiments"

Subdivision de la Compagnie
3, Impasse de la Chapelle

P A R I S

(18^e)

- La Correspondance doit être adressée
au Directeur de l'Exploitation
38, Rue Henri-Barbuse, Noisy-le-Sec

(Seine)

V/ Ref. Région Nord
Voie et Bâtiments

TEL. NORD 93-26 ET 93-27

Référence à rappeler : C/DM nos 20-275-20.261

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joints un chèque s/ C.N.E.P.
n° 084, 973 de 115 Frs en règlement des Redevances suivantes :
1^{re}) n° 5657 - Redevance du 1^{er} Décembre 1945 au 30 Novembre 1946 - Cana-
lisation électrique au Km/15.190 (Paris à Boissons) 46,50
2^o) n° 5663 - Redevance du 1^{er} Décembre 1945 au 30 Novembre 1946
pour une canalisation électrique souterraine au Km 15.888
(Paris à Boissons) 68,50

Total ... 115,00

M/ Nous joignons un timbre poste à notre envoi pour le
paiement des quittances.
Dans cette attente, veuillez agréer, Messieurs, nos salutations
distinguées.
LE DIRECTEUR :

P.J. - 1 chèque
1 timbre

V. BELLANGER



R.C.

CHEMIN de FER
du NORD

Ligne
de PARIS à SOISSONS

Commune d'AULNAY-sous-BOIS

PREFECTURE du DEPARTEMENT de SEINE-et-OISE.

Société SUBURBAINE
de GAZ et d'ELECTRICITE
à PARIS

-:-:-:-:-

A R R E T E

Pétitionnaire.

Nos E. 1982
E. 1984

Le PREFET du département de SEINE-et-OISE.

Vu la pétition en date du 9 Août 1929 présentée par la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE, dont le siège social est à PARIS, Rue de la Tour des Dames, n° 11, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de PARIS à SOISSONS, sur le P.S. en béton armé situé au point kilométrique 15/190, pour le chemin rural n° 10 dit de la "CROIX BLANCHE", sur le territoire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS, une canalisation électrique de 2ème catégorie, destinée à l'alimentation de la localité.

Vu l'Etat de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la Loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de ladite Loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 12 Novembre 1929 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de SEINE-et-OISE

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de SEINE-et-OISE.

A R R E T E

ARTICLE PREMIER.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE, dont le siège social est à PARIS, rue de la Tour des Dames, n° 11, est autorisée à établir, au travers du Chemin de fer de PARIS à SOISSONS, sur le P.S. en béton armé situé au point kilométrique 15/190 dit pont de la "CROIX BLANCHE", sur le territoire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS, une canalisation électrique de 2ème catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes

par seconde, d'une intensité efficace de 18 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2.- La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleurs modèles connus constitué par 3 conducteurs en cuivre de haute conductibilité de 15 m/m² de section chacun.

A la traversée du chemin de fer, le câble armé sera placé dans une conduite en fer de 120 m/m de diamètre intérieur supportée par des ferrures spéciales en fer plat, formant colliers, fixées tous les mètres sur la partie en encorbellement, côté PARIS, du P.S. .

Ce mode de fixation ne devra entraîner le percement d'aucun trou dans l'ouvrage.

La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE se concertera, au préalable, avec M. le Chef de District en résidence à AULNAY-sous-BOIS et M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à PARIS, 175, rue du Faubourg Saint-Denis, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de ladite canalisation.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "Câbles électriques 15.000 volts" seront placées et entretenues par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du NORD, aux frais de la Société permissionnaire.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du NORD.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Société permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Néanmoins l'observation des prescriptions qui précèdent, la Société permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du Chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Société permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des Agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit

pour tout ou partie, par ladite Compagnie elle-même si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte de la Société permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc ... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Société permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 12 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE payera à la Compagnie du Chemin de fer du NORD, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de QUARANTE-SIX francs CINQUANTE centimes (46^{fr}50).

ARTICLE 6.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. IL n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois elle pourra abandonner les canalisations à condition qu'elles n'appor- tent aucune gêne pour les Services Publics.

ARTICLE 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique de la Société permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir auprès de l'Autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - A Monsieur le Maire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS;
- 2° - A Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE;
- 3° - A Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4° - A Monsieur l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de SEINE-et-OISE.

Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord

Paris, le 13 FEVR 1930

L'Ingénieur en Chef

(Signature)

FAIT à VERSAILLES, le 4 FEVR 1930

LE PREFET,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général délégué

(Signature)

ARTICLE PREMIER. - Le Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES, dont le siège social est à CHAULNES, est autorisé à établir au travers du Chemin de fer d'AMIENS à TERGNIER, au kil. 46/303, sur le côté vers TERGNIER du passage à niveau n° 28, une canalisation électrique aérienne de 2ème catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 20 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Chemin de Fer du Nord

(Contentieux et Domaine) 46 FRS.50

46 FRS.50

Quittance

№. 17.410

Nom: SOCIETE SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE, II rue de la Gare
 Tour-des-Dames, à Paris C.G.

Somme Due: QUARANTE SIX FRANCS 50 CMES

(Principal) : 46 FRS. 50

Timbre 9^{ce}

Objet: Redevance du 1er Décembre 1930 au 30 Novembre 1931. Canalisation électrique au Km.15/190, Commune d'Aulnay-sous-Bois (Arrêté du 4 Février 1930)

Dont quittance sous toutes réserves

Qu, le -4 DEC 1930 19

Dressé le 25 NOVEMBRE 1930

Le Chef de la Comptabilité Centrale Réglié le 14 Janvier 1931...

Wissend

Pour acquit
Règle le 14. Janvier. 19. 31
par chèque n°. 578. 093
du
sur le Comptoir d'Escl. 18

Société Suburbaine de Gaz et d'Electricité

Société Anonyme au Capital de 2.000.000 Fr^s

SIÈGE SOCIAL & ADMINISTRATION

~~11, Rue de la Tour des Dames PARIS (9^e)~~

23, Avenue Carnot. PARIS

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LA SEINE
REGISTRE DU COMMERCE
N° III.304

La Correspondance doit être adressée
au Directeur Général, 40 Rue Denfert-Rochereau
Noisy-le-Sec (Seine)

Noisy-le-Sec, le

8 Janvier

TÉLÉPH. 41
Combat : 13-58

1931

No

Référence à rappeler:

Compagnie des Chemins de Fer du Nord

Comptabilité Centrale

95, Rue de Maubeuge, 95

PARIS.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-inclus un o
chèque barré sur le Comptoir National d'Escompte, Agence de
NOISY-LE-SEC, N° 078093, de 46,50 redevance du 1^{er} Décembre
1930-1931 canalisation électrique au Km 15/190 Cne d'AULNAY-
sous-BOIS, (arrêté du 4 Février 1930) N° 7/25 (Quittance 17410)

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées

LE RÉGISSEUR DES USINES À GAZ
ET STATION ÉLECTRIQUE

95.987 V

31 X⁸² 30.

Confirmation de notre Lettre du 1^{er} courant.

40 f 55,

a l'adresse 1^{re} X⁸² 19³⁰ au 30⁶ 1931,

La canalisation électrique installée à la
Kermesse de la ligne de Paris à Paris, au 1^{er}
15 19³⁰, - Châlons-sur-Marne - Paris.

à notre Bureau du 1^{er} courant,

would be in the same position, on the
mountain for the first time.

on the

Directeur de la Société Suburbaine
de Gaz et d'Électricité, 11 rue de la Cour des Dames,
Paris

T.V.1

COMPAGNIE
DU
CHEMIN DE FER
du Nord

Registre du Commerce Seine 52.298

TRAVAUX & SURVEILLANCE

Réponse à la lettre

N°

N°

Paris, le 22 Janvier 1930.

Cher Monsieur,

Je vous informe que la Société Suburbaine de gaz et d'électricité, dont le siège social est à Paris, 11, rue de la Cour des Dames, a installé en travers du chemin de fer de Paris à Oissons, sur le passage supérieur en béton armé, situé au point kilométrique 15¹⁵⁰, pour le chemin rural n°10 dit de la "Croix blanche", sur le territoire de la Commune d'Aulnay-sous-Bois, une canalisation électrique de 2^e catégorie, destinée à l'alimentation de la localité.

La date de commencement d'occupation du Domaine Public du chemin de fer par la Société sus-visée est à fixer au 22 Novembre 1929 - date qui sera le point de départ de la redevance annuelle de 46⁵⁰, que doit nous payer cette Société pour sa traversée électrique.

Votre très dévoué,

p. l'Ingénieur Principal de la Voie,

Amélie

Monsieur Carbelot, Chef du Contentieux et du Domaine, à Paris.

CHEMIN de FER
du NORD

Ligne
de PARIS à SOISSONS

Commune d'AULNAY-sous-BOIS

Société SUBURBAINE
de GAZ et d'ELECTRICITE
à PARIS

Pétitionnaire.

Nos E. 1982
E. 1984

PREFECTURE du DEPARTEMENT de SEINE-et-OISE.

PROJET
d'ARRÊTE

Le PREFET du département de SEINE-et-OISE.

Vu la pétition en date du 9 Août 1929 présentée par la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE, dont le siège social est à PARIS, Rue de la Tour des Dames, n° 11, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de PARIS à SOISSONS, sur le P.S. en béton armé situé au point kilométrique 15/190, pour le chemin rural n° 10 dit de la "CROIX BLANCHE", sur le territoire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS, une canalisation électrique de 2ème catégorie, destinée à l'alimentation de la localité.

Vu l'Etat de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la Loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de ladite Loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 12 Novembre 1929 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de SEINE-et-OISE

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de SEINE-et-OISE.

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE, dont le siège social est à PARIS, rue de la Tour des Dames, n° 11, est autorisée à établir, au travers du Chemin de fer de PARIS à SOISSONS, sur le P.S. en béton armé situé au point kilométrique 15/190 dit pont de la "CROIX BLANCHE", sur le territoire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS, une canalisation électrique de 2ème catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes

.....

par seconde, d'une intensité efficace de 18 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2.- La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleurs modèles connus constitué par 3 conducteurs en cuivre de haute conductibilité de 15 m/m² de section chacun.

A la traversée du chemin de fer, le câble armé sera placé dans une conduite en fer de 120 m/m de diamètre intérieur supportée par des ferrures spéciales en fer plat, formant colliers, fixées tous les mètres sur la partie en encorbellement, côté PARIS, du P.S. .

Ce mode de fixation ne devra entraîner le percement d'aucun trou dans l'ouvrage.

La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE se concertera, au préalable, avec M. le Chef de District en résidence à AULNAY-sous-BOIS et M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à PARIS, 175, rue du Faubourg Saint-Denis, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de ladite canalisation.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "Câbles électriques 15.000 volts" seront placées et entretenues par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du NORD, aux frais de la Société permissionnaire.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du NORD.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Société permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, la Société permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du Chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Société permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des Agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit

pour tout ou partie, par ladite Compagnie elle-même si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte de la Société permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc ... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Société permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 12 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE payera à la Compagnie du Chemin de fer du NORD, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de QUARANTE-SIX francs CINQUANTE centimes (46^{fr}50).

ARTICLE 6.- La Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE devra, toutes les fois qu'elle en sera requise par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. IL n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois elle pourra abandonner les canalisations à condition qu'elles n'apportent aucune gêne pour les Services Publics.

ARTICLE 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique de la Société permissionnaire, cette dernière ayant à se pourvoir auprès de l'Autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°- A Monsieur le Maire de la Commune d'AULNAY-sous-BOIS;
- 2°- A Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Société SUBURBAINE de GAZ et d'ELECTRICITE;
- 3°- A Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4°- A Monsieur l'Ingénieur en Chef des Télégraphes chargé du département de SEINE-et-OISE.

POUR COPIE CONFORME

15 JAN 1930

INGENIEUR PRINCIPAL
DU SERVICE CENTRAL

FAIT A VERSAILLES, le

LE PREFET,

Secteur Electrique de la Région de Montcornet

N° du Dossier

115617

Chemin de Fer du Nord

EDF

Domaine

9/37

Locations

Form des Joints

Nom du Locataire Secteur Electrique de la Région de Montcornet, à Montcornet

Désignation Canalisations électriques aériennes sur le territoire de la Cne de Montcornet entre G. Kil. 173,435 et 173,520.

Arrêté 5/12/34

Loan à Part

Receveur

~~Montcornet~~

amir
M. Beau
H. H. H.

Commencement du Bail 1^{er} Janvier 1935,

Fin du Bail 1950.

Loyer annuel 38,50.

Echéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
Année	1935	38.75	10371	P. 2-8-1935. P. 3/4/36			
"	1936	38.75	9096				
"	1937	38.75	6396				
"	1938	39.	6118				
Fiche faite							

EDF

M. Secteur Electrique de la
Région de Montcornet à
 Montcornet (Aisne) (valoir les quittances
 au nom de M. Beau Ingénieur à Hirson Aisne)

Echéance. 1^{er} janvier

Compte à créditer

ATL 1^{er} 8 6

Produits

N. T.

DOSSIER N° 115617

Désignation: Canalisation électrique aér.
entre les kil. 173/435 et 173/520, Cne
de Montcornet

Traité du 1^{er} janvier 1935 au 1950

Redevance annuelle: 38^{fr} 50 } Hirson

Libellé de la quittance: Redevance du 1^{er} janvier au 31 Décembre
Canal^{is} electr. aérienne entre les km. 173⁴³⁵ et 173⁵²⁰ à Montcornet (pour
le compte du Secteur Electrique de la Région de Montcornet)

Echéance du	au	Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
Année 1939		38 50	6.017	
" 1940		38 50	5295	
" 1941		38 50	9.353	
" 1942		38 50	5342	
" 1943		38 50	5.2021	
" 1944		38 5	12.325	
" 1945		38 5	9.428	
" 1946		38 5	6442	
" 1947		38 5	10153	
" 1948		39 2	8555	Etat 451 du 81149 (Paris Nord)

Ligne de LAON
à LIART

Commune de MONTCORNET

Secteur Electrique de
Montcornet,
pétitionnaire

N° 3225 E

N° 2373 A

A R R Ê T É

Le Préfet du Département de l'Aisne, Chevalier de
la Légion d'Honneur,

Vu la pétition en date du 2 Juin 1934, présentée
par le Secteur Electrique de la Région de Montcornet,
dont le siège social est à Montcornet, 10, rue des
Juifs, en vue d'établir, dans les emprises du chemin
de fer de Laon à Liart, sur le côté gauche des voies, entre
les points kilométriques 173,435 et 173,520, sur le terri-
toire de la commune de Montcornet, une canalisation électri-
que aérienne de première catégorie devant alimenter le
dépôt de machines de la Compagnie des Chemins de fer Secon-
daires du Nord-Est, à Montcornet,

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 Novem-
bre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des
chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27
Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en
date du 29 Juillet 1927, portant règlement d'administration
publique pour l'application de ladite loi et l'Arrêté
technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du
30 avril 1927;

Vu les observations en date du 24 Octobre 1934 de la
Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis du 17 Juillet 1934 de M. l'Ingénieur en chef
des Télégraphes à Chalons-sur-Marne, chargé du département
de l'Aisne;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en chef du Contrô-
le de la Voie et des Bâtimens du Réseau du Nord et de M.
l'Ingénieur en chef du Contrôle des distributions d'énergie
électrique dans le Département de l'Aisne;

A R R Ê T É:

Article 1er - Le Secteur Electrique de la Région de
Montcornet, dont le siège social est à Montcornet, 10, rue
des Juifs, est autorisé à établir, dans les emprises du
chemin de fer de Laon à Liart, sur le côté gauche des voies,
entre les kilomètres 173,435 et 173,520, sur le territoire
de la Commune de Montcornet, une canalisation électrique
aérienne de première catégorie devant porter du courant
alternatif monophasé à 50 périodes par seconde, d'une inten-
sité efficace de dix ampères et présentant une tension
efficace entre conducteurs de 110 volts, à charge par lui de
se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements
concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou
arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906,

modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Article 2.- La canalisation aérienne sera raccordée sur celle établie à la traversée des voies, sur le côté vers Laon du P.N. n° 104 km. 173,525, suivant arrêté préfectoral du 12 Juin 1925.

Elle empruntera le domaine public du chemin de fer sur un parcours de 85 mètres par trois travées successives : de 21 m. (dont 19 dans les emprises) 33 m. et 50 m. (dont 33 dans les emprises).

Ses supports seront des poteaux métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton ayant 1 m. x 1 m, 20 x 1 m, 50.

Ils auront 8 mètres de hauteur au-dessus du sol; deux supports seront placés à l'intérieur de l'emprise du chemin de fer.

Les isolateurs, à simple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses métalliques.

La canalisation sera formée de deux conducteurs nus en cuivre dur électrolytique, présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré. Les conducteurs auront, chacun, une section de 12,57 m². Ils seront disposés en nappe verticale et espacés, deux à deux, de quarante centimètres.

Le secteur permissionnaire, se concertera au préalable, avec M. le Chef de District en résidence à Montcornet, et M. l'Inspecteur des Services Electriques en résidence à St-Quentin, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer, que pour les réparations et l'entretien ultérieur de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter, par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le secteur permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, il restera chargé, en outre directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres, de toute nature, que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages autorisés ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages autorisés seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie du chemin de fer du Nord, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie du chemin de fer du Nord, pour le compte du secteur, permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc..., exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations autorisées, lui seront remboursés par le secteur permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- Le secteur permissionnaire paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de la concession, et à l'Etat ensuite, pour l'emprunt du domaine public du chemin de fer, une indemnité annuelle de trente huit francs cinquante centimes.

Article 6.- Le secteur permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le secteur permissionnaire sera tenu d'enlever, à ses frais et sans indemnité, toutes les installations autorisées et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir, auprès de l'autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) à M. le Maire de la commune de Montcornet,
- 2°) à M. l'Ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier au Secteur électrique de la Région de Montcornet, 10, rue des Juifs, à Montcornet (Aisne)
- 3°) à M. l'Ingénieur en chef du contrôle de la voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Cie du chemin de fer du Nord,
- 4°) à M. l'Ingénieur en chef des Télégraphes, chargé du Département de l'Aisne.

Fait à Laon, le 5 Décembre 1934

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général délégué,

signé: R. DELAUME

Dressé et proposé par l'Ing. en chef

des Travaux et de la Surveillance,

Paris, le 25 Octobre 1934

(Illisible)

Avis conforme,

Laon, le 7 Novembre 1934

L'Ing. des T.P.E. (Contrôle V.B.)

signé: LETRILLARD.

Avis conforme,

Paris, le 9 novembre 1934

P/ l'Ingénieur en chef P.O.

Vu et proposé par l'Ing. en chef

du contrôle soussigné,

Laon, le 15 novembre 1934

L'Ing. en chef, signé:....

Pour expédition conforme,

Le chef de Division délégué,

signé:.....

Ampliation transmise à la

Cie du Nord,

Paris, le 10 déc. 1934

P/ l'Ing. en chef P.O.

signé:....

(2)

ARTICLE 2. - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 60° par une travée unique de 52^m,70 d'ouverture. Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 2^m10 x 1^m60 et 2^m de profondeur.

Ils auront 14^m50 à gauche et 15^m à droite de hauteur au dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à deux mètres au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés, deux à deux, d'au moins 90 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m au moins au dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du Chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des interrupteurs placés au poste de MESNIL-St NICAISE à 1500^m environ en amont de la traversée.

A chacun des supports et à 0^m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à St-QUENTIN et M. le Chef de District en résidence à HAM, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3. - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

(3)

ARTICLE 4. - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5. - Le Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES payera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de vingt cinq francs.

ARTICLE 6. - Le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7. - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8. - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10. - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - A M. le Maire de la Commune de MESNIL-St NICAISE,
- 2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat permissionnaire,
- 3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord,
- 4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Fait à AMIENS, le

LE Préfet,

POUR COPIE CONFORME

- 7 AVR 1928

L'INGENIEUR PRINCIPAL
CHEF DU SERVICE CENTRAL

S. N. C. F.

PIÈCE À ENVOYER, PAR PLI ORDINAIRE, LE JOUR MÊME DE L'ENCAISSEMENT
AU SERVICE INDiqué CI-CONTRE

RÉFÉRENCE

(1)

ORDRE DE RECouvreMENT

HIRSON

M. le Chef de Gare d

est prêt d'encaisser de

Nom et adresse

du débiteur

Monsieur BEAU

Ingénieur à HIRSON (Aisne)

la somme totale de :

trente neuf francs

au titre des fournitures ou prestations

VOIR AU VERSO

MOIS à titre duquel la tranche comptable
doit être prise en charge par la gare :

Cadre réservé à la gare destinataire

Pris en charge

le

sous le N°

Encaissé le (2)

26631

(3)

RECEVÉ

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

la gare de HIRSON

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

la gare de HIRSON

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

la gare de HIRSON

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

la gare de HIRSON

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

le 26 février 1948

19

48

le 26 février 1948

à la gare de HIRSON

pour le compte de

la gare de HIRSON

(1) Timbre du Service ordonnateur.

(2) À compléter par la Gare après encaissement.

(3) Cadre réservé à la Comptabilité Générale (numéro d'archives).

Richard

DETAIL DES SOMMES DUES

N° 8.555

Redevance du 1er janvier au 31 décembre 1948
 Canalisation électrique aérienne entre les km.
 173/435 et 173/520 à Montcornet (pour le compte
 du Secteur Electrique de la Région de Montcornet)

39

TOTAL.....

39

Compagnie du Chemin de Fer du Nord

Reg. du Comm. Seine N° 59.298

SERVICE DU DOMAINE

18, Rue de Dunkerque. (X^e Arrond.)

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

N° 9096 V

Paris, le 17 Juin 1936

1 Annexe

Monsieur,

*aff. Section Electrique
de la Région de Montcornet*

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
la quittance N° 9096 de 38⁵/₄ que vous
avez renvoyée impayée à la Comptabilité Centrale.

vous voudriez bien à nouveau
~~l'inviter~~ M^r Beau

à la retirer à bref délai

Dès que vous aurez encaissé le montant,
veuillez, je vous prie, le verser par Etat 432 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Le Chef Honoraire du Contentieux,
Chef du Service du Domaine,

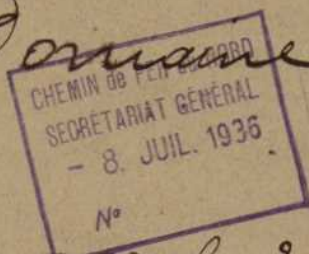
Deiller

*Après ce que vous éprouvez les
difficultés pour obtenir le paiement
de cette somme, je vous demanderais
de me faire connaître l'adresse postale
de M^r Beau pour me permettre de
correspondre avec lui;*

Monsieur le Chef de Gare à

Lirioz

Monsieur le Chef du Service
du Domaine à Paris



CHLN
HIRSON le 2 Juillet 36

Suite à votre note 9095
j'ai l'honneur de vous
informer que nous avons
encaissé de M^r Beau la
somme de 28^{fr} montant
de votre quittance 9095
Versement par état 432
n° 9594 du 27-36

Votre bien D^{re}né
Le Chef de Service *Pall*

Compagnie du Chemin de fer du Nord,

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

SERVICE DU DOMAINE

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci dessous

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre

PARIS, le 17 Juin 1935

N° 115.617 V-

Mon cher Monsieur,

Je vous salue d'un vœu en date
du 5 Décembre 1934, le secteur
Electrique de la région de Montcornet,
dont le siège est au même lieu, le
des Juis, a été autorisé à faire
installer une canalisation électrique
ainsi que entre les P. 173 435 et 173 520
de la ligne de Laon à Liège.

En vous remerciant d'avoir payé la
facture de 38'50 représentant la
réception de l'année 1935, la gare

Monsieur Delchay
Ingénieur de la Voie, à Laon.

de Montcornet nous informe que,
d'après la déclaration faite par M. Monnier
Rivet, Directeur du réseau Electrique
de la région de Montcornet, le règlement
de cette redevance doit être effectué par
M. Beau, à Henriv, dont
nous ignorons l'adresse postale.

Je vous serais en conséquence
obligé d'intervenir auprès de M. Monnier
Beau, pour l'inviter à verser la
somme de 38^{fr} 50, dont il s'agit, à
la gare d'Henriv, qui joint la
quittance à disposition, et de
souvenir Cui, en même temps de
l'encaissement.

Canal
Redevance pour
canalisations élec-
triques, km 194^{km}
et 193-30
M. Beau

En retour à M. Arbelle
Chef Honoraire du Contentieux,
Chef du Service du Domaine
à Paris, en l'informant que
M. Beau a versé, par chèque n° 8050,
du 2-7-29, en gare d'Orléans, la somme
de 38^{fr} 50 représentant la redevance pour
l'année 1928
4-8-1931

Votre Cui, Henriv
Le Chef Honoraire du Contentieux
Chef du Service du Domaine

W. Arbell

L'Ingénieur de la Voie

au Chef de la Comp^te Cl^e

DATE d'ENCAISSEMENT

ou

motif de non recouvrement

avisé & fais ne se presente pas

Timbre à date obligatoire

CH. DE FER NORD

6 JUN 36

HIRSON A.G.V.

Le Chef de Gare,

Chuv

J. Paul
2

Compagnie du Chemin de Fer du Nord

DOMAINE

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

N° 115.617 V

secteur Electrique
de Montcornet

1 Annexe

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

Paris, le 17 Juin 1935

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
la quittance N° 10371 de 38475 ~~que vous~~
~~avez~~ renvoyée impayée à la Comptabilité Centrale.

Je vous invite M. Beau, à Hirson
à la retirer à bref délai

Dès que vous aurez encaissé le montant,
veuillez, je vous prie, le verser par Etat 432 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Le Chef Honoraire du Contentieux
Chef du Service du Domaine,

Veillet

Monsieur le Chef de Gare à

Hirson.

Monsieur le Chef de
Service du Domaine
à Paris

857

HIRSON le 2-8-35
suite à votre note 115617V
j'ai l'honneur de vous
informar que nous
avons encaissé de
Monsieur Beare la somme
de 38.75 montant de votre
quittance 10271.

Redevance pour canalisation
électrique aérienne à
Montcornet -

Versement par état 432
8050 du 2-8-35

Très bien dévoué
Le Chef de Service

Bury

10371

au Chef de la Comp^{té} Cl^e

DATE D'ENCAISSEMENT

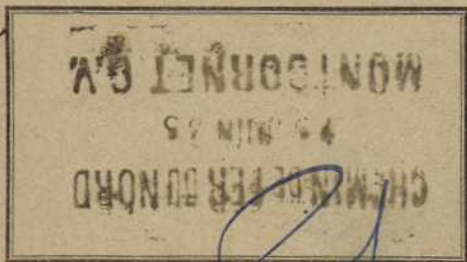
ou

motif de non recouvrement

M^r Rivet, Directeur du
secteur électrique de la
région de Montcornet,
ne paye pas cette
somme. Il nous demande
de faire adresser cette
quittance à M^{onsieur} Beau
à Hirsch.

Prière nous accorder
crédit de la somme de
38.⁰⁰ 75.

Timbre à date obligatoire



Le Chef de Gare,

EDF
Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique de la Région de Chaumes
 N° du Dossier **Chemin de Fer du Nord.**
 83440

Locations

à Chaumes 19, rue Dumigny, à Amiens.
 Nom du Locataire Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la Région de Chaumes,
 Désignation Canalisation électrique aérienne au F.N. 19, Kil. 37⁶¹⁴ de
la ligne d'Amiens à Berguier,

Commune de Chaumes

arrêté le 14 janvier 1937

Receveur Amiens Chaumes
 C. G.

Commencement du Bail 15 Décembre 1926
 Fin du Bail 1950
 Loyer annuel 40 f

Échéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
15 x ^e 1926	14 x ^e 1927	40.25	2891	mandat n. 80 P. 3/8.			
" 1927	" 1928	40.25	17073	P. 5/2/28.			
" 1928	" 1929	40.25	17002				
" 1929	" 1930	40.25	17148				
" 1930	" 1931	40.25	17512				
" 1931	" 1932	40.25	18165				
" 1932	" 1933	40.25	18415				
" 1933	" 1934	40.25	19406				
" 1934	" 1935	40.25	20800				
" 1935	" 1936	40.25	23153				
" 1936	" 1937	40.25	23020				
" 1937	" 1938	40.50	23074	P/14/5/58/			
" 1938	" 1939	40. -	21654				

Fiche faite

Fiche faite

ET.

LAON, le 29 AVRIL 1935

Monsieur ARBELET,

Chef Honoraire du Contentieux
Chef du Service du Domaine,

à PARIS

T.V.5

Ligne de LAON à LIART

Canalisation électrique
aérienne du Kil.173,435
au Kil. 173,520

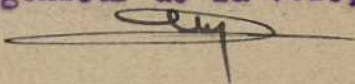
Secteur Electrique de
MONTCORNET

(pétitionnaire)

Je vous informe que la canalisation électrique
aérienne visée ci-contre, autorisée par Arrêté
Préfectoral du 5 Décembre 1934, est installée.

La redevance annuelle est à percevoir à dater
du 1er Janvier 1935.

Votre bien dévoué,

L'Ingénieur de la Voie,


EDF
M Syndicat des Communes

Echéance. 1^{er} Mai

de Deulemont & Warmeton
à Deulemont (Nord)

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6 N. T.

DOSSIER N° 101.614

Produits

Désignation: Canalisation électrique aérienne, commune de Deulemont, km 15/785.

Traité du 1^{er} Mai 1931 au 1950

Redevance annuelle: 25 francs

C. J.

Libellé de la quittance: Redevance du 1^{er} Mai 19... au 30 avril 19...
affaictien d'une canalisation électrique aérienne au
kil. 15/785 à Deulemont. (arrêté du 4.3.1931)

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
1 ^{er} Mai 1939	30 avril 1940	25	10171	
" 1940	" 1941	25	10592	
" 1941	" 1942	25	12329	
" 1942	" 1943	25	12.126	
" 1943	" 1944	25	11.624	
" 1944	" 1945	25	14.157	
" 1945	" 1946	25	13.077	
" 1946	" 1947	25	11.288	
" 1947	" 1948	25	12.761	
" 1948	" 1949	25	14.969	

24 Octobre 1947.

102.614-D²

monsieur,

2 Mai 1947

25

notre Syndicat

pour redevance du 1^{er} Mai 1947 au 30 Avril 1948 relative
au maintien d'une canalisation électrique aérienne au
kms. 15/785. à Deulmont.

(Arrêté du 4 Mars 1941)

Mandat N° 3
du 29 octobre 1947

1^{er} N° 12.769

monsieur

Monsieur le Président
du Syndicat des Communes
de Deulmont et Warneton
à Deulmont (Nord)

[Signature]



CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne
de LILLE à COMINES

Commune de DEULEMONT

Le Syndicat des communes
de DEULEMONT, WARNETON-SUD

WARNETON-BAS,
Pétitionnaire

— :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: —

Nº E. 2393

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD

A R R E T E

Le Préfet du Département du Nord,
Vu la pétition, en date du 31 Octobre 1930, présentée
par le Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et
WARNETON-BAS, demeurant à DEULEMONT, représenté par M. DILLIES
Pierre, Président, en vue d'établir, en travers du Chemin de
fer de LILLE à COMINES sur le côté vers LILLE du P.N. 28,
kil. 15/785, sur le territoire de la commune de DEULEMONT,
une canalisation électrique aérienne de 1ère catégorie pour
l'électrification rurale des communes du dit Syndicat,

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer,

Vu la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27
Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du
29 Juillet 1927, portant règlement d'Administration publique
pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de
M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 19 Janvier 1931 de la
Compagnie du Chemin de fer du Nord,

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes,
chargé du département du Nord,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôla de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôla des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R E T E :

ARTICLE PREMIER. - Le Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et WARNETON-BAS, demeurant à DEULEMONT, est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES, sur le côté, vers LILLE du P.N. 28, kil. 15/785, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 1^{ère} catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 24 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/380 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés ^{édictees} en exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2. - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 72° par une travée unique de 28 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 42 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton ayant : 1^m,65 x 1^m,65 x 1^m,60 de dimensions.

Ils auront 13 mètres de hauteur au dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1^m,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à double cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses métalliques.

La canalisation sera formée de 4 conducteurs nus (dont 2 à poser ultérieurement) en cuivre électrolytique de haute conductibilité présentant une résistance minimum à la rupture de 36 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 mm² 56. Ils seront disposés en nappe verticale et espacés, deux à deux, d'au moins 30 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du Chemin de fer.

Les appareils de coupure, installés en vertu des prescriptions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927, seront des coupe-circuit, interrupteurs et parafoudres placés en amont à 760^m de la traversée.

A chacun des supports et à 0^m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. le Chef de District en résidence à LA MADELEINE et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à LILLE, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et entretiens ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3. - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4. - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la Circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5. - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de 25 francs.

ARTICLE 6. - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront assignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7. - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8. - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10. - Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1° - A M. le Maire de la Commune de DEULEMONT,
- 2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et WARNETON-BAS.
- 3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.
- 4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Fait à LILLE, le 4 MARS 1931

Le Préfet,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général délégué

Signé : Bonnard

*Ampliation transmise
à la C^e du Nord*

Paris le 18 MARS 1931

l'Ingénieur en Chef Adm

Signé : _____

T.V.4

Ligne de Lille à Comines

I N. 28. K. 15 785

Canalisation électrique
aérienne.

Syndicat des Communes de
Seulemont, Warneton-Sud
et Warneton-Bas

Lille, le 13 juillet 1931

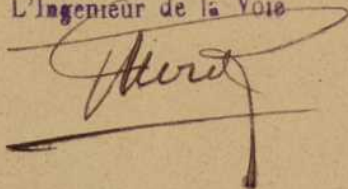
Mon Cher Monsieur,

Suite à la pétition en date du
31 octobre 1930 présentée par le
Syndicat des Communes de
Seulemont, Warneton-Sud et
Warneton-Bas pour la canalisation
mise en usage.

J'ai l'honneur de vous informer
que la pose de cette canalisation
a été effectuée le 1^{er} mai 1931

Votre très dévoué,

L'Ingénieur de la Voie



Monsieur Arbelot, Chef du Contentieux et du Domaine
à Paris

CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne
de LILLE à COMINES

Commune de DEULEMONT

Le Syndicat des communes
de DEULEMONT, WARNETON-SUD
WARNETON-BAS,
Pétitionnaire

N° E. 2393

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD

Projet

a° A R R Ê T E

Le Préfet du Département du Nord,

Vu la pétition, en date du 31 Octobre 1930, présentée par le Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et WARNETON-BAS, demeurant à DEULEMONT, représenté par M. DILLIES Pierre, Président, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES sur le côté vers LILLE du P.N. 28, kil. 15/785, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 1^{ère} catégorie pour l'électrification rurale des communes du dit Syndicat,

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer,

Vu la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du 29 Juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 19 Janvier 1931 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord,

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER. - Le Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et WARNETON-BAS, demeurant à DEULEMONT, est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES, sur le côté, vers LILLE du P.N. 28, kil. 15/785, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 1^{ère} catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 24 ampères, et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/380 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés/an exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2.- La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 72° par une travée unique de 28 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 42 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton ayant : 1^m,65 x 1^m,65 x 1^m,60 de dimensions.

Ils auront 13 mètres de hauteur au dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1^m,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à double cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses métalliques.

La canalisation sera formée de 4 conducteurs nus (dont 2 à poser ultérieurement) en cuivre électrolytique de haute conductibilité présentant une résistance minimum à la rupture de 36 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 m/m² 56. Ils seront disposés en nappe verticale et espacés, deux à deux, d'au moins 30 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du Chemin de fer.

Les appareils de coupure, installés en vertu des prescriptions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927, seront des coupe-circuit, interrupteurs et parafoudres placés en amont à 760^m de la traversée.

A chacun des supports et à 0^m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. le Chef de District en résidence à LA MADELEINE et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à LILLE, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et entretiens ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer de la manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la Circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5.- Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de 25 francs.

ARTICLE 6.- Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1°- A M. le Maire de la Commune de DEULEMONT,
- 2°- A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat des Communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD et WARNETON-BAS.
- 3°- A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.
- 4°- A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Fait à LILLE, le

Le Préfet,

POUR COTE CONFORME

27 FEV 1931

INGENIEUR EN CHEF
CH. DE SERVICE

Contentieux
et
Domaine.

N^o du Dossier
101613

Chemin de Fer du Nord

Locations

a Schubert (wood)

Nom du Locataire Syndicat de Communes de Deulmont et Warmerton -
Désignation Canalisation électrique aérienne. C^{us} de Deulmont
Kilomètre 15/724 de la ligne de Tulle à Comines.

Arrivée du 14 février 1931.

Receveur Quenoy-sur-Seulx

Commencement du Bail 1^r Avril 1931.

Fin du Bail (1950)

Poyer annuel 25¹

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
15 Avril 1931	31 Mars 1932	25.25	13454				
" 1932	" 1933	25.25	8392				
" 1933	" 1934	25.25	8874				
" 1934	" 1935	25.25	9219				
" 1935	" 1936	25.25	11846				
" 1936	" 1937	29.29	11422				
" 1937	" 1938	29.29	9993				
" 1938	" 1939	25.50	9437				

Fiche faite

EDF

M Syndicat de Distribution d'Énergie Électrique de la Région de Chaumes

à Chaumes (Somme)

Echéance.

15
X bon

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

DOSSIER N° 83.440

Désignation: *Canalisation électrique
aérienne au P.N. 19 kil 37.614
de la ligne d'Amiens à Tergnier*

Traité du 15 Décembre 1926 au 1950

Redevance annuelle: 40^{fr}

C. G.

Libellé de la quittance: *Redw. du 15 x^{fr} 19. au 14 x^{fr} 19.*
Canal. électr. aérienne au P.N. 19 (Amiens à Tergnier)

Echéance du au		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
15 x ^{fr} 1939	14 x ^{fr} 1940	40	21.919	
15 " 1940	14 " 1941	40	7.604	<i>annulée, remplacée par n° 23.850</i>
" 1940	" 1941	40	23.850	<i>Lettre des services Financiers du 15 oct. 1941</i>
15 x ^{fr} 1941	14 x ^{fr} 1942	40	24.843	
15 " 1942	14 " 1943	40	25.103	
" 1943	" 1944	40	11.467	
15 " 1944	14 " 1945	40	9.075	
15 " 1945	14 " 1946	40	5664	<i>annulée (B7)</i>
" 1945	" 1946	40	21.437	<i>Mandat du 28 octobre 1945.</i>
" 1946	" 1947	40	23.212	
" 1947	" 1948	40	29.031	

Date de sortie du dossier pour révision ou renouvellement

19

EDF

M Syndicat des Communes de Deulemont et Warneton

à Deulemont (Nord)

Echéance. 1^{er} avril

Compte à créditer

AM. 158 6 N.T

DOSSIER N° 101.613

Produits

Désignation: Canalisation électrique
aérienne, C^{me} Deulemont kil 15.724
de la ligne de Lille à Comines

Traité du 1^{er} avril 1931 au 1950

Redevance annuelle: 25^{fr}

E. G.
[Signature]

Libellé de la quittance: R. L. de 1^{er} avril 19... au 31 Mars 19...
Maintien d'une canalisation électrique aérienne
kil. 15/724 à Deulemont

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
1 ^{er} avril 1939	31 Mars 1940	25	8712	
" 1940	" 1941	25	9671	
" 1941	" 1942	25	10597	
" 1942	" 1943	25	10.365	
" 1943	" 1944	25	10.292	
" 1944	" 1945	25	12.429	
" 1945	" 1946	25	11.148	
" 1946	" 1947	25	10.013	
" 1947	" 1948	25	11.197	
" 1948	" 1949	25	12.030	

24 Octobre 1947.

d 104.613-D²

maieur

3 Avril 1947

25

note signifiant

pour redevance du 1^{er} Avril 1947 au 31 Mars 1948 relative
au maintien d'une canalisation électrique aérienne sur
le 15/724, à Deulemont.
(Clarifié du 14 Février 1939)

maieur let N° 2
du 24 octobre 1947

1^{er} 56:11.197

maieur

Monsieur le Président
du Syndicat des Communes
de Deulemont et Warmeton
à Deulemont (Nord)

1/10/47

CHEMIN de FER
du NORD

Ligne
de LILLE à COMINES

Commune de DEULEMONT



FL

Syndicat des Communes de
DEULEMONT, WARNETON-Sud
WARNETON-Bas,
Pétitionnaire.

N° E. 2392

PREFECTURE

du DEPARTEMENT du NORD

A R R E T E

Le Préfet du Département du Nord.

Vu la pétition en date du 31 Octobre 1930 présentée par le Syndicat des communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD, WARNETON-BAS, représenté par M. DILLIES Pierre, Président demeurant à DEULEMONT (Nord), en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES, au Kil. 15/724, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie pour l'électrification rurale des communes du dit Syndicat.

Vu l'Etat de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la Loi du 15 Juillet 1845, et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer.

Vu la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M^r le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 18 Décembre 1930 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M^r l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R E T E:

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat des communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD, WARNETON BAS, demeurant à DEULEMONT (Nord), est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES au point kilométrique 15/724, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie, devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 60 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 10.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 73° par une travée unique de 23 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 42 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1^m 80 x 1^m 80 x 2^m 10.

Ils auront à droite du chemin de fer 10^m 30 et à gauche 11^m 30 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1^m 50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en porcelaine, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses métalliques.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 36 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 70 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m 00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de Fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des sectionneurs, disjoncteurs ou coupe-circuit placés, savoir:

en amont: au pylône N° 1 à 47^m de la traversée.

en aval: au poste de transformation extrémité de la ligne à 423 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à cinquante centimètres au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre, que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. le Chef de district en résidence à LA MADELEINE et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à LILLE, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, et restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de VINGT-CINQ francs.

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

1°) A M. le Maire de la Commune de DEULEMONT.

2°) A M. L'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat des Communes de Deulemont, Warneton-Sud, Warneton-Bas, à DEULEMONT (Nord).

3°) A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

4°) A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Ampliation transmise
à la C^o du Nord

Paris le 28 AVR. 1931

L'Ingénieur en Chef

(Signé):

Fait à LILLE, le 14 FEV. 1931

LE PREFET,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général délégué
(Signé): Bouvard

7 avril . . .

109.613 1.00
et 401.614)

meur,

11 avril & 10 mai 1940

50

le Syndicat

des Communes de Peulmont et Wameton, suivant détail ci-après :

109.613 - Rélevance du 10 avril 1940 au 10 mai 1940 pour maintien
d'une canalisation électrique aérienne kilomètre 15/14, à Peulmont. 25%

20.982 - Rélevance du 10 mai 1940 au 10 avril 1940 pour maintien
d'une canalisation électrique aérienne au kilomètre 15/15, à Peulmont. 25%

Total: 50%

meur

Monsieur le Président
du Syndicat des Communes
de Peulmont et Wameton,
à Peulmont (Nord)

12 Avril 41.

101.613-D³

onsieur,

14 Avril 1939

25

le Syndicat

des Communes de Peulémont et Warneton, pour redevance
du 1^{er} Avril 1939 au 31 Mars 1940, afférente au maintien
d'une canalisation électrique aérienne au kilomètre 15⁷²⁴,
à Peulémont - N^o 8.712 -

onsieur

Monsieur le Président
du Syndicat des Communes
de Peulémont et Warneton,
à Peulémont (Nord).



+

I.V.4

Ligne de Lille - Comines
Commune de Deulemont
(Kil 15 724)

Canalisation Elec^{tr} agricole
Syndicat des Communes de
Deulemont, Warneton - Sud,
Warneton Bas.

Lille, le 13 juillet 1931

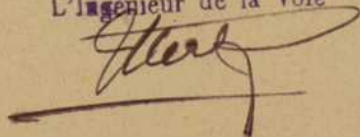
Mon Cher Monsieur,

Suite à la pétition en date
du 31 octobre 1930 présentée par
le Syndicat des Communes de
Deulemont, Warneton - Sud et
Warneton-Bas pour la Canalisation
visée en marge :

J'ai l'honneur de vous
informer que la pose de
cette canalisation a été
entreprise le 1^{er} août 1931

Votre très dévoué,

L'ingénieur de la Voie



Monsieur Arbelot, Chef du Contentieux et du
Domaine, à Paris.

CHEMIN de FER
du NORD

Ligne
de LILLE à COMINES

Commune de DEULEMONT

Syndicat des Communes de
DEULEMONT, WARNETON-Sud
WARNETON-Bas,
Pétitionnaire.

N° E. 2392

EL

PREFECTURE

du DEPARTEMENT du NORD

PROJET

D'A R R E T E

Le Préfet du Département du Nord.

Vu la pétition en date du 31 Octobre 1930 présentée par le Syndicat des communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD, WARNETON-BAS, représenté par M. DILLIES Pierre, Président demeurant à DEULEMONT (Nord), en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES, au Kil. 15/724, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie pour l'électrification rurale des communes du dit Syndicat.

Vu l'Etat de renseignements joint à la pétition précitée,

Vu la Loi du 15 Juillet 1845, et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer.

Vu la Loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M^r le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1927.

Vu les observations en date du 18 Décembre 1930 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M^r l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R E T E:

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat des communes de DEULEMONT, WARNETON-SUD, WARNETON BAS, demeurant à DEULEMONT (Nord), est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de LILLE à COMINES au point kilométrique 15/724, sur le territoire de la commune de DEULEMONT, une canalisation électrique aérienne de 2^{ème} catégorie, devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 60 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 10.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 73° par une travée unique de 28 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 42 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1^m 80 x 1^m 80 x 2^m 10.

Ils auront à droite du chemin de fer 10^m 30 et à gauche 11^m 30 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1^m 50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en porcelaine, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 42 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses métalliques.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 36 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 70 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m 00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de Fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des sectionneurs, disjoncteurs ou coupe-circuit placés, savoir:

en amont: au pylône N° 1 à 47^m de la traversée.

en aval: au poste de transformation extrémité de la ligne à 428 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à cinquante centimètres au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre, que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M. le Chef de district en résidence à LA MADELEINE et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à LILLE, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, et restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par ladite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de VINGT-CINQ francs.

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) A M. le Maire de la Commune de DEULEMONT.
- 2°) A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat des Communes de Deulemont, Warneton-Sud, Warneton-Bas, à DEULEMONT (Nord).
- 3°) A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.
- 4°) A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du Nord.

POUR COPIE CONFORME

10 FEV 1931

L'INGENIEUR PRINCIPAL
CHEF DU SERVICE CENTRAL VOIE

Fait à LILLE, le
LE PREFET,

Secteur d'Electricité de Bertry

N° du Dossier

129.105

S.N.C.F. - Région du Nord

Domaine

LocationsNom du Locataire 46 Avenue Albani, Paris 16^eDésignation Centre de Distribution de Valenciennes62, Boulevard Troissart à Valenciennes (Nord)Receveur C. G.Commencement du Bail 1^{er} Juin 1943Fin du Bail Ind^éLoyer annuel 25^f sujet à révision129.105 - Canal^{re} électr. aéro-souterrain au km. 183⁷²¹ à Maurois (Arrêt du 20/11)

Fiche faite

129105

12
81

M. W. Lemaire

YC

Préfecture du NORD
1ère D. - 2ème B.
Société Nationale
des
Chemins de fer Français

A R R Ê T É

Région du NORD

Le Préfet du Département du Nord

Ligne
de BUSIGNY à SOMAIN

Commune de Maurois

Secteur d'Electricité
de Bertry
pétitionnaire

Vu la pétition en date du 18 Août 1941 présentée par le
Secteur d'Electricité de Bertry, dont le siège social est à Paris,
16 square Alboni, en vue d'établir à la traversée du chemin de fer
de Busigny à Somain en empruntant le P.S. de la Route Nationale
n° 32, situé au point kilométrique 183.721, sur le territoire de
la commune de Maurois, une canalisation électrique de 1ère
catégorie, en partie souterraine et en partie aérienne;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 septembre 1939
sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celles des 19 Juillet
1922, 27 Février 1925, 13 Juillet 1925, 16 Avril 1930 et 4 Juillet
1935 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29
Juillet 1927 modifié par celui du 28 Mars 1935 portant règlement
d'administration publique pour l'application de ladite loi et
l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date
du 30 Avril 1935, modifié par l'arrêté interministériel du 10
Janvier 1938;

Vu les observations en date du 15 décembre 1941 de la S.N.C.F.;

Vu le procès-verbal de la conférence constatant l'accord des
services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. le Directeur des Postes, Télégraphes et
Téléphones du Nord;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle
des Distributions d'Energie Electrique dans le département du Nord.

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} - Le Secteur d'Electricité de Bertry dont le siège
social est à Paris, 16 Square Alboni, est autorisé à établir, à la
traversée du chemin de fer de Busigny à Somain en empruntant le
P.S. de la Route Nationale n° 32, situé au point kilométrique
183.721, une canalisation électrique en partie souterraine et en
partie aérienne devant porter des courants alternatifs triphasés
à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 8 ampères et

Can. élect. aéro-sout.
Km 183/721
Red. ann. 25'
P^{re} départ: 1^{er} juin 1943

C. G.

1^{er} juin 1943 au 31 mai 1944
25. f

20.528

3 MARS 1942

présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/380 volts à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celles des 19 juillet 1922, 27 février 1925, 13 juillet 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1935, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - La partie souterraine de la canalisation sera formée par un câble armé, des meilleurs modèles connus, constitué ainsi qu'il suit : 4 conducteurs en cuivre de 10,8 millimètres carrés de section utile chacun, isolés au caoutchouc, l'ensemble des conducteurs recouvert : d'une couche de plomb sans soudure de 1,2 m/m d'épaisseur, d'une couche protectrice intermédiaire de 1,6 m/m d'épaisseur, d'une armature métallique formée de feuillards d'acier de 0,2 m/m d'épaisseur et d'une couverture extérieure en filin goudronné.

Les câbles ne présenteront ni épissure ni raccord dans toute l'étendue de la traversée.

Dans toute la largeur des emprises le câble sera tiré dans une conduite en fer de 60 m/m de diamètre et de 3 m/m d'épaisseur fixée, sous le tablier de l'ouvrage, aux ferrures supportant une canalisation d'eau existante.

La partie aérienne de la canalisation sera établie sur le côté gauche des voies et comportera l'implantation d'un poteau dans les emprises. Elle surplombera le domaine public du chemin de fer sur une longueur d'environ huit mètres.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1935 seront des coupe-circuits installés à 500 mètres en amont de la traversée.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - Les travaux de fouille et de remblaiement de la tranchée à ouvrir pour la pose de la canalisation et tous autres à exécuter à l'intérieur des dépendances du chemin de fer, sauf ceux décrits au paragraphe suivant, seront exécutés par la S.N.C.F. aux frais du permissionnaire.

Les travaux de pose et ceux d'entretien ultérieur de la canalisation et de son fourreau dans les emprises du chemin de fer seront exécutés par les soins et aux frais, risques et périls du permissionnaire, sous la surveillance des agents de la S.N.C.F. aux indications desquels il devra se conformer strictement.

Les dépenses de tous ordres occasionnées à la S.N.C.F. par ces travaux lui seront remboursées par la Société permissionnaire, aussitôt après l'achèvement des travaux, avec une majoration de dix-huit pour cent (18 %) pour frais généraux.

ARTICLE 5 - Le Secteur d'Electricité de Bertry paiera à la S.N.C.F. pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, une indemnité annuelle fixée à vingt-cinq francs pour la partie aérienne de la canalisation.

Cette indemnité sera payable d'avance et sujette à ^{la}révision.

Le Secteur d'Electricité de Bertry paiera à la S.N.C.F., conformément à la circulaire du Ministre des Travaux Publics, série B n° 82 en date du 25 juillet 1936, une indemnité forfaitaire de cent cinquante francs, pour frais spéciaux d'études.

ARTICLE 6 - Le Secteur d'Electricité de Bertry devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle des distributions d'énergie électrique pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Secteur d'Electricité de Bertry sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois il pourra abandonner les canalisations souterraines, à condition qu'elles n'apportent aucune gêne dans les services publics.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

ARTICLE 9 - La présente autorisation a trait exclusivement à la traversée du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique dont il s'agit, le permissionnaire ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1° au Maire de la Commune de Maurois,
- 2° à l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,
- 3° au Secteur d'Electricité de Bertry, permissionnaire,
- 4° à la S.N.C.F. (Région du Nord),
- 5° au Directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones du Nord.

Fait à LILLE, le 20 janvier 1942

Le Préfet,

Pour le Préfet du Nord,

Préfet de la Région de Lille,

Le Préfet Délégué

signé : DARROUY

Pour expédition conforme,
Le Chef de Division délégué,

.....

S.E.S

Arras le 10 juin 1943

V.B./N° 5

Buisigny à Somain
P.S.Rm 183721

Monsieur Teillet

Chef du Domaine
à Paris,

Canalisation électrique
souterraine de 1^{re} C^{te}

Pétitionnaire:
Secteur électrique
de Bertuy-

V.B.N. N° 72-1830

Je vous informe que les travaux
relatifs à la canalisation électrique
souterraine citée en marge ont
été entrepris par la Société
Pétitionnaire le 5 mai 1943.

Le Chef du 5^e Arrond^t V.B.

11 JUN 1943

EDF Sin-le-Noble Cne de

N° du Dossier
31.275

Chemin de Fer du Nord

Contentieux
et
Domaine.

Locations

Nom du Locataire **La Commune de Sin-le-Noble**

Désignation *Emplacement de deux lignes d'énergie électrique, aux abords du
PN. 104 (route n° 43), et de la rue de Croix.*

Amite 1/5/02

Ligne Principale

Receveur **Sin-le-Noble.**

C. G.

Commencement du Bail *1^{er} Juin 1902*

Fin du Bail

1950

Loyer annuel

108

Echéance et paiement des Loyers

Echéances		Sommes dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes dues	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
<i>1^{er} Juin 1920</i>	<i>31 Mai 1921</i>	<i>5</i>	<i>7509</i>				
<i>1^{er} Juin 1921</i>	<i>" 1922</i>	<i>10</i>	<i>8658</i>				
<i>" 1922</i>	<i>" 1923</i>	<i>10</i>	<i>8956</i>				
<i>" 1923</i>	<i>" 1924</i>	<i>10</i>	<i>9086</i>				
<i>" 1924</i>	<i>" 1925</i>	<i>10</i>	<i>9473</i>				
<i>" 1925</i>	<i>" 1926</i>	<i>10</i>	<i>9667</i>				
<i>" 1926</i>	<i>" 1927</i>	<i>10</i>	<i>9550</i>				
<i>" 1927</i>	<i>" 1928</i>	<i>10</i>	<i>9830</i>				
<i>" 1928</i>	<i>" 1929</i>	<i>10</i>	<i>9841</i>				
<i>" 1929</i>	<i>" 1930</i>	<i>10</i>	<i>9752</i>				
<i>" 1930</i>	<i>" 1931</i>	<i>10</i>	<i>9678</i>				
<i>" 1931</i>	<i>" 1932</i>	<i>10</i>	<i>10023</i>				
<i>" 1932</i>	<i>" 1933</i>	<i>10</i>	<i>10081</i>				
<i>" 1933</i>	<i>" 1934</i>	<i>10</i>	<i>10421</i>				
<i>" 1934</i>	<i>" 1935</i>	<i>10</i>	<i>11167</i>				
<i>" 1935</i>	<i>" 1936</i>	<i>10</i>	<i>13687</i>				
<i>" 1936</i>	<i>" 1937</i>	<i>10</i>	<i>12321</i>				
<i>" 1937</i>	<i>" 1938</i>	<i>10</i>	<i>11784</i>				
<i>" 1938</i>	<i>" 1939</i>	<i>10</i>	<i>10786</i>				

Fiche faite

Frontière par Valenciennes

du T. N. N° 104

(200)

Rue de la gare

445 816 28

Poteau n° 10^m00

La
gare
de
Valenciennes

Valenciennes

Poteau n° 10^m00

445 816 28

M Simple Noble

Echéance. Juin

(La Commune de)

(Nord)

Compte à créditer.

Art. 1^{er} § 6

DOSSIER N° 31.275

Produits NT

Désignation: Emplacement de deux lignes
d'énergie électrique, aux abords du V.N. 104
(R.N. A°43) et de la rue de Croix.

Traité du 1^{er} Juin 1902 au 1950

Redevance annuelle: 10 francs

c. g.

Libellé de la quittance: Redes. du 1^{er} Juin 19... au 31 Mai 19...
 d'entretien de 2 lignes d'énergie électrique aux abords du P.N. 104
 et de la rue de Croix, à Lin-le-Neble

Echéance du au		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
1 ^{er} Juin 1939	31 Mai 1940	10	11037	
1 ^{er} Juin 1940	31 Mai 1941	10	12319	
" 1941	" 1942	10	12905	
" 1942	" 1943	10	13.491	
" 1943	" 1944	10	13.096	
" 1944	" 1945	10	15.585	
" 1945	" 1946	10	14.517	
" 1946	" 1947	10	12.517	
" 1947	" 1948	10	15.823	
" 1948	" 1949	10	16.080	

EDF

Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement:

CHEMIN DE FER
DU NORD

TRAVAUX ET SURVEILLANCE

SERVICE CENTRAL

COPIE

République Française

*Vous, Préfet du Département du Nord,
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur.*

*En la pétition du 19 mars 1902
présentée par M. Le Maire de Sin-le-Noble,
tendant à obtenir l'autorisation d'inst-
aller, au dessus des voies de la ligne
de Paris à la Frontière belge par Lille
& Valenciennes, deux lignes d'énergie
électrique destinées à l'éclairage de
la commune, aux points suivants :*

*1. Aux abords du P.N. n° 104 sur
la route nationale n° 43 de Bouchain
à Calais ;*

*2. A 100 mètres au delà, au droit
de la rue de la Croix.*

*Vu les propositions de M. M. les
Ingénieurs du Contrôle en date des
23 & 28 avril 1902 ;*

Vu le plan des lieux dressé par

Monsieur Ramon Dela Croix

la Compagnie du Nord;
Par la loi du 11 juillet 1845 - article 3;
La Compagnie du Nord entendue,
lettre du 12 avril 1902;

Considérant que l'autorisation sollicitée
peut être accordée sans inconvénient sous
la réserve de certaines conditions:

Arrêtons:

Art. 1^{er} - L'autorisation qui fait l'objet
de la pétition ci-dessus visée est accordée
aux conditions suivantes:

1^o - Le permissionnaire se conformera
aux lois & règlements sur la police des
chemins de fer et sur l'établissement
de conducteurs d'énergie électrique et
aux instructions des agents de la C^{ie} du
Nord;

2^o - Elle établira & entretiendra à
ses frais, risques & périls, sous la sur-
veillance des agents de la Comp^{ie} du
Nord, les batteries de conducteurs d'é-
nergie électrique, de manière qu'ils
franchissent le chemin de fer en une

seule portée, au moyen d'appuis suffi-
samment élevés et solides, plantés de
chaque côté des voies en dehors des
terrains du chemin de fer, et au mi-
nimum à 3^m de la limite de ce com-
pris;

3^o - Les conducteurs d'énergie devront
être posés sur isolateurs et la distance
entre deux appuis consécutifs ne
devra pas être supérieure à 100^m.
Les fils devront avoir une résistance
suffisante à la traction pour qu'il
n'y ait aucun danger de rupture
sous l'action des efforts qu'ils ont
à supporter.

4^o - Les fils de transport de force
devront être partout en dehors de
la portée du public. Ils ne pourront,
à la traversée du chemin de fer,
être établis à moins de 8^m au dessus
du niveau des rails ni à moins de
6^m 50 au dessus du niveau du sol
en dehors des voies. En outre, le point

le plus bas du conducteur le moins élevé ne devra pas être à moins de 2 mètres au-dessus du fil le plus élevé des lignes électriques établies dans les limites du chemin de fer. L'angle que feront les conducteurs avec la direction de la voie ne sera pas inférieur à 60° .

5° Les conducteurs doivent en outre munir sur toute la longueur de la traversée d'un dispositif mécanique de garde destiné à prévenir, en cas de rupture, la chute des conducteurs sur la voie ou leur contact avec les fils télégraphiques ou téléphoniques établis dans l'enceinte du chemin de fer. Ce dispositif de traversée devra d'ailleurs être arrêté au préalable avec les agents de la C^{ie}.

6° - Le permissionnaire devra munir ses poteaux :

a - de chaque côté, d'une plaque en tôle émaillée, portant l'inscription suivante : Défense de toucher il y a danger.

b - de rames artificielles jusqu'à 2.^m 50 au minimum de hauteur au-dessus du sol.

7° Le permissionnaire sera responsable des dégâts & accidents de toute nature qui pourraient être occasionnés dans l'enceinte du chemin de fer du fait de son installation et des conséquences quelconques qui pourraient en résulter, et il ne pourra prétendre à aucune indemnité si les conducteurs d'énergie électriques venaient à être accidentellement avariés par le fait des agents ou du matériel de la Compagnie.

8° - Le permissionnaire avisera par lettre l'Ingénieur en chef de l'Exploitation de la C^{ie} du chemin de fer du Nord, au moins 48 heures à l'avance avant d'entreprendre la pose des conducteurs dans la traversée du chemin de fer, et d'effectuer dans l'avenir des réparations quelconques en ces mêmes points.

S. N. C. F.

SERVICE DE LA COMPTABILITE
GENERALE ET DES FINANCES

DIVISION CENTRALE de la
COMPTABILITE GENERALE

Date d'encaissement

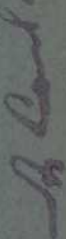
~~AOÛT 1946~~

Référence
de la pièce de crédit
No du bordereau
d'avis d'encaissement

1015

Pr le Chef de la Division Centrale de la Comptabilité Générale.

Le Chef de Bureau :



Pendant toute la durée des travaux, la C^{ie} du Nord fera garder & protéger les ouvriers contre la circulation de trains et manœuvres aux frais du pétitionnaire. Ce gardiennage & cette protection ne pourront en rien engager la responsabilité de la Compagnie, ni diminuer celle du permissionnaire. Les ouvriers de ce dernier ne pourront d'ailleurs accéder sur le chemin de fer ou en sortir qu'en suivant l'itinéraire indiqué par les agents de la Compagnie.

9^e. Le permissionnaire remboursera à la C^{ie} du Nord sur facture majorée de 15 % pour frais généraux :

a - les frais de surveillance & de protection que celle-ci jugerait utile d'exercer dans l'enceinte du chemin de fer pendant les travaux d'installation ou d'entretien des conducteurs d'énergie électrique.

b - les dépenses occasionnées par la

surelèvement ou le déplacement & la modification, si cela est reconnu nécessaire, des lignes télégraphiques de la Compagnie & de l'Etat.

10^e. La présente autorisation est accordée à titre gracieux & révocable à toute époque sans indemnité. En conséquence, l'Administration aura le droit, la C^{ie} du Nord entendue, si les besoins du service du chemin de fer le réclamaient, ou si les conducteurs amenaient quelque trouble dans le fonctionnement des installations électriques du chemin de fer, d'exiger la modification et même l'enlèvement des conducteurs d'énergie électrique, 48 heures après avoir donné par simple lettre sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité; le permissionnaire aura de son côté la faculté de faire cesser l'effet de l'autorisation en prévenant la C^{ie} 48 heures à l'avance.

Si la présente autorisation venait

à lui être retirée, le permissionnaire trait
tenu de rétablir les lieux dans leur état
primitif dans le délai ci-dessus fixé.

Pour constater le caractère précaire
de l'autorisation, le permissionnaire paiera
une redevance fixe l'annuelle de Dix fr
(5.^{fr} par traversée) à la C^{ie} du chemin de
fer du Nord.

11^e Le permissionnaire se pourvoira
de l'autorisation de l'Administration
des postes et télégraphes, et il remplira
également les obligations prévues par
la loi du 28 Juin 1895.

12^e La présente autorisation n'est
valable pour exécution que pendant
une année à partir du jour de sa
date.

13^e Les droits des tiers sont & demeu-
rent réservés.

Art 2 - Monsieur l'Ingénieur en
chef du Contrôle de la Voie & des Bâtiments
du chemin de fer du Nord est chargé
de veiller à l'installation de la dite ligne

de transport d'énergie à la traversée du
chemin de fer. Après l'achèvement des
travaux un procès-verbal de récolement
sera dressé par un agent de ce service.

Art 3 - Le permissionnaire devra
en conséquence prévenir ce chef de service
de l'achèvement des travaux pour qu'il
soit procédé à leur visite & à leur ré-
colement avant la mise en exploitation
de la ligne électrique.

Art. 4 - Ampliation du présent arrêté
sera adressée :

1^{re} & M. Le Sous-Préfet de Douai
pour notification à M. Le Maire de
Sin-le-noble.

2^e & M. l'Ingénieur en chef du
Contrôle de la Voie et des Bâtiments du
Réseau du Nord chargé d'en assurer
l'exécution

3^e - Et la C^{ie} du Nord

Pour Copie Conforme;

Paris le 8 mai 1902

L'Ingénieur Principal, chef du S^{er} C^{ie} de la Voie

[Signature]

Fait à Lille, le 1^{er} Mai 1902

Pour le Préfet du Nord

Le Secrétaire Général délégué

(s) Letailleur



Entre la Compagnie anonyme du chemin de fer du Nord,
dont le siège est à Paris, Rue de Dunkerque N° 18,
représentée par M. Gazeau / Chef du Contentieux
et du Domaine auquel des pouvoirs spéciaux
ont été donnés à cet effet

D'une part;
Et la Commune de Sing-le-Vobbe (Nord)
représentée par M. Wilmot — Maire à ce
autorisé par délibération du Conseil Municipal
en date du premier août mil neuf cent deux

D'autre part;
Il a été exposé et fait ce qui suit:
Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du
Nord en date du premier Mai mil neuf cent
deux, la Commune de Sing-le-Vobbe a été autorisée
à établir au dessus de la ligne principale deux
lignes d'énergie électrique destinées à l'éclairage
public aux abords du passage à niveau N° 104
sur la Route Nationale N° 43 et à 100 m au-
delà au droit de la rue de la croix. Cette
autorisation a été accordée sous diverses charges
et conditions et moyennant une redevance
annuelle de dix francs (cinq francs par traversée)
à payer à la Compagnie du Nord pour constater
le caractère précaire des installations.

Par le présent la Compagnie du Nord accorde
à partir du premier février mil neuf cent deux
pour la durée de sa propre concession qui doit
expirer en mil neuf cent cinquante, sauf la
réserve ci-après stipulée,

à la Commune de Tin-le-Voble, ce qui est
accepté par M. Wilmet, Maire

L'autorisation à titre de tolérance simple et
précaire de faire établir, si ce n'est déjà fait, les
deux lignes électriques dont il s'agit aux
emplacements indiqués ci-dessus, territoire
de Tin-le-Voble.

Sur charges et conditions de l'arrêté préfectoral
du premier Mai ci-dessus énoncé et moyennant
la redevance annuelle de dix francs qui y est
stipulée au profit de la Compagnie du Nord.

Cette redevance annuelle de dix francs sera
payable d'avance à la gare de Douai le premier jour
de chaque année sur quittances dressées par le
Service du Contentieux et du Domaine. La redevance
de la première année sera exigible aussitôt après
l'approbation des présentes.

1^{re} La Commune de Tin-le-Voble restera chargée
exclusivement des risques de dégradation que ses
installations électriques courent dans l'enceinte
du chemin de fer par suite du passage des trains
ou pour toute autre cause, elle ne pourra réclamer
de la Compagnie aucune espèce d'indemnité quand bien
même des dégradations qui seraient ainsi survenues
résulteraient d'une interruption plus ou moins longue
dans le fonctionnement des lignes électriques.

2^o Elle assumera la responsabilité directe des
dégâts ou dommages que ses installations électriques
causeraient dans l'enceinte du chemin de fer

elle remboursera à la Compagnie du Nord sur présentation
des factures le coût principal et accessoire et
des réparations ;

3^o Elle conservera également la responsabilité
directe des accidents qui seraient occasionnés dans
l'enceinte du chemin de fer par la chute des dites
installations ou autrement, elle fera son affaire
personnelle des réclamations que les agents, ouvriers
du chemin de fer ou tous autres pourraient élever
contre la Compagnie du Nord à raison de ces accidents
ou de leurs suites ;

4^o Pendant la durée des travaux d'installation ou
d'entretien que la Commune de Tin-le-Voble aura ou
pourra avoir à faire exécuter pour ses conducteurs
électriques dans l'enceinte du chemin de fer, la
Compagnie du Nord fera protéger les ouvriers contre la
circulation des trains et contre les manœuvres, aux
frais de la dite Commune qui devra lui rembourser
à présentation des factures le coût de cette surveillance,
avec compris une majoration de quinze pour cent
pour frais généraux ;

5^o La dite Commune devra également rembourser
à la Compagnie, avec une majoration de quinze
pour cent pour frais généraux, les dépenses qui
pourraient être occasionnées à cette dernière par
la surélévation, le déplacement ou par toute modification
quelconque de lignes électriques du chemin de fer ou
de l'État qui serait reconnue nécessaire ;

6^o La Commune de Tin-le-Voble ne pourra céder

Son droit aux présents sans le consentement exprès
et par écrit de la Compagnie du Nord;

4^e Nonobstant la durée ci-dessus fixée la Compagnie
du Nord se réserve la faculté d'obliger la Commune de
Sint-Noble conformément à l'article dix de l'arrêté
préfectoral du premier Mai mil neuf cent deux, à déplacer
ou modifier ses installations électriques dans l'enceinte
du chemin de fer, comme aussi de faire cesser l'effet
des présents purement et simplement, si les conducteurs
de la dite Commune viennent à occasionner quelque trouble
dans le fonctionnement de installations électriques
du chemin de fer ou si les besoins ou l'intérêt du service du
chemin de fer viennent à l'exiger, ce dont elle demeurera
seul juge. Il lui suffira de prévenir la Commune de
Sint-Noble par simple lettre quarante huit heures à l'avance.

Les frais de déplacement, modification ou suppression
de conducteurs électriques seront en tous cas à la charge
de la Commune de Sint-Noble.

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes
seront à la charge de la Commune de Sint-Noble qui
devra justifier de l'accomplissement de cette dernière
formalité dans le délai de vingt jours à compter du
jour de l'approbation administrative.

Fait double à Paris, le seize-vingt mil neuf
cent deux.

Justifié approuvé
et approuvé
J. Vieux

Le Chef du Contentieux et du Domaine



5 AOUT 1902

Fiche du bail N° 4491
La Commune de Sin-le-Noble

2 lignes électriques

Copie de la mention d'enregistrement
à retourner à M^r le Chef du Contentieux
et du Domaine de la Compagnie du Chemin
de fer du Nord, 18, rue de Dunkerque, à
Paris.

Enregistré à Douai

le 14 août 1902

S. 91 A folio 49 case 6 reçu un franc
frente-cinq décimes compris.

(Signature du Locataire)



J. Vignot

Contentieux et Domaine

Renseignements demandés le 5 Mars 1921
à Monsieur LOISEAU, Ingénieur de la voie à Cambrai.

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

Demandes	Réponses
<p>31275</p> <p>Suivant bail en date du 1er Juin 1902</p> <p>nous avons autorisé la Commune de Sin le Noble à établir 2 lignes d'énergie électrique à Sin le Noble au dessus des voies, moyen- nant une redevance annuelle de 10 francs.</p>	<p>Cambrai, le 11 Mars 1921</p> <p>Monsieur Tychay Chef du Contentieux et du Domaine</p>
<p>Je vous serai obligé de vouloir bien me faire savoir si ces lignes électriques existent et sont utilisées actuellement et dans l'affirmative à partir de quelle date vous êtes d'avis de reprendre la perception des loyers impayés depuis le</p>	<p>Ces lignes électriques détruites pendant les hostilités sont rétablies depuis Septembre 1920.</p> <p>J'ai d'avis de reprendre la perception des redevances à partir de cette date.</p> <p>Votre bien dévoué L'Ingénieur de la Voie</p>
<p>1er Juin 1915.</p> <p>Votre bien dévoué.</p> <p>LE CHEF DU CONTENTIEUX ET DU DOMAINE A. Carré</p>	

Sin-le-Noble (C^{ne} de)

8
83 Contentieux
et
Domaine.

N^o du Dossier

31275 275

Chemin de Fer du Nord.

Locations.

Nom du Locataire Com^{ne} de Sin-le-Noble

Désignation Emp^t de Lignes d'énergie électrique à Sin-le-Noble au dessus des rails

M^r Lignier
Lignier de Douai à Valenciennes

Receveur. Douai Sin-le-Noble

Commencement du Bail 1^{er} Janv 1902

Fin du Bail fin de la Concession 1950

Loyer annuel 10 ₣

Echéance et paiement des Loyers.

Echéances.		Sommes dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes dues.	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
1 ^{er} Janv 1902	31 Mai 1903	12. 50	7191				
" 1903	" 1904	10. "	7317				
" 1904	" 1905	10. "	7581				
" 1905	" 1906	10. "	8241				
" 1906	" 1907	10. "	6221				
" 1907	" 1908	10. "	13889				
" 1908	" 1909	10. "	8719				
" 1909	" 1910	10. "	8922				
" 1910	" 1911	10. "	8921				
" 1911	" 1912	10. "	8943				
" 1912	" 1913	10. "	9097				
" 1913	" 1914	10. "	9440				
" 1914	" 1915	10. "	9225				
" 1915	" 1916	10. "	81269				
Canalisations détruites pendant la guerre.							

Cote à reporter
Genève du 1^{er} X au 1920

Chemin de Fer du Nord - (Domaine)

Quittance N° 8269

Echéance 1^{re} juin

Gare d'Amiens

Sur le Noble

Je vous reconnais avoir reçu de la Commune de Lin-le-Noble

la somme de

deux francs

pour rachat du 1^{er} juin 1915 au 1^{er} mai 1916 pour autorisation de maintenir dans les
d'élargissement électrique à Lin-le-Noble au 1^{er} mai 1915

Signe principal

Dont quittance sous toutes réserves.

24, le

191

Le Chef de la Comptabilité Centrale,

Pour Acquit.

Quittance d'Acquit

Dressé, le 26 juin

1915

Le Chef du Contentieux et du Domaine,

Principal

Enregistrement

Portes et fenêtres

Car

Valeur du bail

Valeur de la quittance

Total

10

MAIRIE
DE
SIN-LE-NOBLE

(NORD)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sin-le-Noble, le 3 août 1902

Le Maire de Sin-le-Noble
à Monsieur le Chef du Contentieux et
de domaine de la C^{ie} du Nord

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser
les deux originaux du traité concédant à
la Commune de Sin-le-Noble le droit
d'installer 2 lignes d'énergie électrique
au dessus des voies ferrées, en vous
faisant connaître que le Conseil Municipal
dans sa délibération du 1^{er} août 1902
s'en est autorisé à les signer.

Je vous prie, Monsieur,
d'assurer de mes sentiments dévoués

Le Maire
Hendrickx



N

83.440

24 Octobre 46

messieurs,

40 francs

redevance

15 décembre 1945

14 décembre 1946

et le maintien d'une canalisation électrique
aérienne au passage à niveau n° 19 de la ligne
d'Amiens à Berghes.

en un mandat-contrôle à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef du Domaine

S.N.C.F. Région Nord

18, rue de Dunkerque.

Paris (10^e)

messieurs

Syndicat de Distribution d'Energie Électrique
de la Région de Chaumes
Chaumes (Somme)

DÉPARTEMENT
du Nord

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE
SIN-LE-NOBLE



Rep. à N° V

Sin-le-Noble

Sin-le-Noble, le 16 Juillet 1902

Monsieur le Chef du Contentieux
et du domaine de la Compagnie du
Chemin de fer du Nord

En réponse à votre lettre du
15 juillet courant j'ai l'honneur de
vous faire connaître que le Conseil
Municipal de Sin-le-Noble se réunira
dans les premiers jours du mois d'août.
Je vous ferai aussitôt parvenir les
deux originaux du traité concédant à la
Commune de Sin-le-Noble le droit d'installer
2 lignes d'énergie électrique au dessus des
voies ferrées.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance
de ma considération très distinguée
Le maire,

J. H. H. H.



16 Jouis 2

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser sous pli
les exemplaires du traité concédant à votre Commune
le droit d'installer au dessus de la ligne principale deux
lignes d'énergie électrique destinées à l'éclairage public
aux abords du I.N. n° 104 sur la Route n° 43.

Je vous serai obligé de vouloir bien approuver
et signer ces pièces, m'indiquer en même temps
la date de la délibération du Conseil Municipal qui
en autorise la signature et me les retourner aussitôt
pour me permettre d'en faire compléter la régularisation.

Agnez, Monsieur le Maire, l'assurance
de ma considération la plus distinguée,

Chef du Canton de Saint-Genès et du Canton

Le Maire

Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Genès

2 juin 02

9

Entre la C^o anonyme, etc

D'une part

Et la Commune de Lin-le-Noble. (Nord)
représentée par le
maire à ce autorisé par délibération du Conseil
municipal en date du

Il a été exposé et fait remarquer. D'autre part
Aux termes d'une décision de M. le
arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 1^{er} mai
1902, la Commune de Lin-le-Noble a été autorisée
à établir au-dessus de la ligne principale deux lignes
d'énergie électrique destinées à l'éclairage public aux
abords du P.N. n° 104 sur la route nationale n° 63,
~~territoire de Lin-le-Noble~~ et à 100m au-delà aux
abords de la rue de la Croix. Cette autorisation a été
accordée sous diverses charges et conditions et moyennant
une redevance annuelle de 10fr (cinq francs
par traversée) stipulée au profit de la C^o du Nord
à la C^o du Nord pour constater le caractère précaire des
installations.

Par le présent la C^o du Nord accorde au parti du
2 juin 1902 pour la durée de sa propre concession qui
doit expirer en 1950, sauf la réserve ci-après stipulée,
à la Commune de Lin-le-Noble, ce qui est
accepté par

L'autorisation, à titre de tolérance simple et
précaire, de faire établir, si ce n'est déjà fait, les deux
lignes électriques dont il s'agit aux emplacements
indiqués ci-dessus, Territoire de Lin-le-Noble

Aux charges et conditions de l'arrêté préfectoral
du 1^{er} mai ci-dessus énoncé et moyennant la redevance
annuelle de 10 francs qui y est stipulée au profit de
la C^o du Nord.

Cette rétribution annuelle de ~~10~~ francs sera payable d'avance à la gare de Dancourt le 1^{er} juin de chaque année sur quittance dressée par le Service du Contentieux et du Domaine. La rétribution de la 1^{re} année sera exigible aussitôt après l'approbation des présentes.

La commune de Lin-le-Noble restera chargée exclusivement des risques de dégradation que les installations électriques occasionnent dans l'enceinte du chemin de fer par suite du passage des trains ou pour toute autre cause, elle ne pourra réclamer ni à chef aucune espèce d'indemnité quant bien même des dégradations qui seraient ainsi survenues entraîneraient une interruption plus ou moins longue dans le fonctionnement des lignes électriques.

2 Elle assumera la responsabilité directe des dégâts ou dommages que des installations électriques causeraient ~~aux~~ dans l'enceinte du chemin de fer elle remboursera à la C^{ie} du Nord sur présentation des factures le coût en principal et accessoires des réparations

3 Elle assurera également la responsabilité directe des accidents qui seraient occasionnés dans l'enceinte du chemin de fer par la chute des dites installations ou autrement, elle en pourra faire son affaire personnelle des réclamations que les agents, ouvriers du chemin de fer ou toutes autres pourraient élever contre la C^{ie} du Nord, à raison de ces accidents ou de leurs suites.

4 Pendant la durée des travaux d'installation ou d'entretien que la C^{ve} de L^{re} le Noble aura ou pourra avoir à faire exécuter dans l'enceinte de chaque dépôt, l'ab^{de} de

Nord fera protéger les ouvriers contre la circulation des
trains et contre les manœuvres, aux frais de la dite
Commune qui devra ^{lui} rembourser la présentation des
factures le coût de cette surveillance, en ce compris une
majoration de 15% pour frais généraux;

§ La dite commune devra également rembourser à l'Etat une majoration de 10 pour frais généraux, les dépenses qui pourraient être occasionnées à cette dernière par la surélévation, le déplacement ou toute modification quelconque des lignes électriques du chemin de fer ou de l'Etat, si ~~c'est un cas~~ qui serait reconnu nécessaire.

5 La C^{me} de lui le Noble ne pourra céder son droit aux présentes sans le consentement exprès et par écrit de la C^e de Nord

7. Nonobstant la durée ci-dessus fixée, la Compagnie du Nord se réserve la faculté d'obliger la C^{ie} de S^{te} L^{az} à déplacer ou modifier ses installations électriques dans l'encainte du chemin de fer, comme aussi de faire cesser l'effet des présentes purement et simplement, si les conducteurs de la dite C^{ie} occasionnent à l'occasion quelque trouble dans le fonctionnement ~~électrique~~ ~~des~~ ~~la~~ ~~trajet~~ des installations électriques du chemin de fer ou si les besoins ou l'intérêt du service du chemin de fer viennent à l'exiger, ce dont elle demeurera seule juge. Il lui suffira de prévenir la Compagnie N. S. L. - N. par simple lettre 48 heures à l'avance.

Les frais de déplacement, modification ou suppression des conducteurs électriques ~~etc~~ seront en ^{cas} à la charge de la Commune de St O Noble

Conformément à l'article Nord se réserve la faculté d'obliger la l^{re} de L. n^o 10 de l'arrêté préfectoral involt⁺ à déplacer ou modifier ses installations électriques dans l'encaint du chemin de fer, comme aussi de faire cesser l'effet des présentes pourvu

Les frais de timbre et l'enregistrement des
présentes seront à la charge de la commune de
Sen le Noble qui devra justifier de l'accom-
plissement de cette dernière formalité dans le
délai de 3 jours à compter du jour de l'approbation
administrative

Fait double à Paris le 24

COMPAGNIE
du
CHEMIN DE FER
du Nord

Arras, le 28 Mai 1902.

TRAVAUX ET SURVEILLANCE

Réponse à la lettre

N° _____

Monsieur le Chef du Contentieux,

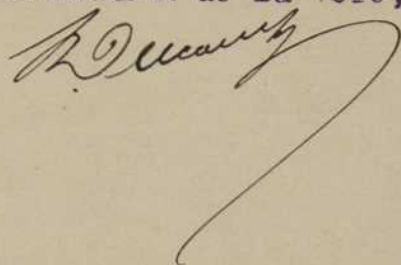
En réponse à votre lettre N°V

du 15 courant, j'ai l'honneur de vous informer que la commune de Sin-le-Noble a installé depuis un certain temps déjà les deux lignes d'énergie électrique qui ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 1^{er} de ce mois.

La redevance pourrait courir du 1^{er} Juin prochain.

Votre bien dévoué,

L'INGENIEUR de la Voie,



Monsieur RAMOND de la Croisette, Chef du Contentieux et du Domaine, à Paris.

1/mai

Mon cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire
une fois savoir à quelle date
la Commune de Lou-la-Neuve
se propose de faire passer au
village de nos vœux le long
ligne d'énergie électrique qui
serait l'objet de l'arrêté
prefectural du 1^{er} mai.

Ce renseignements m'ont été
communiqués pour faire préparer
la suite à intervenir.

Agnez. Mon cher Monsieur
l'assurance de mes sentiments
dévoués
Le Chef du Canton de Lou-la-Neuve

Ambroise Descombes
Ingénieur de la voie
de Lou-la-Neuve

12 Avril

2

Monsieur l'Ingénieur en Chef

N^o 24 Mars dernier, vous avez bien voulu me communiquer sous bordereau N^o 2457^r une pétition de M. le Maire de Sir-le-Noble, tendant à obtenir, pour sa commune, l'autorisation d'installer au dessus des rails de la ligne de Douai à Valenciennes : 1^{re} - aux abords du P.N. N^o 154 sur la Route Nationale 43 de Bouchain à Calais; 2^{de}, à 100^m au delà, au droit de la rue de la Croix, deux lignes d'énergie électrique destinées à l'éclairage public.

Vous desirez connaître mes observations,

J'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas d'objection à ce que cette demande soit accueillie favorablement aux conditions ci-après que le pétitionnaire a d'ailleurs accepté :

1^{re} - M. le Maire de Sir-le-Noble se conformera aux lois et règlements sur la police des chemins de fer et aux instructions des agents de la C^{ie} du Nord;

Monsieur Bourquelot, Ingénieur en Chef du Contrôle.

M. se
la Ramon
brois elle

2°. Il se pourvoira, avant tout commencement d'exécution auprès des autorités compétentes, de toutes les autorisations nécessaires, et remplira, sans aucune intervention de la C^{ie} du Nord, toutes les obligations prévues par la loi du 25 juin 1895 et la circulaire ministérielle du 6 Septembre 1898 ;

3°. Il établira à ses frais, risques et périls, sous la surveillance des agents de la C^{ie} du Nord, les batteurs de conducteurs d'énergie électrique de manière qu'ils franchissent le chemin de fer en une seule portée, au moyen d'appuis suffisamment élevés et solides, jetant de chaque côté des voies, en dehors des limites de la C^{ie} et, au minimum, à 2^m de la clôture ; le point le plus bas du conducteur le moins élevé ne sera pas à moins de 2^m au dessus du fil le plus élevé des lignes électriques établis dans les limites du chemin de fer, dans tous les cas, à moins de 6^m 50 au dessus du rail ;

4°. Il supportera entièrement les frais occasionnés par la modification ou le déplacement, s'il y a lieu, des lignes électriques de la C^{ie} et de l'Etat ;

5°. Afin de protéger, en cas de rupture, les fils électriques établis dans l'enceinte du chemin de fer, de tout contact avec les conducteurs d'énergie électrique, il installera aux points de croisement un dispositif de garde dont le projet sera préalablement soumis à la C^{ie} du Nord ;

6°. - Il munira ses poteaux : a. de chaque côté, d'une plaque en tôle incastellée portant l'inscription "Défense de toucher à ces fils il y a danger" ; b. de croues artificielles jusqu'à 2^m50 de hauteur au dessus du sol ;

7°. - Il assumera l'entière responsabilité des dégâts ou accidents qui pourraient être occasionnés dans l'intimité du chemin de fer par le fait de ses installations et ne pourra prétendre à aucune indemnité si les conducteurs venaient à être avariés par suite du passage des trains ou pour toute autre cause. Lors même qu'il résulterait de ces avaries une interruption plus ou moins longue dans le service de distribution

8°. - Il réserva à l'Administration, comme à la C^{ie}, le droit d'exiger à toute époque et pour quelque cause que ce soit, soit le déplacement, soit même l'enlèvement des conducteurs, un mois après avis donné par simple lettre et sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité ; il aura, de son côté, la faculté de faire cesser l'effet des présentes en prévenant la C^{ie} quinze jours à l'avance ;

9°. - Il remettra les lieux en leur état primitif dans le délai ci-dessus fixé si la présente autorisation venait à lui être retirée ;

10°. - Il préviendra les Services Electriques de la C^{ie} au moins 48 heures à l'avance avant d'entreprendre la

Prefecture du département de la SOMME

Liens d'Amiens à Tergnier

Commune de Chaulnes

Le Syndicat intercommunal
de distribution d'énergie
électrique de la région de
Chaulnes pétitionnaire.

A R R E T E

L. 801.

Le Préfet du département de la Somme,
Vu la pétition sans date présentée par M. Boinet
Président du Syndicat intercommunal de distribution
d'énergie électrique de la région de Chaulnes demeur-
rant à Amiens 19 rue Duminy, en vue d'établir en
travers du Chemin de fer d'Amiens à Tergnier, au km
37,614, sur le côté, vers Tergnier du P.N. 19 (gare de Chaul-
nes) une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie
faisant partie de la concession en instance;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition pré-
citée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novem-
bre 1917 sur la police, la sûreté et l'exploitation des
chemins de fer.

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27
février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en
date du 3 avril 1908, portant règlement d'administration
publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté tech-
nique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30
avril 1924,

Vu les observations en date du 29 septembre 1926 de la
Compagnie du chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes,
chargé du département de la Somme.

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Con-
trôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord et de
M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'éner-
gie électrique dans le département de la Somme.

A R R E T E :

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat intercommunal de distri-
bution d'énergie électrique de la région de Chaulnes faisant
élection de domicile à Amiens, 19 rue Duminy, est autorisé
à établir au travers du chemin de fer d'Amiens à Tergnier
au km. 37,614, sur le côté vers Tergnier, du P.N. 19 une
canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant
porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par
seconde, d'une intensité efficace de vingt ampères et pré-
sentant une tension efficace entre conducteurs de quinze
mille volts à charge par lui de se conformer aux conditions
du présent arrêté aux règlements concernant la police des
chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en
exécution de la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle
du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du
30 avril 1924.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les
voies sous un angle de 65° par une travée unique de 55
mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant
une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilo-
grammes par millimètre carré de section.

M. Ramond
si la Croisette

pose des conducteurs dans la traversée du chemin de fer et pour toutes les réparations à effectuer en ces mêmes points;

11^e. - Il rembourse à la C^e ses factures majorées de 15 % pour frais généraux les dépenses de surveillance spéciale qu'elle croirait devoir exercer dans l'intérêt de la sécurité de son exploitation ou pour la protection de ses ouvrages, sans que cette protection puisse engager la responsabilité de la C^e et diminuer la somme qui restera pleine et entière;

12^e. - Les ouvriers ne pourront d'ailleurs accéder sur le chemin de fer ou en sortir qu'en suivant les itinéraires qui seront indiqués par les agents de la C^e;

13^e. - Il devra, en vue de constater le caractère primaire de l'autorisation, une redevance fixe et annuelle de dix francs (10^f) (5^f par traversée)

Dès que M. le Maire de Sin-le-Noble sera en possession de l'autorisation administrative, il devra se mettre en rapport avec le Chef du Domaine de notre C^e pour la réalisation de la convention à intervenir.

Je vous retourne le dossier communiqué.

J'annexe à la présente un plan des lieux.

Veuillez, Monsieur l'Ingénieur en Chef, agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

POUR COPIE CONFORME

45 AVR. 1902

L'Ingénieur principal
Chef du Service Central de la Voie,

[Signature]

Ligne

Plan

Route N. le N. 43

Toteau n. 42⁰⁰

Ligne

Ligne n. la Comp

Douai

N. 104

Ligne n. J. Etal

de Bouchain

94. Hamon la Croix

Secteur électrique de Billy-Montigny

N° du Dossier

116647

Chemin de Fer du Nord

Domaine

9/55

N. T.

Locations

Nom du Locataire } et extensions } à Billy-Montigny
Secteur électrique de Billy-Montigny } P. de C.Désignation : Installation électrique aérienne sous le P.I. situé au Km 211/511
sur le territoire de la Commune de Tallaumines

Date du 29 Novembre 1929

Sens à Ostricourt

Receveur Billy Montigny

Commencement du Bail 1^{er} Décembre 1929

Fin du Bail

1950.

Loyer annuel

85 francs

Échéance et Paiement des Loyers

Échéances		Sommes Dues	Numéros Des Quittances	Échéances		Sommes Dues	Numéros Des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} X ^h 1929	30 ^q 1936	95.45	19105	X ^h annués			
" 1936	" 1937	85.50	23025				
" 1937	" 1938	85.50	22906				
" 1938	" 1939	85.	21490	P. 29/3/39			
Fiche faite							

EDF M Secteur électrique de Billy-Montigny à Billy-Montigny (P. de F.)

Echéance.

X⁶

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6

Produits NT

9930 16

DOSSIER N° 116.647

Désignation: Canalisation électrique
aérienne sous le p-T situé au
kil 211.541 sur le territoire de la Cne de Lallaumiers

Traité du 1^{er} Décembre 1929 au 1950

Redevance annuelle: 85f.

Billy-Montigny

Libellé de la quittance: Redev. du 1^{er} X⁶ 19... au 30 9⁶ 19...
Canal^{on} électr. aérienne au km 211.541 (Lans à Ostricourt)

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
1 ^{er} X ⁶ 1939	30 9 ⁶ 1940	85	21.224	
1 ^{er} " 1940	30 " 1941	85	7.469	
1 ^{er} " 1941	30 " 1942	85	24.152	
" 1942	" 1943	85	24.171	
" 1943	" 1944	85	11.526	
" 1944	" 1945	85	9.005	
" 1945	" 1946	85	5833	
" 1946	" 1947	85	8662	
" 1947	" 1948	85	6690	
" 1948	" 1949	85	18759	
" 1949	" 1950	85	26918	
redv. anu à 50				

2623

n° 5444

13 DEC. 1929



A.P.
CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne
de LENS à OSTRICOURT

Commune de SALLAUMINES

Secteur Electrique de
BILLY-MONTIGNY
Pétitionnaire.

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

ARRETE



E. N° 1924

Le Préfet du Département du Pas-de-Calais,
Vu la pétition en date du 15 Mai 1929 présentée par M. Louis DELATTRE, agissant au nom et comme administrateur délégué du Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY dont le siège social est à BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais), en vue d'établir, en travers du chemin de fer de LENS à OSTRICOURT, sous le P.I. situé au km. 211,511 sur le territoire de la Commune de SALLAUMINES, une canalisation électrique aérienne de 1ère catégorie 220/127 volts faisant partie du Réseau de distribution B.T. de la dite Commune;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du 29 Juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 Avril 1927;

Vu les observations en date du 9 Septembre 1929 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du PAS-de-CALAIS;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du PAS-de-CALAIS.

ARRETE:

Article premier - Le Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY, dont le siège social est à BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais), est autorisé à établir au travers du chemin de fer de LENS à OSTRICOURT, sous le P.I. situé au km 211,511, sur le territoire de la commune de SALLAUMINES, une canalisation électrique aérienne de 1ère catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 20 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/127 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Article 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous le P.I. Km. 211,511 par 3 travées ayant respectivement 9m40, 6m40 et 7m90 d'ouverture.

Les supports de la traversée au nombre de 4 seront constitués par 2 fers U de 60x30x6 assemblés au moyen de boulons, présentant une résistance minimum à la rupture de 45kg par cm².

Ils seront scellés sur la cuîée, côté OSTRICOURT : 2 à 4m00 et 2 à 4m45 de hauteur au-dessus du sol.

Cet arrêté nous a été remis par les S. E. sur notre demande. en Janvier 1936
Démarche faite par M. Rieu

Les laminés de support de la canalisation seront scellés dans la maçonnerie de la culée au-dessous du sommier général établi sous les abouts des poutres du tablier.

Les isolateurs, à double cloche en porcelaine, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées directement sur les supports.

La canalisation sera formée de 5 conducteurs isolés en cuivre de haute conductibilité présentant une résistance minimum à la rupture de 44 kilogrammes par millimètre carré.

3 des conducteurs auront, chacun, une section de 28mm² et les 2 autres respectivement une section de 19 et 12mm². Ils seront disposés parallèlement et espacés, deux à deux, de quinze centimètres.

La canalisation en câbles isolés se prolongera de part et d'autre de l'ouvrage jusqu'aux poteaux voisins placés en dehors de l'emprise du chemin de fer.

Les scellements à effectuer dans la maçonnerie de l'ouvrage pour la pose de la canalisation seront exécutés et entretenus par les soins et aux frais, risques et périls, du Secteur permissionnaire, suivant les indications et sous la surveillance des agents du Chemin de fer du Nord de façon à ne pas nuire à la conservation de l'ouvrage.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "câbles électriques 220 volts" seront placées et entretenues aux extrémités de l'ouvrage par la Compagnie du Chemin de fer du Nord aux frais du Secteur permissionnaire.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des interrupteurs, disjoncteurs et parafoudres placés, savoir: en amont: au poste de transformation à 300^m de la traversée.

Un dispositif de protection sera établi contre tout contact éventuel avec les lignes électriques existant le long de la voie ferrée, dans des conditions agréées par la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Le Secteur permissionnaire prendra en outre toutes mesures utiles pour garantir la sécurité des dites lignes électriques, notamment si la pratique démontrait que le dispositif de protection adopté présentait quelques inconvénients ou était jugé insuffisant. Le secteur permissionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et, éventuellement, de modification de ce dispositif.

Le Secteur permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à DOUAI et M. le Chef de District en résidence à LENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et entretiens ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Secteur permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du

du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par ladite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Secteur permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc..... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Secteur permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 12% pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - Le Secteur permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 85 francs.

Article 6 - Le Secteur permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Secteur permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

*Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord*

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1^o - A M. le Maire de la Commune de SALLAUMINES;
- 2^o - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY;
- 3^o - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4^o - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du PAS-de-CALAIS.

Paris, le 9 DEC. 1929

L'Ingénieur en Chef Ad.

(Signature)

Fait à ARRAS, le 29 NOV. 1929

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général Délégué
(Signature) Laban

116647 D.

23 Mars 9

Billy-Montigny

21190 85°.

Veuilly 2 - le Secteur Electrique de Billy-Montigny

Electricité

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION NORD
COMPTABILITÉ SPÉCIALE
MANDAT N°
09184

(1)
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région NORD
Service du DOMAINE

ORDRE DE RECouvreMENT

M. le Chef de gare de **BILLY-MONTIGNY**
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débitteur

SECTEUR ELECTRIQUE DE BILLY-MONTIGNY
& EXTENSIONS
à BILLY-MONTIGNY (P.de.C)

la somme totale de : **QUATRE VINGT CINQ FRANCS**
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N°21.490

Redevance du 1er Décembre 1938 au 30
Novembre 1939- Canalisations électriques
aériennes sous le P.I.kil.2II/5II (Lans
à Ostricourt)

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le **16/12/38**

sous N° **3**

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

DIRIGÉ SUR :

le

VU ET ARRÊTÉ :

BON A ENCAISSER

Le Chef de la Comptabilité Spéciale
de la Région du Nord

Total

85

CERTIFIÉ PAR
Le **Chef du Service du Domaine**
5 DEC 1938

- (1) Référence de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de la Comptabilité directrice.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice.

Le 18-1-39

Monsieur le Chef
des Services Financiers.
Comptabilité Spéciale de la
région du Nord.
Paris.

J'ai l'honneur de vous retourner
l'ordre de recouvrement N° 09484
du 1^{er} décembre 1938. au nom du
Directeur Régional de Billy Montigny.
en prenant credit de son montant
soit la somme de 87 francs
Votre note F2. CR N° du 43 et
Ci-joint lettre de cette Société donnant
les motifs du non encaissement

Votre respectueux et dévoué

J. Leclerc de Gare



S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITÉ SPÉCIALE

de la Région Nord

Monsieur le Chef de Gare

de: BILLY-MONTIGNY

PARIS, le 13 JANVIER 1939

F2-Cr-N°

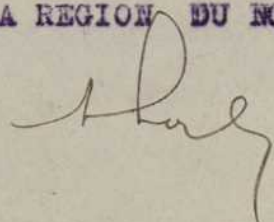
Je vous ai adressé sous lexN° 9.184
un Ordre de recouvrement de Frs 85.00 au nom
de: SECTEUR ELECTRIQUE DE BILLY-MONTIGNY et
EXTENSIONS à BILLY-MONTIGNY

Cette pièce ne m'étant pas parvenue
veuillez, me l'adresser si la somme est encaissée.

Dans le cas contraire, prendre crédit
sur la Caisse Régionale par 86bis, sans omettre de
joindre le dit Ordre de recouvrement et d'indiquer
le motif de non encaissement.

LE CHEF DE LA COMPTABILITE SPECIALE

DE LA REGION DU NORD Ffons



Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 3m00 x 1,50 x 2,50 de hauteur.

Ils auront seize mètres de hauteur au-dessus du sol et seront placés: celui côté gauche dans l'emprise du chemin de fer, celui de droite à 13m.00 en dehors de l'emprise du chemin de fer et à deux mètres au moins des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies ou dans les emprises.

Les isolateurs à triple cloche en verre seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de neuf fils nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés deux à deux d'au moins 70 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2m au moins au dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer ou dans les emprises.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1924 seront des interrupteurs placés, en amont et à 330m de la traversée.

Chacun des supports et à 50m au moins des isolateurs dans la portée de la traversée sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M. le Chef de Section en résidence à Chaulnes et M. l'Inspecteur des Services Electriques en résidence à Amiens, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat

permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger, pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc...exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 16 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique payera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de quarante francs.

Article 6 - Le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - M. le Maire de la Commune de Chaulnes
- 2° - M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique chargé de la notifier à M. Boinet, Président du Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes.
- 3° - M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord.
- 4° - M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Fait à Amiens le 14 janvier 1927

Pour le Préfet
et par délégation
signé: Combes

Ampliation transmise
à la Cie du Nord

Paris, le 24 janvier 1927
L'Ingénieur en Chef adjoint,
signé:

8 Décembre 1938.

Direction

2-

291
Cue du Nord

Monsieur le Directeur
des Services Financiers de la Société
Nationale des Chemins de Fer
Français
Région Nord
Service du Domaine
PARIS

Monsieur le Directeur,

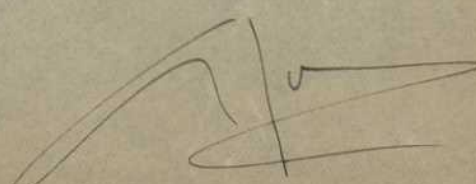
Par lettre n° 21490 en date du 7 décembre, vous me demandez de bien vouloir verser à la gare de Billy-Montigny une somme de 85 francs pour frais de redevances du 1er décembre 1938 au 30 Novembre 1939 pour le passage d'une canalisation électrique aérienne sous le P.I. kil. 211/511 (Lens à Ostricourt) -

Vous n'ignorez pas que le Conseil d'Etat a déjà rendu plusieurs arrêts dont le dernier - en date du 29 avril 1938 - confirmait - sur interprétation de l'article 69 du décret du 29 Juillet 1927, à savoir que cet article ne permettait pas de mettre à la charge du nouveau concessionnaire traversant une concessions préexistante, le paiement de sommes qui - en l'absence de dommages constatés - ont le caractère de redevances -

En présence de ce fait, je vous serais obligé de bien vouloir accepter la suppression de la redevance précitée puisque - de toute façon - les réparations pour tous dommages pouvant être causés à vos installations par notre fait - restent à notre charge -

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués -

LE DIRECTEUR.



Copie pour Monsieur MEESEMAECKER (Domaine)
pour le tenir au courant.

16 MARS 1939

Monsieur,

V.B./N dl. 70

Par lettre 2-291 du 8 Décembre 1938, vous avez demandé, en vous basant sur les arrêts du Conseil d'Etat du 2 Mars 1934 et du 29 Avril 1938, la suppression de la redevance annuelle perçue par la S.N.C.F. - Région du Nord - pour la traversée du chemin de fer de Lens à Ostricourt sous le P.I. Kilm. 211.511, à Sallaumines, par une canalisation électrique aérienne appartenant à votre Société.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces arrêts du Conseil d'Etat ne visent que des canalisations souterraines établies dans le trottoir de passages supérieurs et sans aucun point de contact avec les ouvrages.

Or, la traversée appartenant à votre Société est aérienne et prend appui sur l'une des culées de l'ouvrage du chemin de fer.

Dans ces conditions, il ne peut être envisagé

de faire

Monsieur le Directeur
du Secteur Electrique de Billy-Montigny et Extensions,
à BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais).

de faire application à cette traversée des arrêts
suevisés.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de
ma considération distinguée.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments,

Signé: GUILLAUME

POUR COPIE CONFORME

16 MAR 1939

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
CHEF DU SERVICE CENTRAL VOIE

Guillaume

COMMUNIQUE à Monsieur VIGIER,

Et le priant de me faire savoir si cette canalisation rentre bien dans les catégories des installations visées par l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 Mars 1934 et si nous devons cesser la perception de la redevance.

modification
Dans l'affirmative, il y aurait lieu de provoquer le retrait de l'Arrêté préfectoral.

Le 15/12/1938

LE CHEF DE LA SUBDIVISION DES EXPROPRIATIONS,

(Lettre du Secteur Electrique de Billy-Montigny & Extensions du 8 Décembre 1938, demandant la suppression de la redevance)

G/AG

SECTEUR ÉLECTRIQUE
DE
BILLY-MONTIGNY & EXTENSIONS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.000.000 FRANCS

TÉLÉPHONE :
N°28 à BILLY-MONTIGNY

SIÈGE SOCIAL
BILLY-MONTIGNY

R.C. BÉTHUNE N°B 558
CHÈQUES POSTAUX : LILLE N°21027

RÉFÉRENCE À RAPPELER

Direction

2-

42

BILLY-MONTIGNY, LE
(PAS-DE-CALAIS)

7 Février 1936.

Monsieur le Chef Honoraire
du Contentieux Chef du Service du Domaine
de la Cie du Chemin de fer du Nord
18- rue de Dunkerque

PARIS

10°

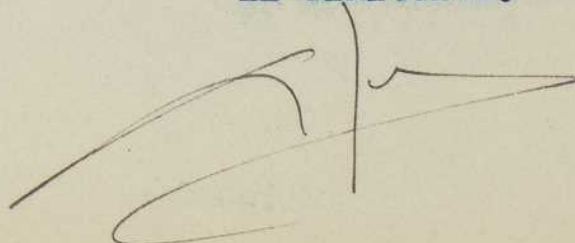
Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 6 courant relative aux frais d'occupation du domaine du chemin de fer sous le P.I. situé au point kilométrique 2II/5II de la ligne de Lens à Ostricourt -

Je vous remercie des renseignements que vous voulez bien me fournir et vais demander à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais de bien vouloir me faire parvenir un duplicata de son arrêté en date du 29 Novembre 1929.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués -

LE DIRECTEUR.



II6.647.V.

5 Février

6.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 1er courant, j'ai l'honneur de vous informer que, contrairement à ce que vous pensez, la canalisation aérienne de 1ère catégorie installée par votre Société à la traversée des voies de la ligne de Lens à Ostricour sous le P.I. situé au point kilométrique 2II/5II, a bien fait l'objet d'un arrêté pris par Monsieur le Préfet du Département du Pas-de-Calais à la date du 29 Novembre 1929.

Cet arrêté, que Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique a dû vous notifier, précis en son article 5 que le Secteur permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 85 francs.

Cette indemnité a été calculée en tenant compte des prescriptions de la circulaire de Monsieur le Ministre des Travaux Publics en date du 14 Mai 1922, soit une indemnité fixe de 25 francs augmentée de 15 francs pour chaque support scellé dans l'ouvrage du chemin de fer.

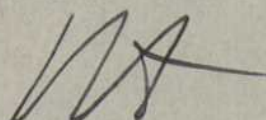
Monsieur le Directeur
du Secteur Electrique
de Billy-Montigny et Extensions,
BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais).--

.....

Je n'ai pas connaissance que votre Société paie depuis 1929, une autre redevance annuelle pour la traversée en question et je vous serais très obligé de vouloir bien me donner quelques précisions à ce sujet, si toutefois il s'agit bien de l'occupation du Domaine Public du Chemin de fer.

Agréé, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

LE CHEF HONORAIRE DU CONTENTIEUX,
CHEF DU SERVICE DU DOMAINE.



G/AG

62-025
SECTEUR ÉLECTRIQUE
DE
BILLY-MONTIGNY & EXTENSIONS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.000.000 FRANCS

TÉLÉPHONE :
N°28 A BILLY-MONTIGNY

SIÈGE SOCIAL
BILLY-MONTIGNY

R.C. BÉTHUNE N°B.556
CHÈQUES POSTAUX : LILLE N°21027

RÉFÉRENCE À RAPPELER

BILLY-MONTIGNY, LE
(PAS-DE-CALAIS)

1^{er} Février 1936.

Direction

2- 70

*Curatier
du 14 mai 1922
Série B. n° 34*

Monsieur le Chef Honoraire du
Contentieux Chef du Service du Domaine
de la Cie du
Chemin de fer du Nord
18 - rue de Dunkerque - 18

PARIS

Monsieur,

Notre Caissier a payé ce jour - par erreur - une
quittance n° I9I85 d'un montant de 595,frs 75 se référé-
rant à une redevance du 1^{er} décembre 1929 au 30 Novembre
1936 pour canalisation électrique aérienne sous le P.I.
Km 2II/5II à Sallaumines -

Cette quittance a été présentée sans avis préalable.
Les redevances pour occupation du domaine du chemin
de fer sont fixées par arrêté préfectoral; nous ne pen-
sons pas qu'un tel arrêté soit intervenu car nous ne pos-
sédons - dans nos archives - aucun original ou duplicata
de cet arrêté -

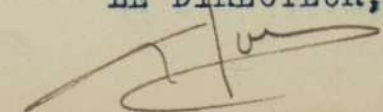
Nous payons depuis 1929 une redevance annuelle
pour frais d'occupation du domaine public pour cette tra-
versée, ce paiement est incompatible avec celui que vous
nous réclamez pour le même objet et si tardivement -

D'autre part, les tarifs prévus pour l'occupation
du domaine du chemin de fer sont habituellement moins
onéreux (redevance annuelle de 32,frs à Ostricourt et
25,frs à Courrières). Dans ces deux cas, la traversée
emprunte effectivement le domaine du chemin de fer en
cable souterrain -

Etant donné les bonnes relations qui existent
avec votre Compagnie, nous serions très heureux de voir
ce litige réglé amiablement -

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance
de notre considération distinguée -

LE DIRECTEUR,



28 de file -

+ 15 per support important dans les entreprises

Page

Compagnie du Chemin de fer du Nord,

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre

CONTENTIEUX ET DOMAINE

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

PARIS, le 22 janvier 1910

N° I-514 V

Monsieur le Directeur,

Par votre lettre L. N. 6 du 27 courant,
vous avez bien voulu me faire savoir
que le Secteur Electrique de Bill. Marais
avait installé, le 29 novembre dernier,
une canalisation électrique aérienne
n° 120/107 de la ligne de Paris à
Ostricourt.

J'ai l'honneur de vous prier de
bien vouloir me confirmer qu'il
s'agit de la canalisation, à catégorie
220/107 volts établie sous le P. I. N° 100
au kil. 211,50 de la dite ligne, terri-
toire de la commune de Villamontres.

Monsieur Oger,
Ingénieur de la Voie à Arras

VBNGX
83440 D2

12 Cont 41

onieur,

40 francs
15 décembre 1940 14 décembre 1941 à redevance
une canalisation électrique aérienne au
P.M. 19, km. 37/614, de la ligne d'Amiens à Bernier

en un mandat à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef du Domaine - SNCF Région Nord
16, rue de Dunkerque Paris (40^e)

onsieur

Monsieur le Président du Syndicat de Distribution
d'Energie Electrique de la Région de Chaumes
à Chaumes (Somme)

Chlorine

et pour laquelle j'ai reçu le projet
d'arrêté.

Votre bien dévoué
Le Chef du Contentieux et du Domaine

[Signature]

Oras, le 30 Janvier 1930

N°

I. 06.

Mon cher Monsieur,
(M. Orbelet)

Je vous confirme qu'il s'agit
bien de la canalisation établie
sous le P.I. Km 21/5¹¹ de la
ligne de Lens à Ostricourt.

Votre bien dévoué,

L'Ingénieur de la Voie,

[Signature]

ARRAS, le 27 Janvier 1930.

N

T.V.6.

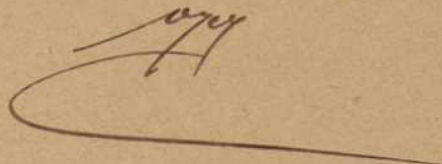
Ligne de Lens à Ostricourt.
Commune de Sallaumines.
Canalisation électrique
aérienne de 1ère catégorie
Km 220/127.

Mon Cher Monsieur,

Secteur Electrique de
Billy Montigny.
pétitionnaire.

J'ai l'honneur de vous informer que la canalisation
électrique aérienne de 1ère catégorie, prévue à installer
par le Secteur ~~de~~ ^{211/511} Electrique de Billy Montigny au point
kilométrique 220/127 de la ligne de Lens à Ostricourt
est établie depuis le 29 Novembre dernier.

Votre bien dévoué,
L'Ingénieur de la Voie.



Monsieur ARBELET, Chef du Service du Contentieux et du Domaine, PARIS.

Monsieur ARBELET, Chef du Contentieux
et du Domaine.

A.P.
CHEMIN DE FER DU NORD

Ligne
de LENS à OSTRICOURT

Commune de SALLAUMINES

Secteur Electrique de
BILLY-MONTIGNY
Pétitionnaire.

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU PAS-de-CALAIS

PROJET d' ARRETE

E. N° 1924

Le Préfet du Département du Pas-de-Calais;

Vu la pétition en date du 15 Mai 1929 présentée par M. Louis DELATTRE, agissant au nom et comme administrateur délégué du Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY dont le siège social est à BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais), en vue d'établir, en travers du chemin de fer de LENS à OSTRICOURT, sous le P.I. situé au km. 211,511 sur le territoire de la Commune de SALLAUMINES, une canalisation électrique aérienne de 1ère catégorie 220/127 volts faisant partie du Réseau de distribution B.T. de la dite Commune;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du 29 Juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, en date du 30 Avril 1927;

Vu les observations en date du 9 Septembre 1929 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du PAS-de-CALAIS;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du PAS-de-CALAIS.

ARRETE:

Article premier - Le Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY, dont le siège social est à BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais), est autorisé à établir au travers du chemin de fer de LENS à OSTRICOURT, sous le P.I. situé au km 211,511, sur le territoire de la commune de SALLAUMINES, une canalisation électrique aérienne de 1ère catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 20 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/127 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927.

Article 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous le P.I. Km. 211,511 par 3 travées ayant respectivement 9m40, 6m40 et 7m90 d'ouverture.

Les supports de la traversée au nombre de 4 seront constitués par 2 fers U de 60x30x6 assemblés au moyen de boulons, présentant une résistance minimum à la rupture de 45kg par m/m².

Ils seront scellés sur la culée, côté OSTRICOURT : 2 à 4m00 et 2 à 4m45 de hauteur au-dessus du sol.

.....

Les laminés de support de la canalisation seront scellés dans la maçonnerie de la culée au-dessous du sommier général établi sous les abouts des poutres du tablier.

Les isolateurs, à double cloche en porcelaine, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées directement sur les supports.

La canalisation sera formée de 5 conducteurs isolés en cuivre de haute conductibilité présentant une résistance minimum à la rupture de 44 kilogrammes par millimètre carré.

3 des conducteurs auront, chacun, une section de 28mm^2 et les 2 autres respectivement une section de 19 et 12mm^2 . Ils seront disposés parallèlement et espacés, deux à deux, de quinze centimètres.

La canalisation en câbles isolés se prolongera de part et d'autre de l'ouvrage jusqu'aux poteaux voisins placés en dehors de l'emprise du chemin de fer.

Les scellements à effectuer dans la maçonnerie de l'ouvrage pour la pose de la canalisation seront exécutés et entretenus par les soins et aux frais, risques et périls, du Secteur permissionnaire, suivant les indications et sous la surveillance des agents du Chemin de fer du Nord de façon à ne pas nuire à la conservation de l'ouvrage.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "câbles électriques 220 volts" seront placées et entretenues aux extrémités de l'ouvrage par la Compagnie du Chemin de fer du Nord aux frais du Secteur permissionnaire.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927 seront des interrupteurs, disjoncteurs et parafoudres placés, savoir: en amont: au poste de transformation à 300^m de la traversée.

Un dispositif de protection sera établi contre tout contact éventuel avec les lignes électriques existant le long de la voie ferrée, dans des conditions agréées par la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Le Secteur permissionnaire prendra en outre toutes mesures utiles pour garantir la sécurité des dites lignes électriques, notamment si la pratique démontrait que le dispositif de protection adopté présentait quelques inconvénients ou était jugé insuffisant. Le secteur permissionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et, éventuellement, de modification de ce dispositif.

Le Secteur permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques en résidence à DOUAI et M. le Chef de District en résidence à LENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et entretiens ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Secteur permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du

du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par ladite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Secteur permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc..... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Secteur permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 12% pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - Le Secteur permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 85 francs.

Article 6 - Le Secteur permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Secteur permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1^o - A M. le Maire de la Commune de SALLAUMINES;
- 2^o - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Secteur Electrique de BILLY-MONTIGNY;
- 3^o - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4^o - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département du PAS-de-CALAIS.

Fait à ARRAS, le

Le Préfet,

POUR COPIE CONFORME

23 NOV 1929

L'INGENIEUR PRINCIPAL
CHIEF DU SERVICE CENTRAL

V. 1961

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

DOMAINE

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

VBN-gx
N° 116647 D.

Paris, le 23 Mars 1939

Monsieur le Chef de Gare,

à Billy-Montigny

Je vous adresse sous ce pli, la quittance
N° 21490 de 85^{fr}, que vous avez renvoyée
impayée.

Veuillez inviter M le Lecteur Électrique de Billy-Montigny
à la retirer à bref délai

Dès que vous aurez encaissé le montant,
majoré de 0 fr. 90 pour frais de poste dûs à mon Service,
veuillez, je vous prie, le verser par Etat 451 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Le Chef de la Subdivision des Expropriations
et du Domaine
Guillaumet

BILLY MONTIGNY

le 29 Mars 1939

Monsieur le Chef de Gare
du Domaine
98 Rue de Dunkerque
Paris.

Votre note VBN gx n° 116647 D
du 28 courant.

J'ai l'honneur de vous faire
connaître que le Lecteur Électrique
de Billy-Montigny vous a réglé
le somme de 85 francs que nous
avons par état n° 451 à la
date de ce jour 29 courant

Très respectueusement et dévoué

Le Chef de Gare

Chiquet

Secteur Electrique ^{EDF} *de Billy-Montigny et*
Chemins de Fer du Nord *Extensions*
N° du Dossier
115724 *et*
Domaine

115724

Chemin de Fer du Nord

Domaine

Locations

Montigny (Poc)

Tom du Locataire Secteur Electrique de Billy-Montigny et Extensions à Billy -
 Désignation Canalisations électriques aériennes au P. N° 225/194
 (abords du P. N° 114) sur le territoire de la Cité de Courrières.

Hénin. Piéard à Doy

Receveur Billy Montigue

Commencement du Bail

15 April 1995

Fin du Bail

1956

Revenu annuel =

25 paves.

Echéance et Paiement des Loyers

Echéance		Sommes	Nombres	Echéance		Sommes	Nombres
Du	au	Dues	des Quittances	Du	au	Dues	des Quittances
15 Avril 1935	14 Avril 1936	25.25	11530				
" 1936	" 1937	25.25	11.520				
" 1937	" 1938	25.25	10237				
" 1938	" 1939	25.10	9.523				

Fiche

CHEMIN DE FER
DU NORD

65.164
COPIE N°
PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Ligne ~~de~~ Hénin-Liétard à Don

Commune de COURRIERES

A R R E T E

Secteur Electrique de
Billy-Montigny, pétitionnaire

V.B. Nord n° 3310 E

D.E.E. n° 243

Le Préfet du Département du Pas-de-Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu la pétition en date du 16 octobre 1934
présentée par le Secteur Electrique de Billy-
Montigny et Extensions, dont le siège social
est à Billy-Montigny (Pas-de-Calais) en vue
d'établir, en travers du chemin de fer d'Hénin-Liétard à
Don, au P.K. 225,194 (abords du P.N. n° 111), sur le terri-
toire de la commune de Courrières, une canalisation élec-
trique aérienne de première catégorie, pour l'extension
du Réseau de distribution basse tension de la localité,
Vu l'état de renseignements joint à la pétition préci-
tée,

Vu la loi du 15 juillet 1845, et le décret du 11 Novem-
bre 1917, sur la Police, la sûreté et l'exploitation des
chemins de fer,

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27
février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret du
29 juillet 1927, portant règlement d'administration publique
pour l'application de la dite loi, et l'arrêté technique
de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30 avril
1927;

Vu les observations en date du 8 décembre 1934 de la
Compagnie du chemin de fer du Nord,

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en chef des Télégraphes,
chargé du département du Pas-de-Calais,

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en chef du
Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de
M. l'Ingénieur en chef du Contrôle des distributions d'éner-
gie électrique dans le Département du Pas-de-Calais,

A R R E T E :

Article 1^{er} - Le Secteur Electrique de Billy-Montigny
et Extensions, dont le siège est à Billy-Montigny (P.de C.)
est autorisé à établir, au travers du chemin de fer de la
ligne d'Hénin-Liétard à Don, au P.K. 225,194 (abords du
P.N. 111), sur le territoire de la Commune de Courrières,
une canalisation électrique aérienne de première catégorie,
devant porter du courant alternatif triphasé, à 50 périodes
par seconde, d'une intensité efficace de 30 ampères et pré-
sentant une tension efficace entre conducteurs de 200/115
volts à charge par lui de se conformer aux conditions du
présent arrêté, aux règlements concernant la police des
chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exé-
cution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27
février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril
1927.

Article 2.- La canalisation aérienne franchira les
voies sous un angle de 90°, par une travée unique de dix-
sept mètres cinquante centimètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant
une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilo-
grammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton ayant

MM. Goursat - Cambournac - Arbelet -.-

2m. x 2m. x 1m,80.

Ils auront 13m,20 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors de l'emprise du chemin de fer et à 1m,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à double cloche en porcelaine, seront doublés en parallèle et fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, boulonnés sur les montants des pylônes.

La canalisation sera formée de cinq conducteurs nus, en cuivre électrolytique présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section : -trois de 19,8 et deux de 14,1 mm². Ils seront disposés en nappe verticale et espacés, deux à deux, d'au moins 40 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à deux mètres au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure, installés en vertu des prescriptions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront des interrupteurs de basse tension placés dans le poste de transformation situé à 750 mètres en amont de la traversée.

Le Secteur, permissionnaire, se concertera, au préalable, avec M. l'Inspecteur Divisionnaire des Services Electriques, en résidence à Arras, et M. le Chef de District Principal, en résidence à Hénin-Liétard, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer, que pour les réparations et l'entretien ultérieur de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter, par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Secteur, permissionnaire, demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature, que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur, permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie, pour le compte du Secteur, permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés, par le secteur permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une

majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- Le Secteur, permissionnaire, paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession, et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de vingt-cinq francs.

Article 6.- Le Secteur, permissionnaire, devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer, à ses frais, le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Secteur, permissionnaire, sera tenu d'enlever, à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée, et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur, permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir, auprès de l'autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) à M. le Maire de la Commune de Courrières,
- 2°) à M. l'Ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Secteur Electrique de Billy-Montigny et Extensions;
- 3°) à M. l'Ingénieur en chef du contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4°) à M. l'Ingénieur en chef des Télégraphes, chargé du département du Pas-de-Calais.

Fait à Arras, le 12 janvier 1935

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,
signé: P. Théry.

Pour copie conforme,
Pour le Secrétaire Général,
Le Chef de Division délégué,
signé:...

Ampliation transmise à la
Compagnie du Nord.
Paris, le 16 Janvier 1935
Pr l'Ingénieur en chef p.o.
signé:....

ARRAS, le 16 mai 1935

T.V.6

Ligne d' Heuvel à Dou

Canalisation électrique
souterraine de 1^{re} catégorie
Km 225 14

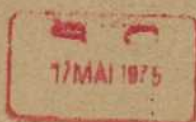
Secteur de Billy-Boutigny

pétitionnaire

Mon Cher Monsieur,

(M. Arbelet)

J'ai l'honneur de vous informer que la
canalisation électrique rappelée en marge, est établie
depuis le 3 Avril dernier.



Votre bien dévoué

L'Ingénieur de la Voie

[Signature]

Monsieur ARBELET, Chef du Contentieux et du Domaine à PARIS.

SERVICES FINANCIERS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIVISION CENTRALE

DE LA

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

URGENT

AVIS D'ENCAISSEMENT

A diriger immédiatement
sur le service :

Quitte N° 27.604 La somme de 40 fr.

c., faisant l'objet du mandat de recette

sur le service :

Bordereau N°

20.194

sur

annulée
83440
15-12-40
14-12-41

ANNULÉ

JUL 1941

Syndicat de Distribution

d'Energie Electrique de la

Région de Chaumes,

à CHAUMES (Somme).

FACTURE LE DEBIT N° 207/28

(Comptabilité Générale)

21 MAI 1941

Pour le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

AVIS DE PAIEMENT
- 7 AOUT 1941
207/28

(1) Timbre de la Comptabilité émettrice.

RAPPEL ADRESSÉ LE

Secteur Electrique de Billy-Montigny

EDF

24

N° du Dossier

105515

Chemin de Fer du Nord

Contentieux
et
Domaine.

Locations

11/56
1054

Nom du Locataire Secteur Electrique de Billy-Montigny -
Désignation Canalisation électrique souterraine, Cite d'ostrecoeur
kilomètre 227.070 (abords du P.N. 123) ligne de Langueaud
à la frontière par Lille.
Arrêté du 15 Janvier 1932.

Receveur Billy-Montigny.

Commencement du Bail 15 Avril 1932.

Fin du Bail (1950)

Loyer annuel 31.75.

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
15. Avril 1932	14. Avril 1933	32.	16.522				
" 1933	" 1934	32.	92.49				
" 1934	" 1935	32.	95.28				
" 1935	" 1936	32.	120.28				
" 1936	" 1937	32.	11.519				
" 1937	" 1938	32.	102.36				
" 1938	" 1939	32.25	9.564				
Fiche							

M. Secteur Electrique de Billy **EDF**
 Echéance. 15 avril
 Montigny et extensions.
 a Billy-Montigny (F. de - C.)

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6. N.T.

DOSSIER N° 105.545

Produits

Désignation: Canalisations électriques
 souterraines C^{me} d'Estuicourt, kil. 227,070
 abords du F. n-103 ligne de Longueau à la Frontière

Traité du 15 avril 1932 au 1950

Redevance annuelle: 31.45 Billy-Montigny

Libellé de la quittance: Red^{te} de 15 avril 19... au 14 avril 19...
 Maintien d'une canalisation électrique souterraine
 kil. 227,070 ligne de Longueau à la front^{re} C^{me} d'Estuicourt

Echéance du	au	Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
15 avril 1939	14 avril 1940	31 75	8.616	
15 " 1940	14 " 1941	31 75	8.814	
15 " 1941	14 " 1942	31 80	11.356	
15 " 1942	14 " 1943	31 80	9.871	
" 1943	" 1944	31 80	10.088	
" 1944	" 1945	31 8	15.108	
" 1945	" 1946	31 8	10.911	
" 1946	> 1947	31 8	10285	
> 1947	> 1948	32 "	12072	
" 1948	> 1949	32 "	10845	

Secrétariat Général

Préfecture du Département du Nord.

A R R Ê T É

Ligne de
Longueau à la frontière
par Lille.

Commune d'OSTRICOURT.

Secteur Electrique
de Billy-Montigny,
pétitionnaire.

N° 2649E

Le Prefet du Département du Nord,

Vu la pétition en date du 15 juillet 1931, présentée par le Secteur Electrique de Billy-Montigny, dont le siège social est à Billy-Montigny (Pas-de-Calais), en vue d'établir en travers du chemin de fer de Longueau à la frontière par Lille, au point kilométrique 227.070 (abords côté Lille du P.N. n° 123), sur le territoire de la Commune d'Ostricourt, une canalisation électrique souterraine de 1^{re} catégorie pour l'extension du Réseau de distribution basse tension de la localité.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer,

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 30 avril 1927;

Vu les observations en date du 25 novembre 1931 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique dans le Département du Nord.

A R R Ê T É :

Article 1er. - Le Secteur Electrique de Billy-Montigny, dont le siège social est à Billy-Montigny (Pas-de-Calais) est autorisé à établir au travers du chemin de fer de Longueau à la frontière par Lille, au point kilométrique 227.070 (abords côté Lille du P.N. n° 123), sur le territoire de la Commune d'Ostricourt, une canalisation électrique souterraine de 1^{re} catégorie devant porter du courant alternatif triphasé, d'une intensité efficace de 10 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 220/127 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925 notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

Article 2. - La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleurs modèles connus, constitués par un câble armé à 5 conducteurs,

MM. Moyrand. Tettelin. Arbelet.-

en cuivre électrolytique de 10 m/m² de section isolés au papier imprégné armé d'une épaisseur de plomb de 2 m/m, recouverte elle-même de 2 m/m de filin goudronné, armé de 2 feuillets d'acier de 1 m/m, le tout recouvert de 2 m/m de filin goudronné.

A la traversée du chemin de fer, le câble armé sera, par application du paragraphe 2 de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, placé dans une conduite en fonte de 150 m/m de diamètre intérieur, posée à 1 m.20 en contrebas du niveau supérieur des rails.

Le câble armé se prolongera souterrainement de part et d'autre du chemin de fer : à droite à 5 m.80 de la limite d'emprise, à gauche à 4 m.20 de la limite d'emprise, jusqu'aux supports voisins des lignes aériennes, placés en dehors des emprises du chemin de fer.

Des repères en fonte, destinés à marquer la position de la canalisation souterraine dans les emprises du chemin de fer seront établis et entretenus par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, aux frais du Secteur permissionnaire, qui supportera, en outre, pendant 6 mois, les dépenses d'entretien des voies et chaussées au droit de la traversée.

Le Secteur permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Douai et M. le Chef de District en résidence à Douai-Nord, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige dans ce but le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et des Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Secteur permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres, de toute nature, que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Secteur permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie, pour le compte du secteur permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée lui seront remboursés par le Secteur permissionnaire, dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- Le Secteur Electrique de Billy-Montigny paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de trente et un francs soixante-quinze centimes.

Article 6.- Le secteur permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Secteur permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois, il pourra abandonner les canalisations souterraines à condition qu'elles n'apportent aucune gêne pour les Services Publics.

Article 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Secteur électrique de Billy-Montigny permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.- Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1°- à M. le Maire de la Commune d'Ostricourt,
- 2°- au Secteur Electrique de Billy-Montigny, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais),
- 3°- à M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,
- 4°- à M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord,
- 5°- à M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord.

Fait à Lille, le 15 janvier 1932.

P. le Préfet du Nord,

Le Secrétaire Général délégué,

signé : Louis BOUJARD.

Pour expédition conforme,
Le Chef de Division délégué,
signé :

Ampliation transmise à la Cie du Nord,
Paris, le 1^{er} février 1932,
L'Ingénieur en Chef,
signé :

Arras, le 17 Août 1932.

T.V. 6.

N

Ligne de Longueau à la
Frontière par Lille.
Commune d'Ostrizourt.
Canalisation électrique
souterraine de 1ère catégorie
Km 227/070.

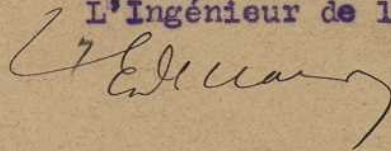
Secteur Electrique de
Billy Montigny.
pétitionnaire.

Mon Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que la canalisa-
tion électrique souterraine de 1ère catégorie prévue
à installer par le Secteur Electrique de Billy Monti-
gny au point kilométrique 227/070 de la ligne de
Longueau à la Frontière par Lille est établie depuis
le 4 Avril dernier.

Votre bien dévoué,

L'Ingénieur de la Voie.



Monsieur ARBELET, Chef du Service du Contentieux et du Domaine
PARIS.

Secteur EDF
Electrique de Berclaimont

N^o du Dossier
120074

Chemin de Fer du Nord

Domaine

Locations

Tom du Locataire Suteur Electrique de Berlaumont 4 Rue du 5 Moule à Berlaumont
 Désignation Qualification Electrique continue au Kil 77/624
 one de Berlaumont

Amélié du 15 Avril 1937

Valenciennes à Aulnoye

Receveur Berlaumont

Commencement du Bail	1 ^{er} Mai 1937
Fin du Bail	ind ^é
Loyer annuel	31, 20.

Echéance et Paiement des Loyers

Echéance		Sommes Dues	Numéros Des Quittances	Echéance		Sommes Dues	Numéros Des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} Mai 1937	30 Avril 1938	31.70	23 214				
" 1938	" 1939	31.70	10 030				

Fiche faite

M Secteur ElectriqueEchéance. 1^{er} Maide Berlaimont

Compte à créditer

4, rue du 5 Novembre à Berlaimont (Mod)Art. 1^{er} § 6 N TDOSSIER N^o 120.074

Produits

Désignation: Canalisation électrique souterraine au kil. 77/624, commune de BerlaimontTraité du 1^{er} Mai 1937 au Ind^eRedevance annuelle: 31^f20BerlaimontLibellé de la quittance: Redevance du 1^{er} Mai 19... au 30 avril 19...
Maintien d'une canalisation électrique souterraine
au kil. 77/624 à Berlaimont.

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
<u>1^{er} Mai 1939</u>	<u>30 Avril 1940</u>	<u>31 20</u>	<u>9.577</u>	
<u>1^{er} " 1940</u>	<u>30 " 1941</u>	<u>31 20</u>	<u>9.874</u>	
<u>1^{er} " 1941</u>	<u>30 " 1942</u>	<u>31 20</u>	<u>11.804</u>	
<u>1^{er} " 1942</u>	<u>30 " 1943</u>	<u>31 20</u>	<u>10.050</u>	
<u>" 1943</u>	<u>" 1944</u>	<u>31 20</u>	<u>10.634</u>	
<u>" 1944</u>	<u>" 1945</u>	<u>31 20</u>	<u>16.480</u>	
<u>" 1945</u>	<u>" 1946</u>	<u>31 20</u>	<u>12.468</u>	
<u>" 1946</u>	<u>" 1947</u>	<u>31 20</u>	<u>11.142</u>	
<u>" 1947</u>	<u>" 1948</u>	<u>31 5</u>	<u>13297</u>	

si seuls sup. de Berlainmont, qui tiennent la
 distance à votre disposition.
 Monsieur, l'assurance de ma
 haute estime.

Paris, 28 juillet

47

Le Chef du Bureau

VB/N ga

N° 120.074 D2

Monsieur,

Comme suite à votre lettre JJ/MP
 n° 5723 du 21 juin écoulé, j'ai l'honneur de
 vous informer que l'arrêté préfectoral du 15
 avril 1937 pour le maintien d'une canalisa-
 tion électrique à la traversée du chemin de
 fer de Valenciennes à Aulnoye, au km. 77/624
 aux abords, côté Valenciennes, du P.N. 86,
 sur le territoire de la commune de Berlainmont
 est destinée à constater la précarité de
 l'occupation du domaine public du chemin
 de fer.

Le fait que cette canalisation est sus-
 ceptible de desservir une installation de
 la S.N.C.F. ne peut donc être retenu pour
 motiver la suppression de la redevance.

Je vous serais obligé des instructions
 que vous voudrez bien donner pour que cette
 redevance soit réglée le plus tôt possible

Monsieur le Directeur
 de l'Electricité de France
 ex Sté "Electricité et Gaz du Nord"
 22-24, rue de la Croix
MAUBEUGE (Nord)

....

à la gare de Berlainmont, qui tient la
quittance à votre disposition.

Agréer, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef du Domaine,

W

Monsieur,

N° 120.074 D2

Comme suite à votre lettre du 17/12/52
N° 5783 de 32 juin écoulé, j'ai l'honneur de
vous informer que l'arrêté préfectoral du 15
avril 1952 pour la création d'une emprise
pour l'électrification à la traversée du chemin de
fer de Valenciennes à Aulnoye, au km 77/52
aux abords, côté Valenciennes, du P.M. 32,
sur la territoire de la commune de Berlainmont
est destinée à constater la présence de
l'occupation de domaine public du chemin
de fer.
Il faut que cette emprise soit
capable de desservir une installation de
la S.N.C.F. ne peut donc être retenue pour
motiver la suppression de la redevance.
Je vous serais obligé des instructions
que vous voudrez bien donner pour que cette
redvance soit réglée le plus tôt possible

Monsieur le Directeur
de l'Electricité de France
ex 325 "Electricité de Gas du Nord"
22-24, rue de la Croix
MARSEILLE (Nord)

Electricité de France

ex Société " ÉLECTRICITÉ & GAZ DU NORD "

Société Anonyme au Capital de 149.998.350 francs

USINES CENTRALES DE LOMME, DE MAUBEUGE & D'AULNOYE

DIRECTION : 22-24, Rue de la Croix, MAUBEUGE

SIÈGE SOCIAL :

75, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

R. C. SEINE N° 106.278

Adresse Télégraphique : ÉLÉGAZ-NORD-MAUBEUGE

TÉLÉPHONE { 14.82 MAUBEUGE
et la suite (4 lignes)

Adresser la Correspondance à

E. D. F. ex E. G. N.

22, 24, Rue de la Croix, MAUBEUGE

EXPLOITATION DE LILLE

4, RUE AUBER, LILLE

Téléphone : LILLE 483-77

CENTRALE DE LOMME

Téléphone : LILLE 701-29

CENTRALE DE MAUBEUGE

Téléphone : MAUBEUGE 70-97

CENTRALE D'AULNOYE

Téléphone : BERLAIMONT 37

SECTEUR DE FOURMIES

Téléphone : FOURMIES 22

SECTEUR RURAL DE BAVAY

Téléphone : BAVAY 60

SECTEUR RURAL DE DOMPIERRE

Téléphone : MAROILLES 24

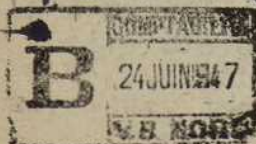
RÉFÉRENCES

JJ/MP

RAPPELER DANS LA RÉPONSE

ANNEXE

5728



L'Ingénieur Chef de Service
des Réseaux et Interconnexions

DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ

Bransme

Electricité de Berlaumont

** 120.074*
éclaire 12 min

Maubeuge, le 21 Juin 1947

S.N.C.F.

Région Nord - Voie et Bâtiments

Subdivision de la Comptabilité

3 Impasse de la Chapelle

P A R I S - (18°)

Messieurs,

CABLE SOUTERRAIN KM 77/624 BERLAIMONT REF.56.851.-

Les services de la Gare de Berlaumont nous ont transmis récemment un avis de débit (montant 31 fr.50) relatif à la redevance due par le secteur Electricité de Berlaumont, pour le maintien d'une canalisation électrique souterraine au kilomètre 77/624 territoire de Berlaumont.

Nous portons à votre connaissance que dans le cadre de la nationalisation des Sociétés d'Electricité, ce secteur a été rattaché à notre Exploitation.

Etant donné d'autre part que ce câble B.T. va servir à l'alimentation d'un poste sémaphorique de la S.N.C.F., nous pensons que vous ne verrez aucun inconvénient à ne plus nous facturer cette prestation.

Nous vous remercions par avance de ce que vous pourrez faire dans ce sens et vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.-

SOCIÉTÉ NATIONALE
des Chemins de Fer Français
Région NORD
Service du DOMAINE

ORDRE DE RECOUVREMENT

REGION NORD (2)
COMPTABILITÉ SPÉCIALE
MANDAT N°
09205

M. le Chef de gare de CHAULNES
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débiteur

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION DE
CHAULNES, à CHAULNES (Somme)

la somme totale de : QUARANTE FRANCS

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

STEN-LES-CHÊNES-DEFER
13 JAN 1939
COMPTABILITÉ SPÉCIALE
RÉGION NORD

N° 21.654

Redevance du 15 Décembre 1938 au 14 Décembre

1939- Canalisation électrique aérienne
P.N.19, commune de Chaulnes.

40

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le - 8 DEC 1938

sous N°

Encaissé le

*Perlam par.
le Domaine*

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

DIRIGÉ SUR :

le

VU ET ARRÊTÉ :

BON A ENCAISSER

Le Chef de la Comptabilité Spéciale
de la Région du Nord

Total

40

CERTIFIÉ PAR

Le

Le Chef du Service du Domaine

9 DEC 1938

- (1) Référence de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de la Comptabilité directrice.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice.

FB

VB N-9x

N° 120.074 D²

S.N.C.F. NORD

DOMAINE

Transmis à Monsieur Chauvenot

Sur l'us demandant de vouloir bien me faire connaître son sentiment sur la suite à donner pour A. à la réclamation de la 1^{re} Electricité et Gaz du Nord.

Cette canalisation a fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 15 Avril 1937.

Le 1-7-47.

Inférieur
vrai

3 27

inférieur
27

Le Chef du Domaine

[Signature]

Paris, le

8 JUIL 1947

VB/N.dl.72/4277

Valenciennes à Aulnoye

Canalisation électrique
souterraine au P.K.77.624
(Abords du P.N. N° 86)
à BERLAIMONT

Monsieur VASSEUR,

Le fait que cette canalisation est susceptible de desservir une installation de la S.N.C.F. ne peut être retenu pour motiver la suppression de la redevance perçue pour occupation du domaine public du chemin de fer.

Toutefois, à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 Juin 1943, "les entreprises de distribution d'énergie électriques ne peuvent être assujetties au profit de la S.N.C.F., qu'au paiement des redevances prévues au décret du 17/10/1907 et aux décrets qui l'ont modifié, etc...".

L'article 5 de l'arrêté du 15 Avril 37 du Préfet du Nord qui a prescrit le paiement de cette somme de 31frs20 pour le Secteur Electrique de BERLAIMONT, est donc frappé de nullité (comme tous ceux des arrêtés pris depuis 1922) et la S.N.C.F. ne peut plus exiger le paiement de cette somme.

Cette question des redevances est actuellement à l'examen de M.le Ministre des transports et nous avons été avisés de la conduite à tenir par lettre Ve²-25.315-2 du 14/4/47 de M.le Directeur du Sce Technique des I.F. 199 dont vous avez reçu copie.

Si l'Electricité de France, se basant sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 25/6/43 refuse le paiement, la SNCF ne peut que réserver ses droits dans l'attente des textes réglementaires à intervenir.

- 8 JUIL 1947

02

Le Chef de la Subdivision
des Installations Electriques

[Signature]

FB

VB N-9x

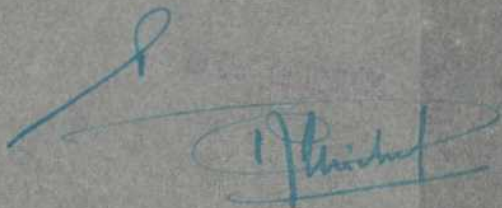
N° 120.074 II²

Transmis à Monsieur Thouvenot

En lui demandant de vouloir bien me faire
connaître son sentiment sur la suite à donner
pour A. à la réclamation de la St. Electrique et
Gaz du Nord.

Cette canalisation a fait l'objet de l'arrêté
préfectoral du 15 Avril 1937.

Le 1-7-47.



Secrétariat Général

PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU NORD

Ligne de Valenciennes
à Aulnoye.

Commune de Berlaimont

Secteur Electrique de Berlaimont

pétitionnaire

n° V.344

Le Préfet du Département du Nord,

Vu la pétition en date du 16 Octobre 1936 présentée par le Secteur Electrique de Berlaimont, dont le siège social est à Berlaimont 4, rue du 5 Novembre, en vue d'établir en travers du Chemin de fer de Valenciennes à Aulnoye, au point kilométrique 77.624, aux abords côté Valenciennes du P.N. n° 86 situé au km. 77.639, sur le territoire de la commune de Berlaimont, une canalisation électrique souterraine de 1^{re} catégorie, faisant partie du Réseau de distribution basse tension de la localité.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée.

Vu la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 Juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux Publics, des Postes et des Télégraphes, en date du 30 Avril 1935,

Vu la Circulaire du 25 Juillet 1936 de M. le Ministre des Travaux Publics,

Vu les observations en date du 11 Janvier 1937 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord,

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée,

Vu l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord,

Sur les propositions de M. le Commissaire en Chef au Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département du Nord.

A R R E T E:

Article 1^{er} - Le Secteur Electrique de Berlaimont, dont le siège social est à Berlaimont, 4, rue du 5 Novembre, est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de Valenciennes à Aulnoye, au point kilométrique 77.624 aux abords côté Valenciennes du P.N. n° 86 situé au km. 77.639 sur le territoire de la commune de Berlaimont, une canalisation électrique souterraine de première catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 25 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 400.230 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux Règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1935.

Article 2 - La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleurs modèles connus constitué par 4 conducteurs en cuivre rouge de 25 m/m² de section chacun, isolés au papier imprégné, enfermés dans une gaine de plomb de 2 m/m d'épaisseur recouverte d'une couche protectrice intermédiaire de 2 m/m et protégée mécaniquement par une armature métallique constituée par 2 feuillards de 0,8 m/m d'épaisseur recouverte d'une couche extérieure de filin goudronné de 2 m/m.

A la traversée du Chemin de fer, le câble armé sera par application du paragraphe 2, de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1935, placé dans un tube en acier étiré de dix centimètres de diamètre intérieur, posé à 1m20 en contrebas du niveau supérieur du rail.

Le câble armé se prolongera souterrainement de part et d'autre du Chemin de fer jusqu'aux supports voisins de la ligne aérienne à établir en dehors des emprises du Chemin de fer.

Des repères en fonte destinés à marquer la position de la canalisation souterraine dans les emprises du Chemin de fer seront établis et entretenus par les soins de la Compagnie du Chemin de fer du Nord aux frais du Secteur permissionnaire qui supportera, en outre, pendant 6 mois, les dépenses d'entretien des voies au droit de la traversée.

Le secteur permissionnaire se concertera au préalable avec M. l'Inspecteur chargé de la signalisation et des Services Electriques en résidence à Valenciennes et M. le Chef de District en résidence à Le Quesnoy, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du Chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieure de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modification seront à la charge du secteur permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le secteur permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du Chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du secteur permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun

.....

obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande, ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du secteur permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc..... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée lui seront remboursés par le secteur permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - Le secteur permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de trente et un francs vingt centimes (25 Fr + 12m40 X 0 fr.50).

En outre, le dit secteur paiera, à la demande de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, une somme forfaitaire de cent cinquante francs pour frais d'étude du projet.

Article 6 - Le secteur permissionnaire devra toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le Chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation le secteur permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois, il pourra abandonner les canalisations souterraines à condition qu'elles n'apportent aucune gêne pour les services publics.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée, s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du secteur permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'Autorité compétente, des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) au Maire de la Commune de Berlaimont,
- 2°) à la Société Electrique de Berlaimont à Berlaimont,
- 3°) à l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique,
- 4°) au Commissaire en Chef au Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord,
- 5°) à l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du Département du Nord.

Fait à Lille, le 15 avril 1937

Le Préfet,

Pour le Préfet du Nord,

Le Secrétaire Général,

(signé): GAZAGNE.

Pour expédition conforme,
Le Chef de Division délégué,

(signé):

Ampliation transmise à la Compagnie du Nord,
Paris, le 30 Avril 1937, Le Commissaire en Chef au Contrôle de la Voie et
des Bâtiments, (signé):

Maubeuge, le 21 juin 1947

S.N.C.F.
Région Nord - Voie et Bâtiments
Subdivision de la Comptabilité
3, Impasse de la Chapelle
PARIS (18e)

Messieurs,

CABLE SOUTERRAIN KM. 77/624 BERLAIMONT REF. 56.851. -

Les services de la Gare de Berlaimont nous ont transmis récemment un avis de débit (montant 31^f,50) relatif à la redevance due par le secteur électrique de Berlaimont, pour le maintien d'une canalisation électrique souterraine au km. 77/624 territoire de Berlaimont.

Nous portons à votre connaissance que dans le cadre de la nationalisation des Sociétés d'Electricité, ce secteur a été rattaché à notre Exploitation.

A (Etant donné d'autre part que ce câble B.T. va servir à l'alimentation d'un poste sémaphorique de la S.N.C.F. nous pensons que vous ne verrez aucun inconvénient à ne plus nous facturer cette prestation.

Nous vous remercions par avance de ce que vous pourrez faire dans ce sens et vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

L'Ingénieur Chef de Service
des Réseaux et Interconnexions

/Le Directeur de la
Société
.....

.....

SERVICE DU DOMAINE

Renseignements demandés le 19 octobre 1937

à Monsieur Merck, Ingénieur de la Voie à Valenciennes

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

V Demande	Réponse
<p>Aux termes d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Département du Nord en date du 15 Avril 1937, le Secteur Electrique de Berlaimont a été autorisé à installer une canalisation électrique souterraine de 1^{ère} catégorie au point Kilométrique 77/624 de la ligne de Valenciennes à Aulnoye.</p> <p>Pour me permettre de faire assurer le recouvrement de l'indemnité annuelle de 31,20 prévue à cet arrêté, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire savoir si, et depuis quelle date, la canalisation dont s'agit a été installée.</p> <p>Votre très dévoué, Le Chef Honoraire du Contentieux Chef du Service du Domaine : Le Chef de Bureau Principal <i>Heille</i></p>	<p>Valenciennes le 5 Novembre 1937</p> <p>Monsieur Arbelet Chef Honoraire du Contentieux Chef du Service du Domaine,</p> <p>Je vous informe que cette canalisation est installée depuis le 20 Avril 1937</p> <p>Votre très dévoué L'Ingénieur de la Voie <i>Merck</i></p>

N° du Dossier
107952

Chemin de Fer du Nord

Contentieux
et
Domaine.

Locations

1/256

Nom du Locataire Ville de Sannois. (S + C)

Désignation Canalisation électrique souterraine, Cte de Sannois
S. N 7, kilomètre 18.774 de la ligne d'Ormont à Argenteuil
pour assurer l'éclairage public de la localité
arrêté du 14 Octobre 1932.

Receveur: Sannois. C. G.

Commencement du Bail 1^{er} Septembre 1932

Fin du Bail (1955) 1982

Loyer annuel 35.50 variable tous les 5 ans.

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances
du	au			du	au		
1 ^{er} Jan 1932	31 Août 1933	35.75	7591				
" 1933	" 1934	38.75	13107				
" 1934	" 1935	35.50	14473				
" 1935	" 1936	35.50	15170				
" 1936	" 1937	35.50	15077				
" 1937	" 1938	35.50	15339				
" 1938	" 1939	35.50	14184				
Fiche faite							

M Sannois (Ville de)
(S et O)

Echéance. 1^{er} 7^{me}

Compte à créditer

DOSSIER N° 107. 952

Art. 1^{er} § 6 1912129

Produits NT

Désignation: canalisation électrique
souterraine, 1^{er} de Sannois P-n-7
fil 15.774 de la ligne d'Enmont à Argenteuil

Traité du 1^{er} Septembre 1992 au 1980 1982

Redevance annuelle: 35,50

6-9

Libellé de la quittance: Redev. du 1^{er} 7^{me} 19... au 31 Août 19...
Canal. élect. souterraine au P.N. 7 (Enmont à Argenteuil)

Echéance du au		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
1 ^{er} 7 ^{me} 1939	31 Août 1940	35	14815	
" 1940	" 1941	35	13343	
" 1941	" 1942	35	19.765	
" 1942	" 1943	35	19.807	
" 1943	" 1944	35	17.683	
" 1944	" 1945	35	19.720	
" 1945	" 1946	35	19.383	
" 1946	" 1947	35	17.216	
" 1947	" 1948	35	21.463	
" 1948	" 1949	35	5 ^{me} IP. 1912151	Red 2018 coll Jéru 51 Fme 2 2029 19/4/57
" 1949	" 1951	40		
				EDF
4 JANV 1981				

Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement

CHEMIN DE FER
DU NORD

COPIE N°

59.511

Secrétariat Général

République Française

Préfecture du Département de SEINE-et-OISE

1^e Division-2^e Bureau

Ligne d'Argenteuil à Ermont

Ville de SANNOIS
pétitionnaire

N° 2784^E
et 2818^E

Le Préfet de Seine-et-Oise, Officier de la
Légion d'Honneur;

Vu la pétition en date du 17 juin 1932,
présentée par M. le Maire de la Ville de
SANNOIS (S. et O.) en vue d'établir, en tra-
vers du chemin de fer d'Ermont à Argenteuil,
sur le côté vers Sannois, du P.N. n° 7 de la route nationale
n° 14 de Paris au Havre, situé au kilomètre 15,774 sur le terri-
toire de la commune de Sannois, une canalisation électrique sou-
teraine de 2^e catégorie devant assurer l'éclairage public de la
localité.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de
fer et le décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et
l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt
local;

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,
modifiée et complétée par les lois des 19 juillet 1922, 27 Fé-
vrier 1925 et 13 juillet 1925, article 298, le décret en date du
29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour
l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M. le Minis-
tre des Travaux Publics, en date du 30 avril 1927, modifié par
celui du 25 septembre 1929;

Vu les propositions en date du 12 août 1932 de la Compagnie
du chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la
traversée projetée;

Vu l'avis de M. le Directeur régional des télégraphes
chargé du département de Seine-et-Oise;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en chef du contrôle
de la voie et des bâtiments du réseau du Nord et de M. l'Ingé-
nieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique
dans le département de Seine-et-Oise;

ARRETE:

Article 1er - La Ville de Sannois (Seine-et-Oise), est
autorisée à établir au travers du chemin de fer d'Ermont à
Argenteuil sur le côté vers Sannois, du P.N. n° 7 de la route
Nationale 14 de Paris au Havre, situé au kil. 15,774, sur le
territoire de la commune de Sannois une canalisation électrique
souterraine de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif
triphase à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de
24 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs
de 3.000 volts, à charge par elle de se conformer aux conditions
du présent arrêté, aux règlements concernant la police des che-
mins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de
la loi du 15 juin 1906, modifiée et complétée par les lois des
19 juillet 1922, 27 février et 13 juillet 1925, notamment à
l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, dont un extrait est annexé
au présent arrêté.

La canalisation sera formée d'un câble armé des meilleures

M. Moyrand- Tettelin- Arbelet -.-

modèles connus, constitués par 3 conducteurs en cuivre rouge de 10 m/m² de section isolés à la cellulose imprégnée, renfermés dans un tube de plomb sans joint, ni soudure, recouvert d'une couche protectrice de filin asphalté, avec armature métallique enduite de filin asphalté.

Les dispositions prévues en vertu des prescriptions du paragraphe 2 de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront les suivantes:

A la traversée du chemin de fer, le câble armé sera, par application du paragraphe 2 de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1927, placé dans une conduite en fonte de 108 mm de diamètre intérieur, posée à 1m,50 en contrebas du niveau supérieur du rail.

Le câble armé se prolongera souterrainement de part et d'autre du chemin de fer.

Des repères en fonte, destinés à marquer la position de la canalisation souterraine dans les emprises du chemin de fer seront établis et entretenus par les soins de la compagnie du chemin de fer du Nord aux frais de la Ville de Sannois, permissionnaire qui supportera en outre, pendant six mois, les dépenses d'entretien des voies et chaussées au droit de la traversée.

La Ville de Sannois se concertera au préalable avec M. le Chef de Section, en résidence à Ermont-Eaubonne et l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Paris, 175 rue du Faubourg St-Denis, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieur de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Ville de Sannois.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906 modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, la ville de Sannois demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées, elle restera chargée en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Société soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie, soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte de la Sté permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Sté permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- La Sté permissionnaire payera, à la Compagnie des chemins de fer du Nord pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 35 frs.50.

Cette indemnité pourra être révisée tous les cinq ans.

Article 6.- La Sté permissionnaire devra toutes les fois qu'elle en sera requise par le service du contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation la Sté permissionnaire sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois elle pourra abandonner les canalisations souterraines, à condition qu'elles n'apportent aucune gêne pour les services publics.

Article 8.- La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Article 9.- La présente autorisation a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 10.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11.- Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°) au Maire de la Commune de Sannois,
- 2°) à l'Ingénieur en chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Sté permissionnaire.
- 3°) à l'Ingénieur en chef du Contrôle de la voie et des bâtiments du réseau chargé de la notifier à la Cie du chemin de fer du Nord,
- 4°) au Directeur régional des télégraphes chargé du département de Seine-et-Oise.

Versailles, le 14 octobre 1932

Pr le Préfet,

Le Conseiller de Préfecture délégué,
signé: BONNE FOY

Ampliation transmise à la
Compagnie du Nord

Paris, le

Pr l'Ingénieur en chef p.o.
signé:.....

Pour copie conforme

Le Conseiller de Préfecture délégué,
signé:.....

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

SERVICE du DOMAINE

Dossier N°

83440

NOTE

à rappeler dans la réponse

Monsieur le Chef de Gare
Chaulnes

Paris, le 24 Décembre 1938

La quittance N° 21654 de 40. f.,
vient de m'être réglée par le
Syndicat de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région de Chaulnes.

Pour régulariser votre décaissement
veuillez prendre Crédit de cette
Somme sur la Caisse Régionale
par 36 bis (versements espèces)
et joindre l'ordre de recouvrement
litigieux.

Le Chef du Service du Domaine

Guillemin

T.V.I.

Paris, le 27 janvier 1932

Canalisation
électrique

Km. 11 774
Ermonville Argentan

Commune de Sannois
Ville de Sannois

N° 124

D

Monsieur ARBELET,

Chef du Contentieux et du Domaine,

à PARIS

J'ai l'honneur de vous informer que la Société
de Ville de Sannois Reue Senné et orsi
N° à , a procédé le 30 Août 1932
à l'installation de la canalisation souterraine électrique
au km. 11 774, ligne de Ermonville à Argentan
pour laquelle elle nous a demandé l'autorisation l'ins-
tallation en Juin dernier.

C'est donc à partir du 30 Août que
la redevance annuelle de 31⁺ 50 est à faire payer
à cette Société.

Votre bien dévoué

L'Ingénieur Principal de la Voie,

Drang

EDF Sannois

Ville de

11/3/56

15

N° du Dossier
106996

Chemin de Fer du Nord

Contentieux
et
Domaine.

Locations

Nom du Locataire Ville de Sannois. (Suo)
Désignation canalisation électrique souterraine, Cour de Sannois,
kilomètres 16.870 de la ligne d'Ermenonville à Argenteuil.

Arrêté du 6 Septembre 1932.

Receveur Sannois.

Commencement du Bail 1^{er} Octobre 1932

Fin du Bail 1982

Loyer annuel 25⁺, variable tous les 5 ans

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéance		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} 8 ^{me} 1932	30 7 ^{me} 1933	25, 25	6.363				
" 1933	" 1934	25, 25	16.240				
" 1934	" 1935	25, "	19.235				
" 1935	" 1936	25, "	22.371				
" 1936	" 1937	25, "	20.620				
" 1937	" 1938	25, "	20.296				
" 1938	" 1939	25, "	18.494				

Fiche faite

M Sannois (Ville de)

Echéance. 8^{bre}

Compte à créditer

(S et G)

DOSSIER N° 106 996

M. 1^{er} 8 6 1212129

Produits N. T.

Désignation: canalisation électrique
souterraine, 8^{me} de Sannois, fil
16/570 de la ligne à Argenteuil

Traité du 1^{er} Octobre 1939 au ~~1950~~ 1982

Redevance annuelle: 25^f.

6-9-

Libellé de la quittance: Redevance du 1^{er} 8^{bre} 19... au 30 7^{bre} 19...
Canalisation électrique souterraine fil. 16/570 ligne
d'Émout à Argenteuil.

Echéance		Montant des Quittances	Numéros des Quittances	Observations.
du	au			
1 ^{er} 8 ^{bre} 1939	30 7 ^{bre} 1940	25	15346	
" 1940	" 1941	25	16026	
" 1941	" 1942	25	22470	
" 1942	" 1943	25	22.258	
" 1943	" 1944	25	18.679	
" 1944	" 1945	25	20.295	
" 1945	" 1946	25	21.052	
" 1946	" 1947	25	19.346	
" 1947	" 1948	25	24.351	
" 1948	" 1951	75	I.P. du 19/12/51	at. Janv 51 à fin mai 2018 Fm 2 202 - 19-4-51
				EDF

Date de sortie du dossier pour revision ou renouvellement

4 JANV 1951

19

Secrétariat Général

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Préfecture du Département de Seine-et-Oise.

1^e Division

2^e Bureau

Ligne d'Ermont
à Argenteuil.

Commune de
Sannois
Pétitionnaire.

N° 2809^E

Le Préfet de Seine-et-Oise, Officier de la Légion
d'Honneur;

Vu la pétition en date du 7 juin 1932 présentée
par M. le Maire de la Ville de Sannois (S.et.O.) en vue
d'établir, en travers du chemin de fer d'Ermont à Argen-
teuil sur le passage supérieur de la rue de Bellevue situé
au kil. 16.570 sur le territoire de la commune de Sannois,
une canalisation électrique souterraine de première catégo-
rie destinée à l'éclairage public de la localité.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition pré-
citée;

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des che-
mins de fer et le décret du 11 Novembre 1917, sur la po-
lice, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'in-
térêt local et d'intérêt général;

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'éner-
gie, modifiée et complétée par les lois des 19 juillet
1922, 27 Février 1925 et 13 juillet 1925, article 298,
le décret en date du 29 juillet 1927 portant règlement
d'administration publique pour l'application de la dite
loi et l'arrêté technique de M. le Ministre des Travaux
Publics, en date du 30 Avril 1927, modifié par celui du
25 Septembre 1929;

Vu les propositions en date du
de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement
de la traversée projetée;

Vu l'avis de M. le Directeur régional des télégraphes
chargé du département de Seine-et-Oise;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en Chef du
contrôle de la Voie et des bâtiments du réseau du Nord
et de M. l'Ingénieur en Chef du contrôle des distributions
d'énergie électrique dans le département de Seine-et-Oise;

A R R E T E :

Article 1^{er} - La Ville de SANNOIS (S.et.O.) est
autorisée à établir au travers du chemin de fer d'Ermont
à Argenteuil au passage supérieur de la rue de Bellevue,
situé au Kil. 16.570, sur le territoire de la commune de
Sannois, une canalisation électrique souterraine de 1^{re}
catégorie devant porter du courant alternatif triphasé
à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de
75 ampères et présentant une tension efficace entre con-
ducteurs de 115 volts.

La canalisation sera formée de 2 câbles armés des
meilleurs modèles connus constitués chacun par quatre
conducteurs en cuivre, dont trois de 25 m/m² et un de
10 m/m² de section.

MM. MOYRAND. TETTELIN. ARBELET. ..

Les dispositions prévues en vertu des prescriptions du paragraphe 2 de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927 seront les suivantes:

A la traversée du chemin de fer, les câbles armés seront placés chacun dans une conduite en fonte de 68 m/m de diamètre intérieur posée à 45 cm de profondeur sous le trottoir sud de l'ouvrage et recouverts d'une couche de béton de 10 cm.

Les câbles armés se prolongeront souterrainement de part et d'autre du chemin de fer. La Ville de SANNOIS se concertera au préalable avec le Chef de Section en résidence à Ermont-Eaubonne et M. l'Ingénieur des Services Electriques en résidence à Paris, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de la Ville de SANNOIS.

Les essais électriques, prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 Février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, la Ville de SANNOIS demeurerait responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées elle restera chargée, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courront dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs de la Société soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie soit, pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte de la Sté permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc...., exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par la Sté permissionnaire dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5 - La Sté permissionnaire paiera à la Compagnie des Chemins de fer du Nord pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du chemin de fer, une indemnité annuelle de 25 francs.

Cette indemnité pourra être révisée tous les cinq ans.

Article 6 - La Sté permissionnaire devra toutes les fois qu'elle en sera requise par le service du contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour elle aucun droit à indemnité.

Article 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, la Sté permissionnaire sera tenue d'enlever à ses frais et sans indemnité, toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif. Toutefois elle pourra abandonner les canalisations souterraines, à condition qu'elles n'apportent aucune gêne pour les services publics.

Article 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Article 9 - La présente autorisation a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 10 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°/ à Maire de la Commune de SANNOIS;
- 2°/ à l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à la Sté permissionnaire;
- 3°/ à l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la voie et des bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;
- 4°/ au Directeur régional des télégraphes chargé du département de Seine-et-Oise.

Versailles, le 6 Septembre 1932,

Pr. le Préfet,

Le Conseiller de Préfecture délégué,
(signé): Bonnefoy.

Pour copie conforme,
Le Conseiller de Préfecture délégué,
(signé):

Ampliation transmise à la Compagnie du Nord,
Paris, le 14 Septembre 1932,
Pr. l'Ingénieur en Chef,
(signé):

Paris
Ermont, le 17 Novembre 1932.

T.V.1.^D

Canalisation

électrique

Kil 16⁵⁷⁰ Sannois.

Ville de Sannois

N° 134

Monsieur ARBELET.

Chef du Contentieux et du Domaine

à PARIS.

J'ai l'honneur de vous informer que la ~~Société~~
... Ville de Sannois (Ser Oise) ~~Rue~~
N° a procédé le 27^{juin} 1932
à l'installation de la canalisation électrique aérienne
au Km. 16⁵⁷⁰, ligne de Ermont à Argenteuil
pour laquelle nous avons demandé l'autorisation d'ins-
tallation en 27^{juin} dernier.

C'est donc à partir du 27^{juin} 1932 que
la redevance annuelle de 27⁰⁰ est à faire payer
à cette Société.

Votre bien dévoué,

L'Ingénieur Principal de la Voie,

Draun

REÇU

RÉGION NORD

COMPTABILITÉ SPÉCIALE (2)

MANDAT N°

09205

(1) SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région NORD
Service du DOMAINE

Le Chef de gare de CHAULNES

reconnaît avoir reçu de :

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION DE
CHAULNES, à CHAULNES (Somme)

la somme totale de : QUARANTE FRANCS

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 21.654

Redevance du 15 Décembre 1938 au 14 Décembre
1939- Canalisation électrique aérienne au
P.N.19, commune de Chaulnes. 40

ST NLE DES CHMS DE FER FRAN
13 JAN 1939
COMPTABILITÉ SPÉCIALE
de la Région du Nord

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS
Paris, le 13 JAN 1939
VERSEMENTS DES GARES
RÉGION NORD

Total . . . 40

EMPLACEMENT
DU
TIMBRE-QUITTANCE (4)

DONT QUITTANCE

A⁽³⁾ , le 19
Le Chef de gare,

(1) Référence de la Comptabilité émettrice.

(2) Référence de la Comptabilité directrice.

(3) Griffes de la gare.

(4) En cas de règlement par virement ou par chèque ne pas apposer de timbre-quitteance, porter la mention :

« Régulé par . . . N° . . . du . . . sur . . . » complétée en conséquence.

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX

de
LILIE C / c 140 19
CIE ELECTRIQUE DU NORD
22 r. Abbaye des Pres
DOUAI Nord

Chèque n° 16
du 17/12/38
MONTANT DU CHÈQUE :
H. 100 fr. - c.

Le mandat sera représenté
la somme en lettres, sans
lettre, S.I. rest. impayé il sera
mis en instance au Bureau

83440

Monsieur le Chef de Gare
Chaulnes

24 Décembre 8

La quittance n° 21654 de 40^{fr.},
vient de m'être réglée par le
Syndicat de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région de Chaulnes.

Pour régulariser votre Décaissement
veuillez prendre Crédit de cette
Somme sur la Caisse Régionale
par 36^{bis} (versements espèces)
et joindre l'ordre de recouvrement
litigieux.

cevenille

92 21654.

Mandat de Recette

Le Syndicat Intercommunal de
Distribution d'Énergie Electrique de
la Région de Chaulnes
à Chaulnes

Relevance du 15 Décembre 1988 au 14 décembre
1989 pour autorisation de maintenir une
canalisation électrique au P.N. 19. 15kV. 34614
de la ligne 8 au lieu à Bergerie
(Commune de Chaulnes)

410^f

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

SERVICE DU DOMAINE

95, Rue de Maubeuge (X^e Arrond^t)

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

N^o 83440

Paris, le 30 Mars 1938

Annexe

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
la quittance N^o 23074 de 40^f 50 que vous
avez renvoyée impayée à la Comptabilité Spéciale.

J'invite le Syndicat Int.^l de Distr. d'Énergie Élect.^{que}
à la retirer à bref délai

Dès que vous aurez encaissé le montant,
veuillez, je vous prie, le verser par Etat 432 et m'indi-
quer aussitôt la date et le numéro de ce versement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Le Chef du Service du Domaine,

Crevelleur

Monsieur le Chef de Gare à

Chaulnes

Service du Domaine
Région du Nord

Monsieur le Chef du
Service du Domaine
Paris

CHAULNES (C^o du Nord)

le 14/8/1938

ser 83440.

En retour, vous
faisant connaître que nous
avons encaissé ce jour du
Syndicat Int.^l de Distr. d'Énergie
électrique de la région de
Chaulnes, la somme de
40^f 50 que nous versons
par état 432 n^o 4827 du
14 C^o.

vostr. resp. dévoué
Le Chef de Gare
[Signature]

au Chef de la Comp^te Cl^e

DATE d'ENCAISSEMENT

ou

motif de non recouvrement

Quoiqu'à ce jour cette
somme n'a pu être recouvrée
du fait que le Président du
Syndicat intercommunal
n'a pas encore déposé son
budget entre les mains de
le Percepteur, ce dernier
nous dit, ce jour, qu'il pense
pouvoir nous régler au
début du mois de mars.

Timbre à date obligatoire

CH. DE FER NORD

- 3 FEV 38

CHAULNES. CHEF DE GARE

Le Chef de Gare,

M. L. L. L.

5 février 1928

109 Retour à Monsieur le chef
Contentieux et du Domaine
Paris

83440/ en l'informant que la
Somme de 40^{fr} a été versée
par 432 N^o 8104 du 5/2/28

Très respectueusement
Lechevregare

Mon

ABV
83440

Monsieur le Chef du
Contentieux et du Domaine
Paris

Amiens le 2/2 1928.

N^o 83440 V. du 21 Janvier 1928.

Suivant vos instructions, nous
avons avisé M^r Barthet. le 23/1. 28.

Ce dernier ne nous a pas répondu

CHEMIN DE FER DU NORD

CONTENTIEUX ET DOMAINE

Annexes

N^o 83440 V

aff: Syndicat Intere
de l'Énergie Electrique
de la Région de Chaules

Paris, le 4 Fevrier 1928.

Quittance N^o 17073 de H^o 25
en retour à Monsieur le Chef de gare
de Chaules, en le priant de verser
cette somme par état H 32, et de
vouloir bien me faire connaître ensuite
la date et le N^o de son 3^e eau de versement.

Le Chef du Contentieux et du Domaine

[Signature]

A 81
22264Monieur le Chef de
Contentieux et du Romain
Paris

Amiens le 2/2 1928.

Dⁿ 83440 V. du 21 Janvier 1928.Suivant vos instructions, nous
avons avisé M^r Barthet. le 23/1. 28.Ce dernier, ne nous a pas répondu
mais il a payé la facture et gar
de Chaulnes, ainsi qu'il est dit sur
la note de Chaulnes jointe au dossier.Je vous retourne toutes les pièces
du dossier, y compris la quittance que
nous ne pourrions remettre au destinataire.

Votre respectueux et dévoué.

LE CHIEF DE CARRÉ

Remy

CH. DE FER NORD

- 2 FEV 28

AMIENS ARR^{GES} G.V.

29 - 1 - 28

Munier Lechepergave
Munier

Votre lettre N° 62

Ci annexée.

Nous avons eu à
la somme de 40,75 prière
faire reprise sur votre
lettre JV de la même
somme.

V. le 2

Lechepergave

J. Munier

Totaux

de Fer
cord

Amiens, le 23 — 1 — 1928

Enregistrement N° 291

Lettre d'avis
N° 62

AMIENS
GRANDE VITESSE
Monsieur

J'ai l'honneur de vous informer que vous
avez à payer à la Caisse Ouvrages Grande Vitesse
de notre gare, Bureau des Messageries, la somme
de 40.75 pour redevance
du 1^{er} Décembre 1927 au 14 Décembre 1928
d'une canalisation électrique
au P.M. 19 d'Chaulant

La quittance sera renvoyée à Paris, si le
versement de cette somme n'est pas effectué
le _____ au plus tard.

Recevez, Monsieur, mes salutations
empressées.

Le Chef de Gare,
Launoy

La Caisse est ouverte de

à 12" et de 14" à 18"

lunches et Fêtes fermée

Compagnie du Chemin de fer du Nord.

CONTENTIEUX ET DOMAINE.

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous.

N^o 83449

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

PARIS, le 21 Janvier 1928

23-1-28

1 Annexe

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous
ce pli, la quittance N^o 17073 de N^o 25,

~~la gage de Paulin, qui demande qu'elle
soit présentée au Bureau des
Présidents du Syndicat Electrique, 19 rue
Duminy à Amiens.~~

Dès que vous aurez encaissé le mon-
tant veuillez, je vous prie, le verser par
Etat 432 et m'indiquer aussitôt la date et
le numéro de ce versement.

Agreez, Monsieur, l'assurance de
ma considération distinguée.

Le Chef du Contentieux et du Domaine,

Monsieur le Chef de Gare à Amiens.

30

au Chef de la Comp^{te} C^{te}

Date d'Encaissement
ou
motif de non recouvrement

Prière faire encaisser
par la gare d'Amiens
Chez M. Brinet
Président du Syndicat
Electrique 19 rue
Duminy à Amiens.
et nous donner crédit

N^o 17073

Timbre à date obligatoire

CHEMIN DE FER DU NORD

12 JANV 28

CHAULNES

Le Chef de Gare

[Signature]

CHEMIN DE FER
DU NORD

EXPLOITATION

N° 197 2191

Registre du Commerce.
Seine N° 52.298

NOTE pour

Monsieur le Chef
du Contentieux et du Douanier
Gare

Amiens le 30 Juillet 1927.

Gr. 8344. V. Aff. Syndicat
Intercommunal région de Chaulnes —

Sur votre demande, je vous
renvoie la quittance n° 8891.
Valeur 40.27 en espèces.

Votre respectueux et dévoué.

LE CHEF DE GARE PAI

Boudry

PIÈCES ANNEXÉES.

CH. DE FER NORD

30 JUL 27

AMIENS ARRIVAGES G.V.

19. 83440

CHEMIN DE FER
DU NORD

NOTE pour *Comptabilité Centrale*
Paris

EXPLOITATION

N° *197 21784*

Registre du Commerce.
Seine N° 52.298

Amiens le *24* - *5* 192*7*

Je vous retourne ci-joint le bordereau
des factures qui indiquent comme non
recueillies la somme de 40.27.
art. 6799 P.D. 8891. Synd. Intercanin.
La lettre d'avis adressée le 11.6.27
nous est rentrée avec la mention Inconnu.
Prière nous créditer de même
somme.

LE CHEF DE GARE P^{re}

PIÈCES ANNEXÉES. CH. DE FER NORD

24 JUIN 27

AMIENS ARRIVAGES. G.V.

Lille, Imp. L. Danel. — Mod. N° 676. — 6087 6.1925 200.000

Chemin de Fer
du Nord

Amiens, le 14 Juil 1927

CH. DE FER NORD

11 JUIN 27

AMIENS - G.V.

Monsieur

Enregistrement N° 6799

2469

Lettre d'avis
N° H

J'ai l'honneur de vous informer que vous
avez à payer à la Caisse Arrivages Grande Vitesse
de notre gare, Bureau des Messageries, la somme
de 40⁺ 75 pour redevance du
1^{er} Décembre 1926 au 14 Décembre 1927
d'une canalisation électrique au P.N. 19
à blanches.

La quittance sera renvoyée à Paris, si le
versement de cette somme n'est pas effectué
le 19 Juil au plus tard.

Recevez, Monsieur, mes salutations
empressées.

Le Chef de Gare,

Leclercq

La Caisse est ouverte de

8^h à 12^h et de 14^h à 18^h

Dimanches et Fêtes fermée

Contentieux et Domaine

Renseignements demandés le 5 Mars 1927

à Monsieur LANGUE, Ingénieur de la Voie à Cambrai

I: 9.390

(Prière de retourner le présent avec la réponse)

Demandes	Chaulnes Réponses
<p>Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du Département de la Somme en date du 14 Janvier 1927, le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaulnes a été autorisé à établir une canalisation électrique aérienne au P.N. 19, kil. 37/614 de la ligne d'Amiens à Tergnier, Commune de Chaulnes.</p> <p>Je vous serai obligé de me faire savoir si et depuis quelle date cette canalisation est installée.</p> <p>Votre bien dévoué</p> <p>Le Chef du Contentieux et du Domaine</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>I: 9.390</p> <p>Canal P.N. 19 Cambrai 10/3/27 kil. 37/614</p> <p>Mon cher Monsieur</p> <p>Cette canalisation a été installée en Décembre 1926.</p> <p>resté bien dévoué</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Monsieur Zychow, chef du S.^e du Contentieux et du Domaine Paris</p>

Demandes

Réponses

Pétitionnaire

Projet d'ARRETE

mille volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924.

Article 2.- La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 65° par une travée unique de 55 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 3400x1,50 x 2,50 de hauteur.

Ils auront seize mètres de hauteur au dessus du sol et seront placés : celui côté gauche dans l'emprise du chemin de fer, celui de droite à 12m,00 en dehors de l'emprise du chemin de fer et à deux mètres au moins des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies ou dans les emprises.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de neuf fils nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 70 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2^m, au moins au dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer ou dans les emprises.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924 seront des interrupteurs placés, en amont et à 330° de la traversée.

A chacun des supports et à 0^m,50 au moins des isolateurs dans la portée de la traversée sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre qui traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M. le Chef de Section en résidence à CHAULNES et M. l'inspecteur des Services Electriques en résidence à AMIENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou

la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 Juin 1906, de vont être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

Article 3.- Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

Article 4.- L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucun frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 16 % pour frais généraux et intérêts.

Article 5.- Le Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique payera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du Chemin de fer, une indemnité annuelle de quarante francs.

Article 6.- Le Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

Article 7.- En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

Article 8. La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

Article 9. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10. Ampliation du présent arrêté sera adressée :
1° - A M. le Maire de la Commune de CHAULNES.

2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à M. BOINET, Président du Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaumes.

3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Fait à AMIENS, le

Le Préfet,

POUR COPIE CONFORME

22 DEC 1926

CHIEF DU SERVICE DE LA VOIE

EDF Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie de la Région de Chaumes.

N° du Dossier 84148 Chemin de Fer du Nord.

Contentieux
et
Domaine

Locations

Nom du Locataire Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie de la Région
Désignation Canalisation électrique aérienne au Kil. 137¹⁴⁰ de la
ligne de St Just à Cambrai,

arrêté du 26 mars 1924

Commune de Marchélepot

Receveur Amiense Chaumes

Commencement du Bail 1^{er} Avril 1924
Fin du Bail 1950
Loyer annuel 25⁰⁰

Echéance et Paiement des Loyers

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} avril 1927	31 mars 1928	25,25	10819	Mandats N° 78. P. 3/8.			
" 1928	" 1929	25,25	1312	P. 6/5/28.			
" 1929	" 1930	25,25	8044				
" 1930	" 1931	25,25	8152				
" 1931	" 1932	25,25	8454				
" 1932	" 1933	25,25	8391				
" 1933	" 1934	25,25	8873				
" 1934	" 1935	25,25	9217				
" 1935	" 1936	25,25	11844				
" 1936	" 1937	25,25	11424				
" 1937	" 1938	25,25	9995				
" 1938	" 1939	25,50	9439				

Fiche faite

Fiche faite

* EDF

M Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie électrique de la Région de Chaumes, * libellé g^o au nom de :

*Co. Électrique du Nord, de l'Est & de l'Abbaye des Près
9 Av. Perciet, Paris 8^e - ~~Donnai (Nord)~~*

DOSSIER N° 84.148

Echéance. 1^{er} avril

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6. N.T

Produits

Désignation: *Canalisation électrique*

*serienne au fil 137.70 de la ligne de
St Just à Cambrai, Cne de Marchélepot*

Traité du 1^{er} avril 1937

au 1950

Redevance annuelle: 25^f

Marché C. G.

Libellé de la quittance: *Red. de 1^{er} avril 19... au 31 Mars 19...*

*Maintenance d'une canalisation électrique aérienne
fil 137/70 à Marchélepot (pour le compte du Syndicat
Intercommunal de Distribution d'énergie électrique de la Région de Chaumes).*

Echéance du au		Montant des Quittances	Nombres des Quittances	Observations.
1 ^{er} avril 1939	31 Mars 1940	25	8716	
" 1940	" 1941	25	9673	
" 1941	" 1942	25	10599	
" 1942	" 1943	25	10367	<i>Facture n° 205/4 - 21 mai 1943</i>
" 1943	" 1944	25	9091	
" 1944	" 1945	25	15167	
" 1945	" 1946	25	11058	
" 1946	" 1947	25	10386	
" 1947	" 1948	25	12917	



CHEMIN de FER
du NORD.

LIGNE
de ST-JUST à CAMBRAI.

Commune de MARCHELEPOT.

Le Syndicat intercommunal
de distribution d'énergie
électrique de la région
de CHAULNES,
pétitionnaire.

PREFECTURE

DU DEPARTEMENT DE LA SOMME.

ARRETE.

E.988

Le Préfet du Département de la Somme;

Vu la pétition sans date présentée par le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, dont le siège est à AMIENS, 1^o rue Duminy, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de ST-JUST à CAMBRAI, au Kil: 137,170, territoire de MARCHELEPOT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne MARCHELEPOT à OMLECOURT;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la Loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 3 Avril 1908, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1924;

Vu les observations en date du 28 Décembre 1926 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme;

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 1^o rue Duminy est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de ST-JUST à CAMBRAI, au Kil. 137,170 une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde d'une intensité efficace de 20 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts

Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord

Paris le 14 AVR 1927

L'Ingénieur en Chef Adj^t

à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté, aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 41° par une travée unique de 49 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 Kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 2m00 x 1m80 x 2m00 de profondeur à gauche et 2m20 x 1m80 x 2m à droite.

Ils auront respectivement 15m et 17m de hauteur au-dessus du sol et seront placés à l'extérieur de l'emprise du chemin de fer et à 24m20 et 16m50 en dehors de l'axe des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés, deux à deux, d'au moins 80 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2m00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924 seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement du chemin de G.C. N°45 avec le chemin de G.C. N° 164, à 2.200m de la traversée.

A chacun des supports et à 0m50, au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs, soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M.le Chef de Section en résidence à CHAULNES, et M.l'Inspecteur des Services Electriques en résidence à AMIENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans.....

dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie du Chemin de fer du Nord pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15% pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du

Chemin de fer, une indemnité annuelle de 25 francs
(vingt-cinq francs)

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer opérer à ses frais le déplacement des parties des canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui, aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:
1° - A M. le Maire de la Commune de MARCHELEPOT;

2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à M. BOINET, Président du Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES;

3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme,

FAIT à AMIENS, le 26 MARS 1927

Le Préfet,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général délégué

Signé Combes

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RD/ SZ

(R.C. Seine n° 276.448 B)

SNCF = Région NORD

DOMAINE

et EXPROPRIATIONS

PARIS, le 6 août 1942

18, rue de Dunkerque (Xe)

V.B.N. gx

~~129.607~~ D2

84.148

Monsieur,

Comme suite à votre note du 3 courant, j'ai l'honneur de vous informer que le Syndicat intercommunal de Distribution d'énergie électrique de la Région de Chaulnes nous est toujours redevable de la somme de 50 francs, pour le maintien d'une canalisation électrique aérienne, au kilomètre 137A70 à Marchélepot (période du 1er avril 1940 au 31 mars 1942).

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien faire faire le nécessaire pour le mandatement de la dite somme.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,

[Signature]

Monsieur le Percepteur
de Chaulnes
(Somme)

*mandat du
12 août 1942
perçu 9.678
de 1940
et 10.599
de 1941*

A. N. C. F. Régions Nord
Domaine d'Expropriations
18 Rue de Dunkerque
Paris

RD/ SZ

(R.C. Seine n° 276.448 B)

PARIS, le 6 août 1942
18, rue de Dunkerque (Xe)

DUPLICATE

V.B.N. gx

~~119.67~~ D2

Monsieur,

84.148

Comme suite à votre note du 3 courant, j'ai l'honneur de vous informer que le Syndicat intercommunal de Distribution d'énergie électrique de la Région de Chaulnes nous est toujours redevable de la somme de 50 francs, pour le maintien d'une canalisation électrique aérienne, au kilomètre 137A'70 à Marchélepot (période du 1er avril 1940 au 31 mars 1942).

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien faire faire le nécessaire pour le mandatement de la dite somme.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine.

Monsieur le Percepteur
de Chaulnes
(Somme)

PERCEPTION
DE CHAULNES

(Somme)

Le 21/07 1942

Chèques postaux :
LILLE, n° 10.091

N°

A M^{onsieur} le Chef
du Subdivisoir des Expropriations
et du Domaine
S. N. C. F. Nord
Paris

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire de
bien vouloir me faire connaître
si la réclamation parant l'objet de
la lettre ci-jointe, a été payée.
Veuillez agréer, Monsieur,
l'assurance de ma considération
distinguée

A. Perception

[Signature]

5 AOUT

V 1947

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

R. C. Seine 276.448 B

Voie et Bâtiments

Subdivision des Expropriations
et du Domaine

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre.

Rappeler référence

V.B.N. gx N° ~~113-107~~ - D²

84.148

Paris, le 7 Avril 1947.

18, Rue de Dunkerque (X^e arr^t)

Monsieur

Par ma lettre d'avis du 3 Avril 1940, je vous avais prié de faire opérer le règlement de la somme de 25 francs due par le Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la Région de Chaubnes, pour redevance du 1^{er} Avril 1940 au 31 Mars 1941, afférente au maintien d'une canalisation électrique aérienne au kilomètre 137/170, à Marchélepot.

N'ayant pas encore été avisé par nos Services Financiers, de ce règlement, je vous serais reconnaissant de me donner tous renseignements relatifs à votre versement (date, montant, mode, etc...).

Au cas où vous n'auriez procédé à aucun règlement, je vous demanderais de vouloir bien l'effectuer d'urgence en rappelant, en vue de son application, la référence complète de la présente lettre.

Veuillez agréer, Monsieur, avec mes remerciements, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la Subdivision
des Expropriations et du Domaine,

Monsieur (le Président)
du Syndicat Intercommunal
de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région
de Chaubnes, à Chaubnes

(Somme)

7 Avril

84.148

~~147.607~~ D²

ancien

3 Avril 1970

25

le Syndicat

Intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la Région
de Chaumes, pour redonne du 1^{er} Avril 1970 au 31 Mars 1971,
affranchise sur maintien d'une canalisation électrique aérienne
au kilomètre 137/170, à Marchépot.

ancien

Monsieur le Président
du Syndicat Intercommunal
de Distribution d'Énergie
Électrique de la Région
de Chaumes à Chaumes

(Somme)

4-4-39

~~no₂ faux~~

~~9107249~~

SNCV Requin Mont
Lab.ⁿ des Expropriations
et du Domaine

Syndicat Intercommunal de Distribution
d'Énergie de la Région de Chaulnes

Redevance du 1-4-39 au 31-5-1948 maintes d'une
condemnation électrique Kbl 134/110 a Marchelipot 25³

Regle a Paris Bureau de Domaine
pour Chèque Portail le 19 avril 1939

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REÇU

REGION NORD (2)
VOIE ET BATIMENT
O. R. N°
45872

Le Chef de Gare de PARIS-NORD
reconnait avoir reçu de :

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION
D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA REGION
DE CHAULNES, à CHAULNES (Somme)**

SUDDIVISION DE LA COMPTABILITÉ
ET DE LA STATISTIQUE
3, Impasse de la Chapelle, PARIS-18^e

La somme totale de: VINGT CINQ FRANCS
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N°8.716	
Redevance du 1er Avril 1939 au 31 Mars 1940--	
Maintien d'une canalisation électrique	
aérienne au kil.137/170, à Marchélepot.	25

Total..... **25**

EMPLACEMENT
DU
TIMBRE-QUITTANCE (4)

DONT QUITTANCE

Paris, le 2 Mai 1939
Le Chef de Gare,

CH. DE FER NORD
-2 MAI 39
PARIS-DE CAISSE PRINCIPALE

- (1) Référence de la Comptabilité émettrice.
 (2) Référence de la Comptabilité directrice.
 (3) Griffe de la gare
 (4) En cas de règlement par virement ou par chèque ne pas apposer de timbre-quitance, porter la mention :
 « Régie par..... N°..... du..... sur..... » complétée en conséquence.

CHEMIN DE FER
DU NORD

EXPLOITATION

N° 89

Registre du Commerce.
Seine N° 52.298

NOTE pour

Année de l'É
de l'Année de l'É
et du Domaine
Lars

CHAULNES

1921

NOTE 84148 du 24. 4
J'ai l'honneur de vous rendre
compte que nous avons encaissé
ce jour la somme de 24.24
432 N° 8734 du Syndicat
Intercommunal de canalisation
Électrique de Chaulnes.

Votre respectueux - service
Le chef de gare

PIÈCES ANNEXÉES.

BUREAU DE CHEQUES POSTAUX

de

LILLE C / c 140 19

CTF ELECTRIQUE DU NORD

r. Abbaye des Pres

DOUAI Nord

MONTANT DU CHEQUE :

du

Chèque n° 17
19/4/29

417

au Chef de la Comp^{te} C^{te}

Date d'Encaissement
ou
motif de non recouvrement

Prière faire encaisser
par la gare d'Amiens
à M. Boiret
19 Rue Demigny
Amiens

N^o 8312

Timbre à date obligatoire



Le Chef de Gare

CHEMIN DE FER
DU NORD

EXPLOITATION

N°

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

NOTE pour Monsieur le Chef

Des Contributions et du
Domaine

Paris

CHAULNES

3 / 8

1927

Suite à votre lettre
83440 - 84148 V du 3/8/27
j'ai l'honneur de vous rendre
compte que nous versons ce
jour par 432 n° 74/4
la somme de 66,50
(21'75 + 40'75)

Très respectueusement
Le Chef de gare

J. Mouff

PIÈCES ANNEXÉES.

CHEMIN DE FER
DU NORD

EXPLOITATION

N° 174

Registre du Commerce.
Seine N° 52.298

NOTE pour

M. Olivier
Monsieur le Chef du
Circuit et du Domaine
Paris

CHAULNES (Nord)

26 - 7 - 1927

Suite à votre lettre
ci jointe N° 83440 adressée à M.
le Directeur du Syndicat Nat^l d'énergie
électrique 19 Rue Drouot à Paris.
J'ai l'honneur de vous faire
connaître que nous avons
encaissé les sommes de 40.75 + 2.75
= 43.50.

La gare d'Amiens nous
faisant savoir que les bonificaux
impayés ont été renvoyés à
la Comptabilité, nous vous
prions de bien vouloir nous
faire réitérer et nous adresser
recus pour le
percepteur.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du
Circuit et du Domaine,
l'assurance de notre haute respectueuse
et dévouée

J. Manfrot

PIÈCES ANNEXÉES.

CHEMIN DE FER
DU NORD

EXPLOITATION

N^o 155 3189

Registre du Commerce.
Seine N^o 52.298

NOTE pour Comptabilité Centrale
Paris

Amiens le 20 Juillet 1927

Je vous adresse ci-joint le bordereau
de factures qui indique comme
non recoupée la somme de 25,25.

Envoyé 82/6, P.D. 10819. Syndicat
Intercommunal de la région de Chaubert.

La lettre d'avis adressée le 8 c^t
est restée sans effet.

Prérez nous adresser un crédit
de même importance.

LE CHEF DE GARE

Destin

CH. DE FER NORD

20 JUL 27

CH. DE FER NORD

PIÈCES ANNEXÉES.

Contentieux et Domaine.

Renseignements demandés le 20 Avril 1927
à Monsieur LANGUE, Ingénieur de la Voie à Cambrai

I: 9.558

(Prière de retourner le présent avec la réponse).

Demandes	Réponses
<p>Aux termes d'un arrêté de M. le Préfet du département de la Somme en date du 26 Mars 1927, le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de Chaumes a été autorisé à établir une canalisation électrique aérienne au kil. 137/170 de la ligne de Saint Just à Cambrai, Commune de Marchélepot.</p> <p>Je vous serai obligé de me faire savoir si et depuis quelle date cette canalisation est installée.</p>	<p>I: 9.558 Marchélepot Cambrai 27/4/27 kil. 137/170</p> <p>Mon cher Monsieur</p> <p>Cette canalisation est installée depuis le 7 avril 1927.</p> <p>Très très dévoué.</p> <p>L'Ingénieur de la Voie</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Votre bien dévoué</p> <p>Le Chef du Contentieux et du Domaine</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Monsieur Zyckow, Chef du Contentieux du Domaine Paris</p>

Copie à Monsieur Zischen, chef du Contentieux et du Domaine

CHEMIN de FER
du NORD.

LIGNE
de ST-JUST à CAMBRAI.

Commune de MARCHELEPOT.

Le Syndicat intercommunal
de distribution d'énergie
électrique de la région
de CHAULNES,
pétitionnaire.

PREFECTURE

DU DEPARTEMENT DE LA SOMME.

Projet d'ARRETE.

E.988

Le Préfet du Département de la Somme;

Vu la pétition sans date présentée par le Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, dont le siège est à AMIENS, 10 rue Duminy, en vue d'établir, en travers du Chemin de fer de ST-JUST à CAMBRAI, au Kil: 137,170, territoire de MARCHELEPOT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne MARCHELEPOT à OMIECOURT;

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée;

Vu la Loi du 15 Juillet 1845 et le Décret du 11 Novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925 sur les distributions d'énergie, le décret en date du 3 Avril 1908, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux Publics en date du 30 Avril 1924;

Vu les observations en date du 28 Décembre 1926 de la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

Vu l'accord des Services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée;

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme;

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE PREMIER - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie Electrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 10 rue Duminy est autorisé à établir au travers du Chemin de fer de ST-JUST à CAMBRAI, au Kil. 137,170 une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde d'une intensité efficace de 20 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts

à charge par lui de se conformer aux conditions du présent arrêté aux règlements concernant la police des Chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 Juin 1906 modifiée par celle du 27 Février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924.

ARTICLE 2 - La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 41° par une travée unique de 40 mètres d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 Kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encasés dans des massifs de béton de 2m00 x 1m80 x 2m00 de profondeur à gauche et 2m20 x 1m80 x 2m à droite.

Ils auront respectivement 15m et 17m de hauteur au-dessus du sol et seront placés à l'extérieur de l'emprise du chemin de fer et à 24m20 et 16m50 en dehors de l'axe des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 20 millimètres carrés. Ils seront disposés en triangle et espacés, deux à deux, d'au moins 80 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2m00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions du § 2 de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 30 Avril 1924 seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement du chemin de G.C. N°45 avec le chemin de G.C. N° 164, à 2.200m de la traversée.

A chacun des supports et à 0m50, au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs, soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera au préalable avec M.le Chef de Section en résidence à CHAULNES, et M.l'inspecteur des Services Electriques en résidence à AMIENS, tant pour l'établissement de la canalisation dans.....

dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques, ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la Loi du 15 Juin 1906, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données à cet effet à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du Chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie du Chemin de fer du Nord pour tout ou partie, par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du Chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations etc... exposés par elle, à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement avec une majoration de 15% pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite, pour la traversée du

Chemin de fer, une indemnité annuelle de 25 francs
(vingt-cinq francs)

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer opérer à ses frais le déplacement des parties des canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui, aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance.

Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du Chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire, ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:
1° - A M. le Maire de la Commune de MARCHELEPOT;

2° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier à M. BOINET, Président du Syndicat intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES;

3° - A M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du Chemin de fer du Nord;

4° - A M. l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme,

FAIT à AMIENS, le

Le Préfet,

POUR COPIE CONFORME

15 MAR 1927

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
CHIEF DU SERVICE CENTRAL



Chemin de Fer du Nord

Nom du Locataire Syndicat intercommunal de Distribution d'Énergie Électrique de la Région
Désignation Canalisations électriques aériennes sur le côté vers Cambrai de
P.N. 100 Kil 139/593 commune de Fresnes-Mazancourt
et just à Cambrai
dépensé le 21 janvier 1924

Arrêté du 21 janvier 1934

Receveur ~~Amiens~~ Chaubres.

Commencement du Bail 1^{er} Juin 1928

Fin du Bail 1950

Loyer annuel 25⁺

Echéance et Paiement des Loyers.

Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances	Echéances		Sommes Dues	Numéros des Quittances
Du	au			Du	au		
1 ^{er} Jan 1928	31 Mai 1929	25.25	7666	P. 31/3/1929 -			
" 1929	" 1930	25.25	9717				
" 1930	" 1931	25.25	9762				
" 1931	" 1932	25.25	10028				
" 1932	" 1933	25.25	10085				
" 1933	" 1934	25.25	10121				
" 1934	" 1935	25.25	11152				
" 1935	" 1936	25.25	13829				
" 1936	" 1937	25.25	16329				
" 1937	" 1938	25.25	12026				
" 1938	" 1939	25.50	10987				

Fiche faite

M Syndicat Intercommunal
de Distribution d'Énergie Électrique de la Région
de Chaubres
19, rue Dumigny à Amiens (Somme)

Echéance. *juin*

Compte à créditer

Art. 1^{er} § 6DOSSIER N° *91.621*Produits *NT*

Désignation: *Canalisation électrique aérienne*
sur le côté vers Cambrai P.N. 100 Km. 139/593
commune de Frennes-Mazancourt.

Traité du *1^{er} Juin 1928* au *1950*

Redevance annuelle: *25 francs**Chaubres. C. G.*

Libellé de la quittance: *Redev. du 1^{er} Juin 19... au 31 Mai 19...*
Canal. électr. aérienne au P.N. 100 à Frennes-Mazancourt.

Echéance du au		Montant des Quittances	Números des Quittances	Observations.
<i>1^{er} Juin 1939</i>	<i>31 Mai 1940</i>	<i>25</i>	<i>10.389</i>	
<i>" 1940</i>	<i>" 1941</i>	<i>25</i>	<i>" 10.705</i>	
<i>" 1941</i>	<i>" 1942</i>	<i>25</i>	<i>" 12.654</i>	<i>annulés, remplacés par n° 17461</i>
<i>" 1941</i>	<i>" 1942</i>	<i>25</i>	<i>" 17.461</i>	<i>Mandat du 27 juillet 1941</i>
<i>" 1942</i>	<i>" 1943</i>	<i>25</i>	<i>" 13.492</i>	
<i>" 1943</i>	<i>" 1944</i>	<i>25</i>	<i>" 13.097</i>	
<i>" 1944</i>	<i>" 1945</i>	<i>25</i>	<i>" 15.586</i>	
<i>" 1945</i>	<i>" 1946</i>	<i>25</i>	<i>" 14.518</i>	<i>mandat</i>
<i>" 1946</i>	<i>" 1947</i>	<i>25</i>	<i>" 12.518</i>	<i>Mandat du 15-6-46</i>
<i>" 1947</i>	<i>" 1948</i>	<i>25</i>	<i>" 15.824</i>	<i>Mandat N° 2 du 23-6-47</i>
<i>" 1948</i>	<i>" 1949</i>	<i>25</i>	<i>" 16.081</i>	

MANDAT DE RECETTE

Mois comptable :

JUIN 1945

Bordereau N°

Compte crédité :

Nom et adresse
du
débitéurSyndicat Intercommunal de distribution
d'énergie électrique de la région
de CHAULNES
19 rue Duminy, AMIENS (Somme)

Le présent mandat s'élève à la somme totale de Frs

VINGT CINQ FRANCES

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné d'autre part.

Certifié par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le

19

Date d'encaissement ..

Référence de la pièce de
créditN° du bordereau
d'avis d'encaissement

VOIR AU VERSO

AVIS D'ENCAISSEMENT

Nom du débiteur : (2) Syndicat Intercommunal de
dist. d'énergie él. de la Région de Chaumes

VOIR AU VERSO

14.518

Montant : Frs (2)

25

RÉFÉRENCE (2)

(1) Timbre du Service ordonnateur.

(2) A remplir par le Service ordonnateur.

DÉTAIL DES SOMMES DUES :

N° 14.518

Redevance du 1er juin 1945 au 31 mai 1946
Canalisation électrique aérienne au P.N. 100
à FRESNES-MAZ NCOURT

25

TOTAL.....

25

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE de la
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Date d'encaissement

Référence de la pièce de
crédit.....

N° du bordereau
d'avis d'encaissement }

P^r le Chef de la Division Centrale de la Comptabilité Générale,
Le Chef de Bureau :

19 Septembre

451

№: 91.521

14.578-D?

ancien

1^{er} juin 1945

25

de l'induct

pour relever du 1^{er} juin 1945 au 11 mai 1946, suite
à une candidature destinée à être au L. N. 100, à
Thionville-Magasin.

ancien

Monsieur le Directeur
du Syndicat Intercommunal de
Distribution d'Énergie Électrique
de la Région de Charleville,
19, Rue Trémery, à Amiens

(somme)

17 Août 40.

91.624-D²

Monsieur,

15 juin 1945 et ma lettre
de rappel du 19 octobre 1945

25

notre Syndicat

pour redevance du 15 juin 1945 au 31 Mai 1946 relative au
maintien d'une canalisation électrique aérienne au P. N. 100
à Fresnes - Mazancourt.

réglé par mandat
du 15 juin 1946
9¹⁰ N° 44.578

Monsieur

Monsieur le Directeur
du Syndicat Intercommunal de
Distribution d'Energie Electrique
de la Région de Chaulnes,
19, Rue Fumigny, à Amiens
(Somme)

C. Rogues

CHEMIN de FER du NORD

Ligne de St-JUST à CAMBRAI

Commune de FRESNES-MAZANCOURT

Le Syndicat intercommunal de
distribution d'Energie électrique de
la région de CHAULNES
pétitionnaire.

PREFECTURE du DEPARTEMENT de la SOMME

A R R E T E

E 1622

Le Préfet du Département de la SOMME.

Vu la pétition, en date du 14 mars 1927, présentée par M. BOINET Eugène, agissant au nom et comme Président du Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne de MISERY à FRESNES-MAZANCOURT.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée.

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux publics, en date du 30 avril 1927.

Vu les observations, en date du 13 septembre 1928; de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE 1^{er} - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, est autorisé à établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du

présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

ARTICLE 2 - Traversée aérienne. La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 64° par une travée unique de 32 m,50 d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1,65/1,85 et 2 m,00 de hauteur.

Ils auront 14 m,50 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 millimètres carrés, 6. Ils seront disposés en triangle parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 95 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement des chemins de grande Communication n° 35 et n° 142, à 2.230 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à 0 m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique, relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M.l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques, en résidence à AMIENS et M.le Chef de District, en résidence à CHAULNES, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications, seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs (25 frs).

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance. Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire; ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - A M.le Maire de la Commune de FRESNES-MAZANCOURT;
- 2° - A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES;
- 3° - A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4° - A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord

Paris, le 29 JANV 1929

L'Ingénieur en Chef Adj.
L'Ingénieur en Chef,

Pour l'Ingénieur en Chef du Contrôle

L'Ingénieur Adjoint,

(Signé): *Catru*

Fait à AMIENS, le 21 JANV 1929

Pour Le PREFET,

Signé: *Courbes*

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

N° 28.441

E 676

Monsieur le Chef
de la Comptabilité
et de la Statistique

Paris

CHAULNES le 28. 7. 1911

J'ai l'honneur de
vous retourner impasse
l'ordre de recouvrement
n° 55912, le débiteur ne
règle pas malgré nos
avis postés.

Prière nous donner
crédit de la somme de
27 f. montant de notre
découvert.

Votre respect & dévoué
le Chef de gare
H. Aubert

N

SNCF - Région NORD

DOMAINE

et EXPROPRIATIONS

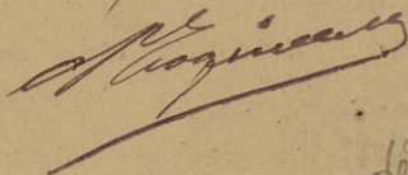
VBN 9^x D²

- 1 annexe -

Paris, le 5 août 1941

Monsieur le chef de Gare
à ChaubnesPrenez crédit par bordereau C.C. 500
en annexant l'ordre de recouvrement.Ces pièces sont à adresser au G.C.V.g. de
la Région Nord.

Le Chef du Domaine

Manquant
regu, perdu ou détenu -
Duplicata demande
pour régularisation -
Regu rente le 15.10.41
Eg

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276 448 B)

ORDRE DE RECouvreMENT

RÉGION NORD
VOIES ET BATIMENTS
O. R. N°

55912

M. le Chef de Gare de CHAULNES.
est prié d'encaisser de

Nom et adresse
du
débit

Syndicat Intercommunal de Distribution
d'Energie Electrique de la Région de
Chaulnes, 19, rue Duminy, à AMIENS
(Somme).

la somme totale de: VINGT-CINQ FRANCS.

au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N° 12.654

Redevance du 1^{er} juin 1941 au 31 mai
1942 pour une canalisation électrique
aérienne au P.N. 100, à Fresnes-Mazancourt.

25

Cadre réservé
à la gare destinataire

Prise en charge

le

sous N°

Encaissé le

Cadre réservé à la
Comptabilité directrice

VISA :

(3)

DIRIGÉ SUR :

le

AVIS DE

14 NOV. 1941

12/1841

S.N.C.F. SERVICES FINANCIERS
PARIS le 24 OCT 1941
VERSEMENTS DES GARES
RÉGION NORD

Total ...

25

CERTIFIÉ PAR LE CHEF DE BUREAU SOUSSIGNÉ :

A PARIS, le 26 mai 1941.

- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
(2) Référence de l'ordre de recouvrement.
(3) Indication de la Comptabilité émettrice.

PIÈCE A ENVOYER, PAR PLI ORDINAIRE, LE JOUR MÊME DE L'ENCAISSEMENT AU SERVICE INDIQUÉ DANS L'ANGLE DROIT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(R. C. Seine N° 276.448 B)

(1)

REÇU

(2)

55.912

Le Chef de Gare de CHAULNES
reconnaît avoir reçu de

Syndicat Intercommunal de Distribution
d'Energie Electrique de la Région de
Chaulnes, 19, rue Duminy à AMIENS
(Somme)

SNCF = Région NORD
DOMAINE
et EXPROPRIATIONS

la somme totale de: VINGT CINQ FRANCS
au titre des fournitures ou prestations dont le détail est donné ci-après :

N°12.654

Redevance du 1er juin 1941 au 31 mai
1942 pour une canalisation électrique
aérienne au P.N.100, à Fresnes-Mazancourt.

25 "

25 "

Total....

En cas de règlement en espèces,
apposer un timbre-quittance
dans la case ci-contre →

En cas de règlement par voie bancaire, compléter le tableau
ci-après :

Chèque	Virement (4)	n°	
du		sur (5)	

, DONT QUITTANCE
A(3) , le 19
Le Chef de gare,



- (1) Timbre de la Comptabilité émettrice.
- (2) Référence de l'ordre de recouvrement.
- (3) Griffe de la gare.
- (4) Rayer la mention inutile.
- (5) Indiquer la Banque sur laquelle est tiré le chèque ou le virement.

N
SNCF - Région NORD
DOMAINE
et EXPROPRIATIONS
VBN^{9x} 91.621 D2

Paris, le 13 Octobre 1941

Monsieur le Chef de Gare
à Chaubnes.

Pour vous permettre de prendre crédit je vous
adresse ci-joint un duplicata du reçu de l'ordre de recouvrement
n° 55.912.

/ Le Chef du Domaine

M. Magnien

Paris 18th

Charles de la Roche 1941

par l'intermédiaire de nos homologues français je vous
 informe que le 26 mai 1948 le Syndicat intercommunal
 de distribution d'énergie électrique du Val de la Chaux
 19 rue Drouin à Amiens (France) pour reconnaissance de
 son prêt 1944 au 26 mai 1948 pour une canalisation électrique
 aérienne au L.N. 100; à Fressas, Mazancourt ont versé
 25,00 (vingt-cinq francs) et 2,00 (deux francs)
 soit au total 27,00. Bien en charge par notre service
 le 22/5/48 sous n° 15. Le débiteur n'a pas réglé la somme
 due et ne correspondra à nos deux mandats
 10 n° 12 et 13 n° 14 KB N° 282 du 5 août 1948
 nous avons pris crédit par bureau cc 500 en
 annexant l'ordre de recouvrement. Notre frais de crédit
 a été remboursé par le comité intercommunal parce que le reçu
 afférent à cet ordre n'était pas joint. Nous n'avons
 aucune trace du reçu en question qui a dû être égaré
 ou détruit avant notre première demande de crédit.

Respectueux et dévoué,

Comptoir Le Chef de gare 107

W. H. H. H.

to receive, I should like to be to think of
model of it myself & (with myself)

Compagnie du Chemin de fer du Nord,

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

CONTENTIEUX ET DOMAINE

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettre

Rappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

PARIS, le 30 mars 1929.

N° 91.621 V-

Monsieur le Chef de Gare,

La gare d'Anniers nous retourne
impayé un quittance de 25^{fr} établie
au nom du Syndicat Intercommunal
de Distribution d'Energie Electrique de
la région de Chaumes, représentant
la période du 1^{er} Juin 1928 au 31
mai 1929, pour installation d'une
Canalisation électrique aérienne n°
P.N. 100, kil. 739⁵⁴³ de la ligne de
St-Julien à Cambrai, Arrondissement de

Monsieur le Chef de Gare
de Chaumes.

Thiers. Magaueux.

Cette somme de 25 t. aurait été
encaissée par vos soins.

Si le fait est exact, je vous
serai obligé de me faire connaître
la date et le N^o de votre Cordon
de reconnaissance n^o 482.

Agnez, Monsieur, l'assurance
de ma considération distinguée.

Le Chef du Contentieux et du Domaine

Guissac

CHAULNES (C. de M.)

5 / 4 1929

Monsieur le Chef du Contentieux
et du Domaine Paris)

J'ai l'honneur de
vous rendre compte qu'il s'est
glissé une erreur dans la
rédaction de notre note n° 27
du 31 mars.

C'est 25¹/₂ ff que nous
avons encaissé et versé
par 432 4163 du 31/3

La lettre d'avis envoyée
à la perception de Chaulnes,
indiquait 25¹/₂ ff.

Très respectueusement,
Le Chef de gare
Mort

Compagnie du Chemin de fer du Nord

18, Rue de Dunkerque (X^e Arrond^t)Registre du Commerce
Seine N° 52.298

CONTENTIEUX ET DOMAINE

Ne traiter qu'une seule affaire
dans la même lettreRappeler en marge de la
réponse l'indication ci-dessous

PARIS, le 2 août 1929

N° 91.621 V-

2 annexes

Monsieur Lebes de Gau

Suite à ma lettre du 30 mars ci-jointe,
et à votre note N° 27 du 31.J'ai le bonneur de vous confirmer
que le Syndicat Intercommunal
de distribution d'énergie électrique de la
Région de Chaulnes, devait verser la
Somme de 25.75 (y compris le timbre
quittance) - et vers 25.75 comme
vous l'avait écrit La gau d'Amiens.Je vous serai obligé de m'envoyer
la différence, soit H^t 55, de régulariser
votre versement par état H^t 82, et deMonsieur Lebes de Gau
de Chaulnes.

vouloir être en fait connus ensuite
la date et le n. de votre Brevet.

Aguez, Messieurs, l'honneur
de ma considération distinguée.

Le Chef du Contentieux et du Domaine

Heur

M. Li-joint la quittance n.
7666 affranchie à cette affaire.

Quittance

N° 7.666

Chemin de Fer du Nord — (Contentieux et Domaine) 25 FRs 25

Tom : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION D'ENERGIE Gate : AMIENS.

ELECTRIQUE DE LA REGION DE CHAUMES, 19 Rue Dumas à AMIENS.

Somme Due: VINGT CINQ FRANCS 25 CENTS.

(Principal) : 25 FRs ,

2932

Timbre Que 0.25

Objet : Redevance du 1er Juin 1928 au 31 Mai 1929 -Canalisation électrique aérienne au P.N.100 à FRESNES MAZANCOURT.

Dont quittance sous toutes réserves

Reçu, le 15 MAR 1929 19

Dressé, le 14 FEVRIER 1929.

Le Chef de la Comptabilité Centrale:

Le Chef du Contentieux et du Domaine:

Lucas

Lucas

Timbre D'acquit

44/4

31 Mars 1929

Retour a Monsieur Le Chef du
Contentieux et du Domaine
Paris

27
en l'informant que la
somme a encaisser était
de 20⁺75, j'après avis de
la gare d'Amiens.

Somme égale 20⁺75
versée par 432 N^o 4163
du 31 Mars 1929.

Très respectueusement,
Le Chef de gare
J. Moret

CHEMIN DE FER
DU NORD

NOTE pour *Comptabilité Centrale*
Paris

EXPLOITATION

N° *AGT 2471*

Registre du Commerce
SEINE N° 52.298

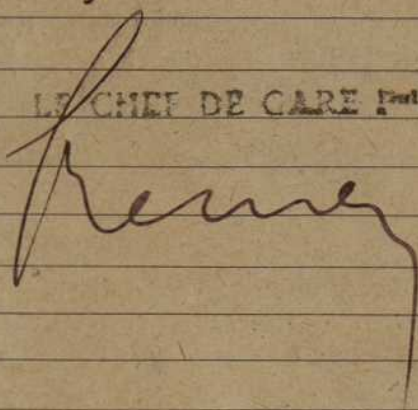
Amiens Gv le 25/3. 1929

*Je vous adresse ci-joint le bordereau
de factures qui indiquent comme nous
encaissées la somme de 25.2f. Enreg.
2982 J.D. 7666 Synd. Int. de Distribution
d'énergie électrique.*

*La gare de Chaumes nous fait connaître
qu'elle a encaissée la dite somme.*

*Je vous prie de nous accorder un crédit de
même importance.*

LE CHEF DE GARE *Paul*



PIECES ANNEXÉES.

CN. DE FER NORD
25 MARS 29
AMIENS ARR. G.V.

COMPAGNIE
DU
CHEMIN DE FER
du Nord
Registre du Commerce Seine 52.298

CAMBRAI

le 26 Novembre 1928

TRAVAUX & SURVEILLANCE

Réponse à la lettre

N° _____

N° _____

St-Just - Cambrai

Mon Cher Monsieur,

Commune de FRESNES-MAZANCOURT

Canalisation électrique
P.N. 100 - kil. 139,593

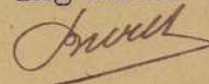
E. 1622

J'ai l'honneur de vous informer que
le Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie
électrique de la Région de CHAULNES, demeurant 19 rue
Duminy à AMIENS, a installé depuis le mois de Mai
1928, en travers du chemin de fer de St-Just à Cambrai
sur le côté vers Cambrai du P.N. n° 100, kil. 139,593,
territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation
électrique aérienne de 2ème Cie.

Je vous serais obligé de bien vouloir
faire faire le nécessaire en vue de la perception de
la redevance annuelle de 25 Fr.

Votre bien dévoué,

L'Ingénieur de la Voie,



Monsieur ZYCHON, Chef du Contentieux et du Domaine.

CHEMIN de FER du NORD

Ligne de St-JUST à CAMBRAI

Commune de FRESNES-MAZANCOURT

Le Syndicat intercommunal de
distribution d'Energie électrique de
la région de CHAULNES
pétitionnaire.

PREFECTURE du DEPARTEMENT de la SOMME

A R R E T E

E 1622

Le Préfet du Département de la SOMME.

Vu la pétition, en date du 14 mars 1927, présentée par M. BOINET Eugène, agissant au nom et comme Président du Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne de MISERY à FRESNES-MAZANCOURT.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée.

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux publics, en date du 30 avril 1927.

Vu les observations, en date du 13 septembre 1928; de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE 1er - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, est autorisé à établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du

présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

ARTICLE 2 - Traversée aérienne. La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 64° par une travée unique de 32 m,50 d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1,65/1,85 et 2 m,00 de hauteur.

Ils auront 14 m,50 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 millimètres carrés, 6. Ils seront disposés en triangle parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 95 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement des chemins de grande Communication n° 35 et n° 142, à 2.230 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à 0 m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique, relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M.l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques, en résidence à AMIENS et M.le Chef de District, en résidence à CHAULNES, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications, seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs (25 frs).

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance. Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire; ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

*Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord*

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1° - A M.le Maire de la Commune de FRESNES-MAZANCOURT;
- 2° - A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES;
- 3° - A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4° - A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

*Perçu le 29 JANV 1929
L'Ingénieur en Chef Adj.
L'Ingénieur en Chef
Pour l'Ingénieur en Chef du Contrôle V.B.
L'Ingénieur Adjoint,
(Signé): *Eaton**

Fait à AMIENS, le 21 JANV 1929

Pour Le PREFET,

Signé: Comber

CHEMIN de FER du NORD

Ligne de St-JUST à CAMBRAI

Commune de FRESNES-MAZANCOURT

Le Syndicat intercommunal de
distribution d'Energie électrique de
la région de CHAULNES
pétitionnaire.

PREFECTURE du DEPARTEMENT de la SOMME

A R R E T E

E 1622

Le Préfet du Département de la SOMME.

Vu la pétition, en date du 14 mars 1927, présentée par M. BOINET Eugène, agissant au nom et comme Président du Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne de MISERY à FRESNES-MAZANCOURT.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée.

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux publics, en date du 30 avril 1927.

Vu les observations, en date du 13 septembre 1928; de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE 1^{er} - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, est autorisé à établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du

présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

ARTICLE 2 - Traversée aérienne. La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 64° par une travée unique de 32 m,50 d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1,65/1,85 et 2 m,00 de hauteur.

Ils auront 14 m,50 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 millimètres carrés, 6. Ils seront disposés en triangle parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 95 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement des chemins de grande Communication n° 35 et n° 142, à 2.230 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à 0 m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique, relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M.l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques, en résidence à AMIENS et M.le Chef de District, en résidence à CHAULNES, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieurs de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications, seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs (25 frs).

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance. Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire; ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°- A M.le Maire de la Commune de FRESNES-MAZANCOURT;
- 2°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES;
- 3°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4°- A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Ampliation transmise
à la C^{ie} du Nord.

Paris, le 29 JANV 1929

L'Ingénieur en Chef Adjoint

L'Ingénieur en Chef,

Pour l'Ingénieur en Chef du Contrôle

L'Ingénieur Adjoint,

(Signé): *Eaton*

Fait à AMIENS, le 21 JANV 1929

Pour Le PREFET,

(Signé): *Carrière*

Copie à Monsieur ZYCHON,

chef du Contentieux et du Domaine

CHEMIN de FER du NORD

Ligne de St-JUST à CAMBRAI

Commune de FRESNES-MAZANCOURT

Le Syndicat intercommunal de
distribution d'Energie électrique de
la région de CHAULNES
pétitionnaire.

PREFECTURE du DEPARTEMENT de la SOMME

Projet
d'ARRETE

E 1622

Le Préfet du Département de la SOMME.

Vu la pétition, en date du 14 mars 1927, présentée par M. BOINET Eugène, agissant au nom et comme Président du Syndicat Intercommunal de distribution d'énergie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, en vue d'établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie faisant partie de la ligne de MISERY à FRESNES-MAZANCOURT.

Vu l'état de renseignements joint à la pétition précitée.

Vu la loi du 15 juillet 1845 et le décret du 11 novembre 1917, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Vu la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, sur les distributions d'énergie, le décret en date du 29 juillet 1927, portant règlement d'Administration publique pour l'application de la dite loi et l'arrêté technique de M.le Ministre des Travaux publics, en date du 30 avril 1927.

Vu les observations, en date du 13 septembre 1928, de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Vu l'accord des services intéressés sur l'emplacement de la traversée projetée.

Vu l'avis de M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

Sur les propositions de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord et de M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique dans le département de la Somme.

ARRETE:

ARTICLE 1^{er} - Le Syndicat intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES, faisant élection de domicile à AMIENS, 19 rue Duminy, est autorisé à établir, en travers du chemin de fer de St-JUST à CAMBRAI, sur le côté vers CAMBRAI du PN n°100, Km.139,593, au territoire de FRESNES-MAZANCOURT, une canalisation électrique aérienne de 2^e catégorie devant porter du courant alternatif triphasé à 50 périodes par seconde, d'une intensité efficace de 12 ampères et présentant une tension efficace entre conducteurs de 15.000 volts, à charge par lui de se conformer aux conditions du

.....

présent arrêté, aux règlements concernant la police des chemins de fer et aux règlements ou arrêtés édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, notamment à l'arrêté ministériel du 30 avril 1927.

ARTICLE 2 - Traversée aérienne. La canalisation aérienne franchira les voies sous un angle de 64° par une travée unique de 32 m,50 d'ouverture.

Ses supports seront des pylônes métalliques présentant une résistance minimum à la rupture par traction de 45 kilogrammes par millimètre carré de section.

Ils seront encastrés dans des massifs de béton de 1,65/1,85 et 2 m,00 de hauteur.

Ils auront 14 m,50 de hauteur au-dessus du sol et seront placés en dehors des emprises du chemin de fer et à 1,50 au moins en arrière des lignes de conducteurs électriques existant le long des voies.

Les isolateurs, à triple cloche en verre, seront fixés à leurs supports au moyen de ferrures présentant une résistance minimum à la rupture de 45 kilogrammes par millimètre carré de section, montées sur des traverses en fer.

La canalisation sera formée de 3 conducteurs nus en cuivre présentant une résistance minimum à la rupture de 40 kilogrammes par millimètre carré.

Les conducteurs auront, chacun, une section de 12 millimètres carrés, 6. Ils seront disposés en triangle parallèlement et espacés, deux à deux, d'au moins 95 centimètres.

Le conducteur le plus bas sera placé à 2 m,00 au moins au-dessus du fil électrique le plus élevé existant le long du chemin de fer.

Les appareils de coupure installés en vertu des prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927, seront des interrupteurs placés, en amont, au croisement des chemins de grande Communication n° 35 et n° 142, à 2.230 mètres de la traversée.

A chacun des supports et à 0 m,50 au moins des isolateurs, dans la portée de la traversée, sera posé un seul cadre métallique, relié directement à la terre que traversera tout le faisceau des conducteurs afin que, en cas de rupture d'un ou de plusieurs isolateurs ou conducteurs, ce ou ces conducteurs soient mis à la terre.

Le Syndicat permissionnaire se concertera, au préalable, avec M.l'Ingénieur Divisionnaire des Services Electriques, en résidence à AMIENS et M.le Chef de District, en résidence à CHAULNES, tant pour l'établissement de la canalisation dans les emprises du chemin de fer que pour les réparations et l'entretien ultérieur de la dite canalisation.

L'installation devra être exploitée et entretenue de façon à n'apporter par induction, dérivation ou autrement aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques ni dans le fonctionnement des signaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Si l'installation exige, dans ce but, le déplacement ou la modification des installations électriques préexistantes, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications, seront à la charge du Syndicat permissionnaire.

Les essais électriques prévus à l'article 15 de la loi du 15 juin 1906, modifiée par celle du 27 février 1925, devront être effectués en présence d'un représentant de l'Administration des Postes et Télégraphes. Toutes facilités devront être données, à cet effet, à ce fonctionnaire ou à ses délégués.

Nonobstant l'observation des prescriptions qui précèdent, le Syndicat permissionnaire demeurera responsable de tous dégâts et accidents résultant de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations autorisées; il restera chargé, en outre, directement, sans recours contre la Compagnie du chemin de fer du Nord, des risques de dégradations et autres de toute nature que la canalisation et ses accessoires courent dans l'enceinte du chemin de fer, par suite du passage des trains ou pour toute autre cause.

ARTICLE 3 - Aucune modification des ouvrages de la traversée ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle.

ARTICLE 4 - L'établissement et l'entretien des ouvrages de la traversée seront exécutés aux frais exclusifs du Syndicat permissionnaire, soit par ses soins propres, sous la surveillance des agents du chemin de fer, de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle, ni aucun danger pour la circulation, ni aucuns frais pour la Compagnie, soit pour tout ou partie par la dite Compagnie elle-même, si elle le demande ou si le Service du Contrôle du chemin de fer le requiert.

Le coût des travaux exécutés par la dite Compagnie pour le compte du Syndicat permissionnaire, ainsi que tous les frais de gardiennage, éclairage, surveillance, vérification des installations, etc... exposés par elle à l'occasion de l'établissement ou de l'entretien des installations de la traversée, lui seront remboursés par le Syndicat permissionnaire, dans le mois de leur achèvement, avec une majoration de 15 % pour frais généraux et intérêts.

ARTICLE 5 - Le Syndicat permissionnaire paiera à la Compagnie du chemin de fer du Nord, pendant la durée de sa concession et à l'Etat ensuite pour la traversée du chemin de fer une indemnité annuelle de vingt-cinq francs (25 frs).

ARTICLE 6 - Le Syndicat permissionnaire devra, toutes les fois qu'il en sera requis par le Service du Contrôle de la distribution d'énergie, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la circulation sur le chemin de fer, opérer à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui seront désignées. Il n'en résultera pour lui aucun droit à indemnité.

ARTICLE 7 - En cas d'expiration ou de retrait de la présente autorisation, le Syndicat permissionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité toutes les installations de la traversée et de rétablir les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8 - La présente autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un an à dater de sa délivrance. Elle a trait exclusivement à l'emprunt du domaine public du chemin de fer par la canalisation électrique du Syndicat permissionnaire; ce dernier ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente des permissions nécessaires pour l'établissement de l'ensemble de la distribution dont fait partie la canalisation précitée.

ARTICLE 9 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée:

- 1°- A M.le Maire de la Commune de FRESNES-MAZANCOURT;
- 2°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, chargé de la notifier au Syndicat Intercommunal de distribution d'Energie électrique de la région de CHAULNES;
- 3°- A M.l'Ingénieur en Chef du Contrôle de la Voie et des Bâtiments du Réseau du Nord, chargé de la notifier à la Compagnie du chemin de fer du Nord;
- 4°- A M.l'Ingénieur en Chef des Télégraphes, chargé du département de la Somme.

POUR COPIE CONFORME

15 NOV 1928

L'INGENIEUR PRINCIPAL
CHEF DU SERVICE CENTRAL

Fait à AMIENS, le

Le PREFET,